6e Année, N° 112 - 5 Décembre 1930

Prix : 3 fr. 50

la Révolution prolétarienne

Revue mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

La peur de l'Unité Syndicale

par P. MONATTE

LIBERTÉ ET RÉVOLUTION

par R. LOUZON

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

LES DAVIDÉES

par Marie GUILLOT

...Mais la voilà, l'enquête sur l'Unité Syndicale

I. — Déclaration des 22.
II. — La Réunion du 9 novembre.
III. — « Unité dans la trahison » dit Pierre Semard.
IV. — La réponse de Cambronne-Claveri.
V. — « Unité de renégats ! » dit Monmousseau.
VI. — Attention ! » dit A. Savoie.
VII. — Une déclaration de la C. G. T.
VIII. — Dumoulin conseille de se procurer un parapluie.
IX. — Une lettre de Marthe Pichorel.
X. — Un commentaire de Léon Blum.
XI. — L'Unité Syndicale selon Renaudel.
XII. — Au Conseil du « Populaire ».
XIII. — Un commentaire de « Monde ».

Dix mois aux États-Unis

par Jean CHANEAUX

Administration et Rédaction : 54, rue du Château-d'Eau -:- PARIS (10e)

Source gallica.bnf.fr / CODHOS

la Révolution prolétarienne

Revue mensuelle syndicaliste révolutionnaire

(Paraissant le 5)

Rédaction et Administration :

54, rue du Château-d'Eau -- Paris (10e)

Téléphone : Botzaris 21-32

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois..... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois..... 26 fr. Un an..... 50 fr.

Adresser la correspondance relative à la rédaction à PIERRE MONATTE, 54, rue du Château-d'Eau, à Paris (10e).

Adresser la correspondance relative à l'administration à M. CHAMBELLAND, même adresse.

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris.)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste**, à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, **54, rue du Château-d'Eau, Paris-X°.**

SOMMAIRE :

LA PEUR DE L'UNITE SYNDICALE.....P. MONATTE.

LIBERTE ET REVOLUTION.....R. LOUZON.

LES CLERICAUX DANS L'ENSEIGNEMENT : LES DAVIDEES.....M. GUILLOT.

...MAIS LA VOILA, L'ENQUETE SUR L'UNITE SYNDICALE :

I. Déclaration des 22. Pour reconstruire l'Unité Syndicale. — II. La Réunion du 9 novembre. — III. « Unité dans la trahison du mouvement révolutionnaire » dit Pierre Semard. — IV. La réponse de Cambronne-Claveri. — V. « Unité de renégats! Unité de trahison! ». — VI. « Attention! » dit A. Savoie. — VII. Une déclaration de la C. A. de la C. G. T. — VIII. Dumoulin conseille de se procurer un parapluie. — IX. Une mise au point de Marthe Pichorel. — X. Un commentaire de Léon Blum. — XI. L'Unité Syndicale selon Renaudel. — XII. Au Conseil de direction du « Populaire ». — XIII. Un commentaire de Monde.

Dix mois aux Etats-Unis .....J. CHANEAUX.

A TRAVERS LES LIVRES

Frère Noir .....J. PÉRA.
Sur les Davidées .....R. HAGNAUER.

FAITS ET DOCUMENTS

Les faits du mois. — L'entrevue Grandi-Litvinof à Milan. — La C. G. T. prépare-t-elle un nouveau Cartel politique? — Walter Schevenels, le nouveau secrétaire de la F. S. I. — Le Cartel européen de l'Azote. — Que se passe-t-il au Maroc?

La peur de l'Unité Syndicale

Qui peut craindre l'Unité syndicale?

Je ne vois que le patronat et le gouvernement.

Le patronat, parce qu'il trouverait en face de lui des syndicats ouvriers plus forts. Plus forts en effectifs, plus forts en esprit combatif. Et surtout uniquement préoccupés de la défense des intérêts des travailleurs. Aujourd'hui, la moitié de la force de nos syndicats, pour ne pas dire plus, est perdue en querelles intérieures. Les plus importants mouvements, comme le dernier du Textile du Nord, laissent derrière eux, dans l'esprit de beaucoup, la triste impression qu'il est impossible de résister ou de s'attaquer au grand patronat et que la grève est une arme usée. Comme si la division ouvrière dans une grève n'était pas, à elle seule déjà, un atout formidable pour le patronat.

Le gouvernement, parce qu'il devrait compter à nouveau avec la classe ouvrière. Celle-ci, comme un corps épuisé, n'a pas fait un geste dernièrement lors de la révocation des postiers grévistes, pas la plus petite manifestation sous les fenêtres du ministre des P.T.T. Elle n'a pas le moindre tressaillement à chaque nouvelle d'assassinat de révolutionnaires en Indochine. Elle n'en aura pas davantage demain quand, Poincaré succédant à Tardieu, l'ambassadeur de Russie sera invité à plier bagages. Le gouvernement peut tout se permettre. Il n'y a plus d'opinion publique. Et, surtout, il n'y a plus de classe ouvrière; fatiguée, dégoûtée, celle-ci dort.

Elle dormira tant que les deux tronçons du mouvement syndical resteront séparés; elle sera impuissante tant qu'elle sera désunie. La crise économique peut s'aggraver; le chômage frapper ici aussi des millions de bras; la classe ouvrière ne sera qu'un peu plus impuissante, car à la division d'aujourd'hui s'en ajoutera une seconde, celle des ouvriers se battant entre eux pour se disputer un emploi vacant. Cette impuissance, le patronat la connaît. Le gouvernement ne l'ignore pas davantage. L'unité syndicale constituerait un danger sérieux pour eux.

Mais ils se rient de ce danger. Il leur semble si lointain. Ils n'ont peut-être pas tort, ma foi!

En tout cas, ils n'ont pas à se mettre en frais pour empêcher la reconstruction de l'Unité syndicale. Nos dirigeants syndicaux, comme ceux de la C.G.T.U., suffisent largement à l'empêcher. La besogne n'est pas à faire par le patronat et par le gouvernement. Elle est déjà faite, par les dirigeants de nos deux Confédérations. Et faite à la perfection. Gracieusement, admirablement. Du travail soigné. Pas besoin de passer derrière. Patronat et gouvernement, sûrement, ne feraient pas aussi bien que ces chefs ouvriers aveuglés par leur esprit de boutique et par leurs haines, abrutis par leur catéchisme ou par leur manuel du bon caporal, saoulés par leurs thèses et leurs systèmes.

Lisez plus loin, relisez, car vous les avez certainement lues déjà, mais il est nécessaire de les relire toutes ensemble, les réponses provoquées par la Déclaration qu'à 22 militants nous avons signée, le 9 novembre.

Cette pauvre déclaration n'était pas plutôt parue que toutes les gargouilles de l'Humanité et de la Vie Ouvrière se mettaient à cracher feu et flammes. Nous n'avons pas pu reproduire toutes les réponses qui ont été faites du côté de la C.G.T.U. et du parti communiste. Il y en a trop. Mais nous pensons avoir gardé quelques bons échantillons. Nous ne manquerons pas, d'ailleurs, de compléter et de tenir à jour notre collection.

Du côté de la C.G.T., on a semblé d'abord vouloir faire le silence. Quoi de meilleur que la conspiration du silence dans un pareil cas? Mais on n'a pas pu s'y tenir. La déclaration « Pour reconstruire l'Unité syndicale » arrivait à la connaissance des syndiqués confédérés. Le Populaire l'avait reproduite; elle faisait l'objet des vociférations quotidiennes de l'Humanité; et l'on sait que le syndiqué confédéré paie pour son organe officiel confédéral, mais qu'il se garde bien de le lire, il prend le Petit Parisien ou l'Humanité. Comme quoi, les violences de l'Humanité servent, en définitive, à quelque chose. La conspiration du silence ne rimait plus à rien. La C.G.T. devait répondre à son tour. Ce brave Savoie ouvrit la voie. Quelques jours après, sortait la résolution de la Commission administrative de la C.G.T. Il faut lire ensemble les deux textes. L'article de Savoie éclaire la résolution de la C.A.

Les deux Confédérations crient au scandale, à la manœuvre. Les voilà dressées, toutes les deux, contre l'Unité syndicale. Pour une fois, les voilà d'accord et faisant le front unique. Le front unique contre l'Unité syndicale. Si la Déclaration des 22 n'obtient pas d'autre résultat, elle aura toujours obtenu celui-là. Il vaut le coup d'œil, n'est-ce pas?

Le patronat et le gouvernement ne seraient donc pas seuls à craindre l'Unité syndicale? Les dirigeants des deux Confédérations la craindraient-ils aussi? Cela ne fait pas de doute.

Mais ce qui ne fait pas de doute, non plus, c'est qu'ils n'expriment que la pensée des états-majors des deux C.G.T. et non celle des militants ni des syndiqués de l'une et de l'autre. La pensée de la masse syndicale est toute différente. Si les grands chefs ont peur de l'unité, les syndiqués, au contraire, aspirent à elle. Mais cette aspiration des syndiqués et de leurs militants de base ne s'exprime pas ou s'exprime mal. Quand elle montre le nez, on a vite fait de la refouler ou de la dérouter.

Le moyen classique de la dérouter, c'est d'entraîner la discussion sur le terrain des disputes et des luttes du passé, et d'escamoter le problème présent, l'objet qui tient au cœur de la classe ouvrière : la nécessité de l'Unité syndicale et la recherche des moyens de la réaliser.

Il m'est arrivé, à moi aussi, de me laisser entraîner pareillement. Pas facile d'éviter l'écueil! Je n'ai pas plus peur de l'adversaire sur le terrain du passé que sur

le terrain du présent. A sa disposition, chaque fois qu'il voudra débattre sur un point quelconque de l'histoire de la scission. Mais, chaque fois aussi, je n'oublierai pas de le ramener, par le bras ou par les oreilles, au problème d'aujourd'hui : la reconstruction de l'unité syndicale.

⁂

La nouvelle campagne pour l'Unité syndicale, ouverte par la Déclaration des 22, est, à mon avis, la première tentative sérieuse d'unité, c'est-à-dire faite par de véritables partisans de l'unité.

Je n'ignore pas qu'il y a eu des tentatives précédentes et je sais qu'en disant cela je risque de heurter certains camarades qui ont participé, naguère, à la campagne des « Amis de l'Unité », ou d'autres qui ont lancé la résolution de Paris-Rive-Droite. Mais, se sont-ils demandé quelquefois, pourquoi les campagnes précédentes pour l'unité avaient échoué? Et par échec, j'entends non pas seulement n'avoir pas réussi à réaliser l'unité, — il est possible que nous ne réussissions pas davantage, — mais n'avoir pas réussi à rassembler un courant favorable à l'unité, qui ne se disloque pas après un premier échec, qui continue son effort dans les deux camps et ne désespère pas d'aboutir un jour.

La première tentative, celle des « Amis de l'Unité », émanait du parti communiste. C'est lui qui en avait pris l'initiative. C'est lui qui la dirigeait. Que de bons camarades aient marché derrière lui, animés d'un sincère désir d'unité, cela ne fait pas l'ombre d'un doute; qu'ils y soient allés de leur argent, c'est bien sûr. Mais n'empêche que les « Amis de l'Unité », mis au monde par le parti communiste à un moment où déjà il avait manifesté sa volonté d'emprise sur les syndicats et imposé la direction unique à la C.G.T.U., ne pouvaient pas être de véritables amis de l'Unité. Ils étaient surtout une arme de guerre contre la C.G.T. Nous n'avons pas voulu marcher. Nous n'aimons pas plus à être joués qu'à jouer les autres. Nous défendons une conception; elle vaut ce qu'elle vaut. Elle triomphera ou ne triomphera pas; nous espérons bien qu'elle finira par triompher, mais nous ne chercherons pas à triompher sans elle. S'embarquer pour l'Unité syndicale dans la barque du parti communiste, alors qu'il avait déjà montré ce qu'il pensait de l'indépendance syndicale, c'était s'exposer à aller partout, excepté à l'unité. La barque a fait naufrage; c'était fatal.

La seconde tentative, celle des cheminots de Paris-Rive-Droite, était partie d'un meilleur pied. Mais elle a boité vite. Elle a boité du jour où les auteurs de la résolution ont refusé de dire ce qu'ils entendaient par l'indépendance absolue du syndicalisme réclamée par leur résolution et comment ils entendaient garantir cette indépendance. Elle a eu une patte définitivement cassée le jour où les dirigeants de la C.G.T.U. ont repris à leur compte la résolution de Paris-Rive-Droite. Cette « indépendance absolue du syndicalisme » acceptée par les partisans de la direction unique, par les champions de l'élite dirigeante, n'était qu'une fumisterie. Aussi, le Congrès de Bullier pouvait venir; les défenseurs de la résolution de Paris-Rive-Droite auraient du coton. Trouvant sans doute qu'ils n'en auraient pas assez ou qu'il restait encore une patte valide au mouvement pour l'unité, les communistes se dépêchaient de la lui démolir en sabotant le meeting du Cirque de Paris. Déjà, un meeting des fonctionnaires avait eu le même sort quelques jours auparavant. Le Congrès de Bullier pouvait se réunir, les dirigeants de la C.G.T. n'avaient pas à craindre le spectre de l'Unité syndicale.

L'insuccès de ces deux dernières tentatives a découragé, dispersé beaucoup de partisans de l'unité. Tous ceux qui croyaient sa réalisation facile sont partis découragés; ils pensent maintenant qu'elle est impossible. En réalité, elle n'est que difficile. Quelques-uns qui ne voyaient qu'une arme de manœuvre contre la C.G.T. au bénéfice de la C.G.T.U., ont rallié celle-ci, d'où ils nous injurient à qui mieux mieux. Il paraît que je n'ai pas voulu, même étant au parti, combattre Jouhaux. C'est ce qu'affirme l'ineffable Frachon. Je doute que ce soit l'avis de Jouhaux lui-même. Mais il est bien vrai que jamais, même étant au parti, je n'ai compris l'unité comme une manœuvre dirigée contre l'une ou l'autre des C.G.T. Et je ne la comprends pas différemment aujourd'hui. L'unité, pour moi, c'est la fusion des deux C.G.T., c'est le recollage des deux tronçons du mouvement syndical français. J'ai lutté en 1921 contre leur déchirement. Je crois même avoir fait plus que personne pour l'empêcher. Et depuis sur cette plaie de la scission, beaucoup de mouches sont venues et continuent à venir se nourrir du sang de la classe ouvrière; chasser ces mouches, fermer cette plaie, telle est ma préoccupation depuis huit ans, telle est notre préoccupation à la Ligue syndicaliste. Nous ne nous sommes pas fait d'illusions; nous n'avons donc pas eu à les perdre; mais nous n'avons jamais désespéré.

Le temps ferait son œuvre, pensions-nous; l'expérience ramènerait au syndicalisme révolutionnaire des militants un moment déçus par lui et qui étaient partis vagabonder de côté et d'autre; la classe ouvrière, après avoi réessayé des méthodes paresseuses, celles qui ne lui demandent aucun effort ou ne lui demandent qu'un coup d'épaule d'un jour, serait bien forcée de revenir aux méthodes plus dures de l'effort continu, de l'action syndicale directe. La Déclaration des 22 est incontestablement une manifestation du retour au syndicalisme.

On peut évidemment souhaiter la reconstruction de l'unité syndicale et appartenir à toutes les nuances possibles de l'opinion ouvrière. Un franc réformiste peut la vouloir fermement. Un ouvrier socialiste, un ouvrier communiste, un ouvrier anarchiste, aussi. Mais pour un syndicaliste révolutionnaire, l'unité n'est pas une question secondaire, elle est une question capitale. Je ne parle pas, évidemment, de ces prétendus syndicalistes révolutionnaires qui confondent syndicats et groupes d'opinion syndicaliste révolutionnaire, mais des véritables syndicalistes qui disent, aujourd'hui comme hier : un seul syndicat par corporation et par localité, et non

deux, trois, quatre syndicats, divisés et ennemis, dans la même corporation; un seul mouvement syndical embrassant toute la classe ouvrière, réalisant ainsi pratiquement l'unité de classe.

***

Il n'est pas surprenant que les grands prêtres de la secte communiste aient réagi avec violence contre la Déclaration des 22. Finie la période des « Amis de l'Unité » et du Comité anglo-russe pour l'unité syndicale internationale. Le Vatican communiste a changé ses mots d'ordre. La vapeur est renversée. Claveri, aussi digne d'être un chef communiste que d'être trésorier honoraire de la C.G.T.U., a exprimé, selon sa forte manière, le nouveau mot d'ordre en rappelant Cambronne. C'est bien, en effet, ce que pensent dirigeants communistes et dirigeants de la C.G.T.U. : Merde pour l'Unité syndicale!

Est-ce mépris pour l'Unité ou trouille devant elle? Les deux sans doute. Mais je crois que la trouille l'emporte.

Du mépris, ils en ont, bien sûr. Leur dernière grande opération stratégique ne consiste-t-elle pas à créer une atmosphère analogue à celle que les Daudet et les Clemenceau avaient créé à un moment de la guerre. Si Nivelle, par exemple, avait échoué dans son offensive, ce n'était pas sa faute, et parce que son plan était idiot, mais celle des traîtres qui avaient sûrement vendu ce plan à l'Allemagne. Si les offensives idiotement engagées dans la plupart des corporations ont échoué, ce n'est pas davantage la faute des Nivelle communistes, mais celle de ces traîtres de réformistes et de minoritaires. On pouvait toujours essayer de discuter avec Daudet ou avec Clemenceau. On peut essayer avec Semard et Monmousseau. L'unité syndicale, c'est de la trahison.

C'est ce que l'on pense, ce que la consigne ordonne de penser. Mais on n'est pas rassuré. On sait que le sentiment d'unité syndicale est profond en bas parmi les adhérents des syndicats unitaires. On a pu mettre la main sur tous les secrétariats de syndicats, tenir solidement tous les cadres, on ne peut mettre la main sur un sentiment et lui tordre le cou à sa guise. Une explosion de ce sentiment est toujours à craindre.

Comment empêcher, ou, tout au moins, retarder cette explosion ?

Semard a tout de suite indiqué un truc. Un syndiqué unitaire partisan de l'unité syndicale, mais c'est un corps étranger dans la C.G.T.U. Un corps étranger, ça s'évacue ou ça se chasse. Dehors, les corps étrangers! Mais ça s'appelle des exclusions et cela produirait mauvaise impression. N'est-il pas plus habile d'embêter ledit « corps étranger » jusqu'à ce qu'il daigne sortir de lui-même?

Mais il y a plus malin. C'est de se donner comme les grands partisans de l'unité syndicale, ses seuls partisans. Pas de l'unité sentimentale, mais de la vraie, de la pure, de l'unité dans l'action. Ceux qui avaient ravalé le front unique au plumage de la volaille peuvent bien ravaler l'unité au poignardage des camarades qui accepteront de marcher avec eux et qui auront le toupet de réclamer un droit égal de contrôle et de direction dans la lutte. La véritable unité, donc c'est l'unité dans la C.G.T.U. et si à la longue la C.G.T.U. se liquéfie il restera toujours une ressource aux derniers dépositaires de l'orthodoxie comumniste : ce sera cette unité dans l'action sous la direction indépendante, autonome... du Parti communiste.

L'unité au sein de la C.G.T.U. et sur son programme, mais c'est du déjà connu! Jouhaux ne dit pas autre chose. C'est ce qu'il a imposé aux fonctionnaires. Les statuts ne suffisent plus; on leur adjoint le programme qui a poussé pendant l'union sacrée de guerre et fleuri — pauvres fleurs! — durant ces dernières années d'après-guerre. Jouhaux ne change qu'une enseigne. Il dit unité dans la C.G.T. tandis que Monmousseau dit unité dans la C.G.T.U.

Et nous disons, nous, qu'il n'y a d'unité possible que par la fusion des deux.

***

Les dirigeants de la C.G.T. ne veulent pas davantage de l'unité que Claveri-Cambronne, et il leur arrive quelquefois de dire le fond de leur pensée. J'ai rapporté en son temps le mot de Parizot, le secrétaire de l'Union départementale de l'Allier : « Monatte a raison; nous ne voulons pas de l'unité; mais de l'autre côté, on n'en veut pas davantage ».

Naturellement une chose pareille ne se dit pas en public, devant les syndiqués qui veulent, eux, l'unité; à plus forte raison elle ne se met pas toute nue dans une résolution; on l'y cache habilement sous un tas de phrases molles et doucereuses. « Mais, rentrez donc. Vous avez trouvé la porte pour sortir, vous pouvez bien la trouver pour rentrer. » Comme c'est facile!

Mais on peut répondre que la sortie s'est faite en masse et que la rentrée devrait se faire pareillement. Que cette masse a été poussée vers la porte de sortie, qu'elle devrait donc maintenant être appelée vers la porte d'entrée; qu'il ne sera pas plus fait de filtrage que d'exclusions; que les droits des minorités seront précisés et reconnus comme sont précisés et reconnus les droits des majorités.

Pendant longtemps les dirigeants de la C.G.T. ont utilisé à tour de rôle ces deux arguments auprès de leurs troupes. D'abord, celui-ci : « Que nous parlez-vous de faire des concessions à l'unité, ne voyez-vous pas que la C.G.T.U. décline et demande à entrer d'elle-même? » Puis, cet autre : « Unité? Vous ne voudriez tout de même pas mettre la C.G.T. sous la coupe du Parti communiste comme l'est la C.G.T.U.? »

Il faut bien convenir que ces deux arguments n'ont pas perdu de leur poids, au contraire. Si la C.G.T.U. ne fait plus de propositions officielles d'unité, elle décline sensiblement. Pas mal d'éléments qui n'ont pas le courage de participer à la lutte pour son redressement ou qui le croient impossible s'en vont les uns dans l'autonomie, les autres aux Syndicats confédérés, beaucoup plus à la pêche à la ligne. Devant l'affaiblisse-

ment continu de la C.G.T.U. provoqué par l'esprit d'aventure et par les mœurs communistes dans les syndicats, pourquoi parler d'unité? Il n'y a qu'à laisser, selon l'expression de Savoie, l'évolution naturelle des choses suivre son cours et aboutir, par la liquéfaction de la C.G.T.U. et le regonflement de la C.G.T., à la condamnation morale des auteurs de la scission.

Je ne sais pas s'il y a une justice dans l'histoire mais s'il y en a une, les auteurs de la scission, c'est-à-dire Savoie, ses amis et ses chefs, seront certainement condamnés et durement pour leur crime de 1921. C'est probablement ce qui explique sa peur de l'unité et ce qui l'amène à parler de manœuvres et de prétexte. Il se figure sans doute que nous n'avons qu'une pensée et que nous voulons absolument la mort du criminel. Nous ne sommes pas aussi terribles, il nous suffirait de voir la classe ouvrière retrouver ses forces par l'unité. Nous ne nous demandons même pas si l'unité refaite dans l'Alimentation, Savoie perdrait son fauteuil de secrétaire fédéral.

Mais quand je l'entends parler de mon ancien journal, la Vie Ouvrière, *financé par l'Internationale Rouge, ... qui répandit le mensonge, la calomnie, je me demande s'il a oublié avec quels fonds secrets lui et ses amis publièrent la* Bataille *de guerre, et d'après-guerre, la* Bataille *de Bordeaux et celle de Paris et les journaux qui leur ont succédé. Quant à mes mensonges et à mes calomnies, je voudrais bien qu'on m'en fournisse un échantillon, un seul. On le comparera au tas de fumier qu'on a jeté sur moi.*

Le plus drôle, c'est d'entendre Savoie reprocher à Dumoulin d'être le premier artisan de la scission, non en raison de sa fameuse motion, mais parce qu'il présida en 1917 le premier Congrès de la minorité syndicaliste à Saint-Etienne alors que, tout au contraire, il y barra le courant des scissionnistes de gauche. Dès ce moment, un départ des révolutionnaires aurait sans doute arrangé les affaires des champions de l'union sacrée.

Mais qu'il me permette de lui dire qu'aujourd'hui comme alors, le départ des révolutionnaires, la division en deux organisations, révolutionnaires et réformistes chacun de leur côté, rend la classe ouvrière impuissante et crée le marasme syndical.

Ce n'est pas sans étonnement que j'ai vu un récent rapport des employés, cette organisation qui s'enorgueillit un temps d'avoir été la première à oser faire l'opération chirurgicale de la scission, déplorer le marasme syndical.

Le seul moyen de sortir du marasme, chez les employés comme ailleurs, c'est l'unité syndicale. Pour la réaliser, il faut tout d'abord la vouloir. La motion de Paris-Rive-Droite emmenait chez le notaire, pour y dresser un contrat de mariage, des gens qui n'étaient pas du tout disposés à se marier. Amenons d'abord les gens à vouloir se marier; le contrat de mariage sera vite faite ensuite. C'est ce que prépare la Déclaration des 22.

P. MONATTE.

L'aristocratie ouvrière

Liberté et Révolution

Il est une question qui se pose avec une acuité toujours plus grande depuis une dizaine d'années, et sur laquelle, sans prétendre épuiser le sujet, je voudrais présenter une observation.

Dans son ensemble, le mouvement ouvrier, depuis ses débuts jusqu'à la guerre, a été un mouvement anti-autoritaire. L'ouvrier qui doit, tout au long de sa journée de travail, subir la tyrannie patronale, a besoin autant de liberté que de pain ; pour lui le socialisme, jusqu'en ces dernières années, était autant la conquête de la liberté que celle du pain.

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », telle fut la fière affirmation d'indépendance que la classe ouvrière inscrivit au frontispice de sa première Internationale, affirmation que le poème de Pottier paraphrasait dans les formules merveilleusement frappées que chantent depuis un demi-siècle les ouvriers conscients du monde entier :

Il n'est point de sauveur suprême,
Ni Dieu, ni César, ni tribun,
Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes !

La plus grande bataille que la classe ouvrière ait menée, avant 1917, pour son émancipation, s'est livrée sous le mot d'ordre de la Commune, c'est-à-dire de la dissolution de l'Etat centralisé et autoritaire en communes autonomes et libres.

Plus récemment, la C. G. T. synthétisait les préoccupations traditionnelles de la classe ouvrière en adoptant comme formule : « Bien-Etre et Liberté ». La double revendication. En plus du bien-être matériel, la liberté morale.

La pratique confirmait ces déclarations. Constamment, dans les organisations, se posait la question de réduire au minimum le pouvoir des « chefs », de les soumettre au contrôle de tous, le plus étroitement possible. Qu'il s'agisse d'organisations réformistes ou révolutionnaires, que ce soient les trade-unions britanniques avec leurs referendum statutairement obligatoires pour toutes les décisions graves, ou les syndicats français avec leurs assemblées générales fréquentes et souveraines, que ce soient même les partis politiques avec leur presse largement ouverte, et leurs nombreux congrès, partout la souveraineté de la « base » s'affirmait, partout la liberté des individus à l'intérieur de l'organisation était une réalité.

Or, depuis le succès de la Révolution russe, ces idées et cette pratique ont subi un recul considérable.

Dans les organisations ouvrières et révolutionnaires, le principe d'autorité remplace de plus en plus celui de liberté. L'infaillibilité des « sommets » a remplacé la souveraineté de la base. Le devoir de se soumettre sans discussion aux ordres venus d'en

haut s'est substitué au droit de discuter et de contrôler tout ce qui venait d'en haut. Ce n'est plus en elle-même que la classe ouvrière prétend trouver son salut, c'est en celui d'un dictateur : César ou tribun.

Le prolétariat en vient à ne plus concevoir son rôle dans la Révolution que comme celui d'un bras, le bras qui exécutera ce que lui ordonneront ceux qui se seront chargés de penser et de décider pour lui.

Et non seulement la classe ouvrière semble ne plus éprouver le besoin de liberté, mais celle-ci va même jusqu'à lui faire horreur. Qui prononce le mot de liberté est suspect ; liberté et révolution tendent à apparaître comme deux termes contradictoires ; défendre la liberté ouvrière, défendre le droit pour les ouvriers de se déterminer eux-mêmes, apparaît à beaucoup comme le plus caractérisé des actes contre-révolutionnaires.

Tel est le renversement complet des idées qui s'est opéré en dix ans, sinon dans toute la classe ouvrière, au moins dans une de ses fractions, très importante, et actuellement la plus agissante.

Le fait est. Il serait puéril de le nier ou d'en sous-estimer l'importance. Ce qu'il faut c'est se l'expliquer.

***

Maintes explications en ont été tentées.
Par exemple :

La démocratie bourgeoise a tellement prostitué le mot de liberté que la classe ouvrière s'est dégoûtée de la chose elle-même.

La révolution est une réalité de plus en plus proche ; or, qui dit révolution dit lutte à main armée ; dans une lutte à main armée ce qui est nécessaire c'est la discipline, et non la liberté.

Prestige de la Révolution russe ; le parti bolchevik était un parti centralisé et autoritaire ; pour faire, comme lui, la révolution, il faut copier ses méthodes.

Toutes ces explications me paraissent insuffisantes.

La fausse liberté de la démocratie bourgeoise ne peut faire aspirer le prolétariat qu'à la vraie liberté, comme cela a été le cas pendant un siècle, et non à la dictature.

La nécessité d'une stricte discipline dans la lutte à main armée, dans les actes proprement militaires de la révolution, peut parfaitement s'allier avec la plus grande liberté pour tout ce qui est en dehors de ces actes militaires.

Et quant au prestige de la Révolution russe, n'oublions pas que ceux qui se sont précipités les premiers à la défense de la Révolution russe, qui en ont subi les premiers le « prestige », ont été, dans tous les pays, même en Allemagne (se rappeler la magnifique brochure de Rosa Luxembourg), des anti-autoritaires, et qui n'en ont point pour cela abandonné leurs idées ; et puis il faudrait expliquer pourquoi, en Russie même, alors que s'éloigne de plus en plus la phase militaire de la Révolution, et par suite la nécessité de la discipline, la dictature, celle du parti bolchevik sur l'ensemble du prolétariat russe, et celle d'un homme à l'intérieur du parti, atteignent, loin de décroître, un degré qu'elles n'ont jamais atteint aux moments les plus critiques d'Octobre et de la guerre civile. Il faudrait expliquer pourquoi tous les mouvements qui ont tenté, après que la phase militaire de la révolution a été terminée, de desserrer l'étau : opposition ouvrière, opposition de 1923, groupes ouvriers, opposition sapronoviste, ont été, sans difficultés, écrasés dans l'œuf.

Non, il y a dans ce phénomène quelque chose de plus profond, que ne peuvent expliquer des causes accidentelles, quelque chose qui tient à la composition même de la classe. C'est dans la composition même de la classe ouvrière, telle qu'elle est constituée à l'heure actuelle, qu'il faut chercher la cause de son actuel mépris pour la liberté et de ses tendances incontestables vers le césarisme.

***

Un fait frappe.

Les tendances autoritaires, qui se confondent avec l'influence du parti communiste, sont les plus développées en Russie ; elles sont très fortement développées en Allemagne ; elles le sont moins, mais ont encore néanmoins une certaine importance en France, principalement dans la région parisienne ; enfin, elles n'ont absolument pas mordu sur le prolétariat anglais.

Or, l'ordre dans lequel se placent ainsi les quatre grands pays européens, au point de vue du développement des tendances autoritaires, est précisément celui dans lequel ils se placent au point de vue de la jeunesse de leur développement industriel, de la jeunesse de leur classe ouvrière.

La grande industrie russe ne date guère que des années 1900-1910 ; la grande industrie allemande date de 1890-1900 ; l'industrie française et l'industrie britannique sont les plus anciennes.

Non seulement ces pays sont venus dans cet ordre à la vie industrielle, mais en outre c'est dans cet ordre que s'y sont produits les plus récents afflux de nouvelles couches de population à la vie industrielle. Durant les dernières années qui ont précédé la guerre, la Russie a vu sa population ouvrière croître à une cadence formidable, une grande partie d'ailleurs de cette population ouvrière conservant de solides attaches avec la campagne où elle retournait parfois régulièrement travailler plusieurs mois chaque année ; l'Allemagne a vu, elle aussi, dans les dernières années qui ont précédé la guerre et dans celles qui l'ont suivie, son industrie et sa population ouvrière croître à une allure fort vive ; la France, enfin, et particulièrement sa banlieue parisienne, a fait un saut depuis la guerre, au point de vue industriel ; de pays jusqu'alors à majorité agricole elle est devenue un pays à majorité industrielle. Par contre, l'Angleterre, en pleine stagnation économique depuis le début du siècle, a depuis longtemps une population ouvrière stable, le grand afflux des campagnes y est depuis longtemps terminé.

Ainsi, de ces quatre pays, ceux où la tendance autoritaire est la plus accusée sont ceux où la population ouvrière existe depuis le plus récemment et où elle comprend la plus grande proportion d'ouvriers récents, c'est-à-dire d'ouvriers le plus ré-

cemment sortis de la paysannerie, d'ouvriers qui hier encore étaient des paysans.

On peut dès lors se demander si cet abandon de la tradition ouvrière de liberté, qui se constate dans une grande partie de la classe ouvrière, n'est pas en réalité le fait de ces paysans tard venus à la classe ouvrière, si la tendance d'une partie de la classe ouvrière d'aujourd'hui au césarisme, son espoir en un néo-César chargé de faire le bonheur du prolétariat, n'est pas, tout simplement, la continuation de la tendance bien connue des paysans au césarisme ?

En des pages classiques, Marx a analysé, dans le « 18 Brumaire », cette tendance du paysan au césarisme. Les paysans ne forment une classe qu'à l'égard de l'extérieur ; ils sont une collection de gens qui gagnent leur vie de la même manière, mais ils ne forment pas une classe pour eux-mêmes, parce qu'ils sont sans liens, sans rapports de production entre eux. « La parcelle, le paysan et sa famille ; à côté une autre parcelle, un autre paysan et une autre famille. » Ce sont « comme des pommes de terre dans un sac », non comme les cellules d'un organisme. C'est pourquoi les paysans sont inévitablement enclins à chercher leur salut non en eux, non dans leur classe, qui, en tant qu'organisme, n'existe pas, mais au-dessus d'eux, dans une autorité extérieure, dans un maître, qui les « protège contre les autres classes et leur envoie d'en haut la pluie et le beau temps. »

Le paysan est, à la fois, anarchiste et césarien. Anarchiste, car il entend être maître, seul maître, sur sa parcelle ; il n'entend pas que son voisin, avec lequel il est sans liens, intervienne chez lui ; il est donc anarchiste, individualiste par rapport à sa classe, tout en étant soumis à un César extérieur à sa classe parce qu'il lui faut un ordre social qui protège sa parcelle et son droit de propriété sur sa parcelle.

Or, ce sont précisément ces sentiments que nous constatons chez le bolchevisé.

En U. R. S. S., l'individualisme forcené dans la vie privée, le tempérament si foncièrement anarchique du Russe se donnent cours à fond actuellement, dans la vie privée, et ceci, comme au temps du tsar, s'allie avec la plus complète soumission dans la vie publique. Chez nous, nous voyons les 100 % les plus décidés, les mystiques les plus farouches de l'autorité, proclamer et pratiquer, au même titre que le respect de la discipline, le mépris le plus complet pour toute morale, c'est-à-dire pour toutes règles dans les rapports, non pas seulement avec les bourgeois, ce qui est parfaitement légitime, mais aussi, et surtout avec les ouvriers, avec les autres membres de leur classe, avec les organisations mêmes de leur propre classe. Ils sont félons, menteurs et jésuites à l'égard des prolétaires, autant que la bourgeoisie elle-même. Ils sont anarchistes (1) par rapport à leur classe, en même temps que servilement soumis à un pouvoir extérieur à leur classe. C'est la caractéristique même du paysan.

(1) Par « anarchiste » j'entends évidemment le véritable anarchiste, c'est-à-dire l'individualiste. Nullement le révolutionnaire qui se dit anarchiste simplement parce qu'il ne vote pas.

Il est d'ailleurs symptômatique que les bolcheviks, mûs par la logique interne des conditions où leur pouvoir peut se maintenir, cherchent de plus en plus à empaysanner l'ouvrier en détruisant ses organisations. Le mépris qu'ils ont toujours affecté pour les syndicats, l'aveu cynique qu'ils ont fait, ces temps derniers, de leur volonté de les détruire, en proclamant la supériorité des inorganisés sur les organisés, est la marque qu'ils veulent réduire les ouvriers à l'état de « pommes de terre dans un sac ». Sans organisation, réduite à des ouvriers qui n'auraient point tiré des liens qui les unissent dans le travail des liens qui les unissent socialement, la classe ouvrière serait une proie sans défense pour le césarisme.

Telle est la véritable raison pour laquelle les organisations propres de la classe ouvrière, sa réelle organisation en tant que classe, sont soumises constamment par l'Internationale Communiste à des tentatives répétées de destruction, la seule soi-disant organisation qu'on accepte étant le « parti », c'est-à-dire une bureaucratie organisée et hiérarchisée, qui est autant l'organisation de la classe ouvrière que l'administration napoléonienne était l'organisation des paysans.

***

Les bolcheviks accusent souvent les syndicalistes d'être les représentants de l' « aristocratie ouvrière ». C'est un reproche que ceux-ci peuvent accepter fièrement si on donne au mot « aristocratie » son véritable sens, c'est-à-dire si l'on entend par là ceux qui, appartenant depuis longtemps à leur classe, en sont les éléments types, sont les gardiens de sa vraie pensée et de sa tradition. Il est exact que le syndicaliste est le représentant de l'aristocratie ouvrière, c'est-à-dire des véritables ouvriers, de ceux qu'une longue série d'années et de générations a débarrassés de tout restant des idées, de la mentalité, des besoins de la classe dont ils sont sortis, pour n'avoir plus que ceux de la classe à laquelle maintenant ils appartiennent. Ouvriers qui sont de véritables ouvriers, et non plus des demi-paysans. Le césarisme, le bolchevisme césarien est au contraire la représentation des paysans, des paysans transportés à l'usine, mais restés encore paysans, qui ne voient leur salut que dans un « empereur des ouvriers », comme leurs ancêtres ne voyaient le leur que dans un « empereur des paysans ».

Ne désespérons donc pas ! L'actuelle tendance au césarisme d'une partie de la classe ouvrière se résorbera au fur et à mesure que s'assimileront au sein de la classe ouvrière les éléments nouvellement venus de la campagne. L'industrialisation a ses limites ; le jour où les nombreux éléments venus récemment à la classe ouvrière du fait du développement très rapide de l'industrie, se seront complètement ouvriérisés, ils retrouveront la tradition de la classe ouvrière, la tradition de liberté.

La classe ouvrière, qui est un tout organique, ne se laissera pas soumettre à une discipline extérieure. C'est la mission de la classe ouvrière d'apporter, en même temps que le pain, la liberté au monde. Elle n'y faillira pas.

R. LOUZON.

LES CLÉRICAUX DANS L'ENSEIGNEMENT

LES DAVIDÉES

Les cléricaux ne sont pas une nouveauté dans l'Enseignement. Je peux dire qu'au commencement de ma carrière, il y a trente ans bien sonnés, ils y étaient plus nombreux qu'aujourd'hui. Entre temps s'est produit un grand effort de laïcité et de critique scientifique qui a émancipé bien des esprits.

Pour regagner le terrain perdu, l'Eglise a manœuvré, — il fallait s'y attendre, — et déjà avant guerre, à plusieurs, nous avions signalé que les écoles religieuses (et privées laïques, ce qui est souvent synonyme de religieuses) préparaient des institutrices privées avec la prétention de les faire entrer dans les cadres de l'enseignement public. Elles y sont aujourd'hui : elles s'y sont glissées à la faveur de la guerre; le mouvement s'est amplifié sans que nous y prêtions attention, retenus par la lutte contre d'autres entreprises réactionnaires. La réaction actuelle les favorise. Si nous ne veillons pas à l'esprit des Ecoles normales (de là seulement peut venir le mal maintenant) nous nous retrouverons d'ici quelques années dans une situation analogue à celle d'il y a vingt ans.

Peut-être pire, car les éléments réactionnaires et cléricaux se sont organisés en groupes particuliers qui font sentir leur action contre les cadres laïques de l'enseignement (une affaire de propagande par Davidée dans mon voisinage l'a prouvé récemment).

Que sont les Davidées? Quel est leur nombre? Quel est leur but? Telles sont les questions que nous nous posons.

Notre Congrès de Besançon m'a chargée de me documenter pour renseigner mes camarades. J'ai suivi leur bulletin, dénommé « Aux Davidées » pendant un an environ. C'est le résultat de cette étude que je vais exposer ici.

Mais au préalable je dois faire connaître les renseignements que la Ligue de l'Enseignement a réunis sur elles et que Marceau Pivert donne dans une brochure (1).

LEUR ORGANISATION

Pourquoi ce nom de « Davidées »?

Davidée Birot, dit Marceau Pivert, est un personnage d'un roman de René Bazin. Institutrice publique, fille d'un franc-maçon, elle prend en horreur les idées de son père et, au contact d'âmes pieuses, devient une fervente militante cléricale. « Point d'éducation sans foi catholique. » Telle est la révélation qui s'impose à elle et qu'elle défend, « la courageuse, la brave, la crâne petite qu'elle est » devant son inspecteur primaire.

On comprend ainsi immédiatement l'objectif de l'association.

Plusieurs témoignages permettent d'affirmer que l'association est constituée comme une société secrète. Une profane est d'abord une « violette ». Son admission donne lieu à une cérémonie d'initiation religieuse. Le mot d'ordre est celui d'Ernest Psichari : « Prendre contre son père le parti de ses pères ». Lorsqu'une « possible » est découverte, on commence par lui envoyer le roman de René Bazin. Puis on lui écrit, on lui rend visite, on lui fournit le Bulletin des Davidées. Enfin, après l'initiation, les affiliées reçoivent, paraît-il, une publication spéciale dont nous n'avons pas eu d'exemplaire en main.

Les présomptions sont assez fortes cependant pour que cette affirmation soit retenue comme très probable; en effet, de l'avis de plusieurs inspecteurs primaires ayant eu à enquêter pour des faits de violation de la neutralité confessionnelle, l'attitude et les réponses des Davidées sont parfaitement clichées sur des directives communes. « Lorsqu'on en a interrogé une, on a interrogé les autres. »

Une institutrice a-t-elle des chagrins intimes? Si elle est dans la zone d'influence d'une Davidée fervente, cette circonstance déclenche l'entreprise d'annexion : on l'invite à venir à une réunion où elle rencontrera des amies qui lui feront oublier sa peine, où elle entendra des conférences très intéressantes; on ne lui dit rien de l'objectif essentiel. Peu à peu, si les résistances ne se manifestent pas, on l'invite à remplir ses devoirs religieux (on commence par l'inviter à se confesser). Aussi longtemps qu'il est nécessaire on fait gratuitement le service du Bulletin, on prête des livres tendancieux, on fait un siège en règle, et dans l'isolement intellectuel où se trouvent les jeunes institutrices, dans l'état d'impréparation et d' « indifférence laïque » où l'on maintient trop souvent les normaliennes débutantes, la victoire cléricale est singulièrement facilitée. Au moment de l'initiation, la nouvelle Davidée souscrit quatre abonnements dont trois sont destinés à des profanes susceptibles d'être gagnées par la même propagande opiniâtre et méthodique.

La situation en juin 1930

Les effectifs exacts du groupe des Davidées sont difficiles à saisir avec certitude. Même après une enquête, on doit tenir compte des divergences d'appréciation des faits de la part de nos camarades. Pour certains, une institutrice qui va à la messe est une Davidée. Pour d'autres, une institutrice qui appartient à l'Association des catholiques, membres de l'Enseignement public, est aussi classée comme Davidée. Le terme de Davidée s'applique, pour les uns ou les autres, à la généralité des membres de l'Enseignement public plus ou moins cléricaux. Nous devons donc établir cette distinction préalable : il y a toute une gamme d'activités antilaïques et les Davidées constituent le noyau de militantes éprouvées, probablement moins nombreuses qu'on ne pense, mais appliquant la méthode « des minorités agissantes » avec un réel succès.

Leurs effectifs peuvent être évalués à environ 8.000 à l'heure présente. Ernest Mouranchon, secrétaire de la Fédération des Sociétés de Libre-Pensée des Bouches-du-Rhône, a publié les deux chiffres suivants :

En 1925.....	3.500
En 1927.....	6.000

(1) *Sur les Davidées* (Le Noyautage de l'Enseignement public). Brochure en vente chez M. Prudhomme, 250 *bis*, rue St-Jacques, Paris.

L'effectif de 8 000 a été obtenu par un calcul simple à partir de la moyenne des résultats connus par rapport aux effectifs du personnel enseignant dans les départements enquêtés. Une enquête plus complète permettra certainement de préciser l'étendue des ravages. Mais je tiens à souligner que c'est le « potentiel » d'influence plus encore que la valeur absolue de ces effectifs qu'il convient d'examiner :

Un de nos collègues, bien placé pour connaître la situation dans le domaine de la formation des cadres, nous signale la présence d'un professeur affiliée aux Davidées dans les 4e années d'Ecole normale de Bordeaux, Nancy, Lyon, Rouen.

On sait que ces 4e années préparent à l'Ecole normale supérieure de Fontenay-aux-Roses, qui forme les professeurs d'Ecole normale.

Bien plus, des Davidées ont été introduites, en 1928-29 et en 1929-30 à Fontenay dans la section même des élèves-directrices d'Ecole normale (3e année préparant l'inspection). *Et cependant, les désignations des élèves-directrices sont faites sur titres, d'après l'examen des dossiers des professeurs en exercice* et non pas au concours.

Voilà le signe le plus inquiétant de la complicité des pouvoirs publics (et nous ne mettons pas en cause ici, la directrice de Fontenay ou le directeur de l'Enseignement primaire). C'est en effet, par la tête, par les cadres, par les professeurs d'Ecole normale et les inspecteurs primaires que les cléricaux espèrent saboter l'œuvre des fondateurs de l'Ecole laïque. On nous a cité un professeur d'Ecole normale d'institutrices sortie de Fontenay avec le N° 1 et ayant converti au catholicisme, conduit au baptême et à la communion plusieurs normaliennes soumises à son influence.

Les « Davidées » ne sont pas les seuls groupements catholiques de l'Enseignement. Marceau Pivert cite encore :

Le Bulletin national des instituteurs et institutrices publics, créé en 1923, organe mensuel de Cercles d'études, de journées sociales, de retraites (religieuses) fondés pour les instituteurs et les institutrices.

Le Bulletin Joseph Lotte créé en 1929, organe du Comité d'Union des Catholiques de l'Enseignement public. Joseph Lotte, professeur du secondaire, qui fonda en 1911 le Bulletin des Professeurs catholiques de l'Université ; tué en 1914 devant Arras ; son Bulletin devint le lien des catholiques de l'Enseignement public et, en 1922, tous se réunirent aux premières « Journées universitaires », dont les assises se tiennent chaque année avec un succès accru.

A côté et au-dessus des Davidées, une organisation plus complète des catholiques de l'Enseignement rassemble donc toutes les activités cléricales qui sapent l'édifice universitaire à tous les étages.

Signalons, en outre, des organisations d'élèves comme celle des Etudiants catholiques, dont voici l'appel récent :

> Beaucoup de normaliennes et d'institutrices continuent leurs études dans quelque Faculté. Or, actuellement, toutes les villes universitaires de France ont leur groupe d'étudiantes catholiques. Enquerrez-vous donc de son adresse, mes chères amies, et venez vous mêler aux étudiantes qui seront si heureuses de vous accueillir et de vous rendre service. Vous trouverez chaude sympathie, aide fraternelle, conférences religieuses, bibliothèque, et surtout cette amitié surnaturelle qui fait tant de bien.
>
> *Une étudiante de la Fédération Française.*
>
> (Pour tous renseignements ,s'adresser à Mlle la présidente de la Fédération des Etudiantes catholiques, 110, avenue de Saxe, Lyon.)

Voilà, d'après la Ligue de l'Enseignement, et selon les plus grandes probabilités, les forces cléricales de l'Enseignement.

Revenons aux Davidées, puisqu'il s'agit d'elles particulièrement et étudions leur esprit d'après leur Bulletin.

LE BULLETIN DES DAVIDEES

Rendons à César ce qui est à César : ce bulletin mensuel est copieux, bien distribué, intéressant. Il contient une matière abondante relative à la vie de l'institutrice, particulière et scolaire,à la vie de l'école (vie morale, vie intellectuelle). Il publie des études littéraires, « scientifiques », religieuses, pédagogiques, philosophiques. Il sert de véhicule aux pensées des Davidées. Il est vivant et attachant; on comprend, en le suivant, quel lien puissant il est entre ses abonnées, car il reflète leur vie, leurs petits ennuis journaliers, leurs grands soucis, leurs préoccupations intellectuelles, leurs besoins sentimentaux.

Le ton en est élevé, l'atmosphère sereine, — trop même, si l'on essaie de se pénétrer de la pensée de ses lectrices, car les réalités terribles de la vie sociale, les luttes qu'elles engendrent n'y apparaissent pas... ou si estompées! Est-ce voulu?

L'impression dominante est que le groupe des Davidées est une « fraternité » — c'est-à-dire un groupe où la communauté des vues et des aspirations crée entre les adhérentes un esprit de camaraderie étroit, mettant en jeu cette solidarité affectueuse qui liait autrefois les membres de notre Fédération et qui lui a donné sa vigueur, sa combativité, sa résistance, esprit si vivant qu'il a résisté en partie aux germes dissolvants des scissions et des fractions, esprit qu'il nous faut faire revivre si nous voulons retrouver notre force, notre solidité.

Les Davidées sont donc une force, dans leur sens.

⁂

La lecture attentive et suivie du bulletin (esprit de partisan réfréné autant qu'il est possible) permet de faire un deuxième genre de constatations, extrêmement inquiétantes pour la laïcité.

Toute pensée, tout jugement, toute étude — sauf cas excessivement rare — est basé sur le sentiment religieux, non pas religieux large, universel, qui laisse place à la laïcité, mais religieux orthodoxe, catholique. Les études sur les livres saints chrétiens, dans le sens catholique, les vies des saints, la littérature catholique (pas celle pour badauds de Lourdes) y tiennent une large place. Les études dites scientifiques, les études littéraires, philosophiques, sont toutes plus ou moins imprégnées de cet esprit.

Une étude sur le féminisme est à retenir pour nous, et nous la verrons de près.

Non seulement ce bulletin révèle un irréalisme attardé, mais nous devons songer que, si convaincues de tolérance que puissent être certaines Davidées, le moteur de leur association est un organisme puissant, insinuant, autoritaire, négateur de liberté individuelle et même de la liberté des sociétés, qui a fait ses preuves de farouche intolérance, d'obscurantisme indélébile, de tyrannie féroce. Nous devons nous méfier du fait que les Davidées sont les instruments habilement maniés de l'oppression sociale et aussi de la mise en brèche de la laïcité (nous en trouverons un exemple précis dans leur bulletin).

Le contenu du Bulletin

Le bulletin « Aux Davidées » contient presque toujours un article, parfois deux, relatifs à la pédagogie, à la pratique ou à la « philosophie du métier ». Souvent, ces articles n'ont aucun caractère confes-

sionnel; ils témoignent d'une grande expérience du métier et d'une observation intelligente. Les chroniques relatives à la vie personnelle de l'institutrice se ressentent de la hantise de Dieu, de la hantise de la pratique religieuse. Débarrassée de sa forme, la substance est identique à celle que nous extrayons de nos observations de solidarité sociale : c'est le fonds humain, toujours semblable à lui-même sous la diversité des enveloppes.

Le fond proprement catholique du bulletin se trouve dans un nombre considérable d'études religieuses relatives soit à des vertus morales soit à des points de religion comme : l'abandon, l'humilité, l'Eglise, la persévérance, l'élan chrétien, l'obéissance (exaltation de la soumission à la loi, à l'autorité, aux puissants), la tentation, la mortification, l'esprit de dépouillement ; « la Vie de Saint Jérôme », « les Epîtres de Saint Paul », « Une heure d'Ecriture sainte », « En union avec l'Eglise », « Pensées religieuses », « Aperçus de spiritualité catholique ».

D'autres études menées avec savoir et habileté s'attaquent au catholicisme libéral de Lamennais, au scientisme idéaliste de Renan. Des études littéraires exaltent Sully-Prudhomme (la vie intérieure de Sully-Prudhomme), une autre envisage le Livre d'Isaïe du point de vue littéraire. Une étude intitulée « Histoire des religions contre le christianisme » fait la critique des recherches relatives à l'histoire des religions, met en garde les institutrices, pour elles et leurs élèves, contre le danger de leurs résultats, indique des contre-thèses comme moyen de défense spirituelle.

Des « Lettres philosophiques » traitent de la Raison et de l'immortalité de l'âme », « Comment conduire une vie », basé sur une étude de Descartes et du « Discours de la Méthode ».

Nous retiendrons de ce bulletin deux études qui nous intéressent particulièrement. L'une est relative à l'enseignement moral; l'autre au féminisme.

L'enseignement moral

L'article où est traité ce point est intitulé « Loyauté », signé Marie-Cécile, dans le n° 6 (14e année) de mars 1930.

Il s'agit de Davidée loyale, qui observe les obligations professionnelles qu'elle a contractées.

A l'interrogation : « Quel est mon devoir? » est répondu : « Ma tâche professionnelle, que j'estime pourtant très haut, ne doit rien diminuer de ma vie profonde. » Ma réponse, à moi, serait la même; mais la rédactrice ajoute : « celle qui est la part exclusive du bon Dieu ».

Ceci posé, elle se préoccupe de délimiter sa tâche professionnelle. Son devoir est à la fois pédagogique et moral.

Le développement de son point de vue pédagogique comporte des idées et conseils sensés et en accord avec la pédagogie nouvelle. (Mais oui!)

Signalons cette partie fondamentale qui fera comprendre une interprétation sur un point difficile.

« Un point en ce qui concerne la matière de notre enseignement mérite d'être éclairci, en raison des discussions soulevées : il s'agit de nos leçons d'histoire. A vrai dire la question ne se pose que par malentendu. Les faits controversés à l'égard de l'Eglise se révèlent après un examen scientifique comme défigurés. Les problèmes dits de l'Inquisition, de Galilée, de Jeanne d'Arc, de la Révocation de l'Edit de Nantes se sont ouverts à la suite d'une confusion : confusion entre les membres de l'Eglise capables de faiblesse et l'Eglise pure et sans péché comme Jésus son fondateur — entre les décisions dogmatiques des papes, c'est-à-dire la doctrine catholique et les actes privés des pontifes, d'une façon générale confusion entre l'Eglise, société surnaturelle parfaite ayant un dogme infaillible, mais agissant par l'intermédiaire de membres dont l'humanité est susceptible d'erreur et de péché. Cette distinction fondamentale, il est possible de la faire comprendre par des comparaisons et des exemples, à l'enfant lui-même. Et ce faisant, ce n'est point manquer à l'enseignement non confessionnel de l'histoire, mais rétablir l'exactitude historique; ce n'est pas sortir du cadre de nos leçons, mais rendre les faits intelligibles. Pour moi qui ai des classes de grandes élèves, je considère cette démarcation comme l'énoncé d'un principe, entre beaucoup d'autres, qui fonde la méthode scientifique en histoire.

Regardons maintenant du point de vue moral :

Mon devoir est aussi et surtout moral (souligné dans le texte). Je dois, comme l'indique mon beau nom d'institutrice, instituer, c'est-à-dire créer sur des bases solides dans l'âme de mes élèves la notion de bien, dans leur cœur la notion de charité.

Mais, allez-vous dire, la notion de bien est-elle séparable de l'idée de Dieu? Dans ma vie personnelle, je les unis. Vais-je enseigner à mes élèves une séparation que je ne pratique point? ou vais-je leur enseigner la notion chrétienne du bien, et voilà que je ne suis plus « neutre »!

Remarquons d'abord qu'il y a des lois morales que le Créateur dépose à l'état naturel dans toute âme : mentir est mal pour l'incroyant comme pour le chrétien..., etc.

Suit une énumération.

Cette remarque faite, il n'est pas douteux que : 1° l'existence de Dieu domine et fonde toute la vie morale; 2° que la morale chrétienne est de beaucoup plus exigeante que la morale naturelle. Examinons ces deux points.

1° Nos programmes nous permettent d'enseigner à l'enfant la notion de Dieu, « cause première et Etre parfait ». Cette notion de Dieu cause première fait de lui l'auteur du monde dans l'ordre matériel et moral; elle nous permet de dégager un certain nombre d'idées. Nous aurons soin de montrer le Dieu créateur que révèle la nature, Etre intelligent et bon; le monde n'est-il pas fait pour l'homme? L'enfant saisit alors comment tout dans l'univers ne se borne pas aux objets, aux corps, en un mot à la matière; comment notre vie renferme un élément spirituel qu'elle tient de Dieu. D'autre part, si tous les êtres ont été créés par Dieu, l'homme n'est pas simplement un animal supérieur, plus perfectionné que les autres à la suite de transformations inconnues. L'homme devient un être différent de l'animal par nature et par destinée; voilà de quoi fixer le sens de la vie humaine sans faire appel à la Sainte Trinité?

Dieu, être parfait, résume en lui la plénitude de ce que l'homme appelle le bien, le beau, le bonheur. L'enfant voit comment les bons sentiments qui l'animent, ses désirs de bien faire, de devenir meilleur, viennent de Dieu. Il sent un regard posé sur ses actes; il apprend que rien dans son cœur n'est totalement secret, et que le mal fait dans l'ombre est connu d'un juge.

Poursuivons notre route : Si la notion de bien vient de Dieu, pour être moral, il faut aimer le bien, c'est-à-dire Dieu, et vouloir le bien pour son auteur? Comment l'homme aimera-t-il Dieu, sinon en obéissant à sa loi morale, en respectant son nom? L'homme qui veut le bien aspire à connaître l'être parfait : notion de vie éternelle et notion de sanction extra-terrestre. Loin de revêtir aux yeux de l'enfant un aspect vénal, la sanction lui apparaît comme le juste couronnement de la recherche du bien. Voilà des principes, incomplets sans doute, mais essentiels, conformes à nos programmes, sans que nous ayons parlé de Jésus-Christ.

Fort bien, direz-vous, mais moi par suite de circonstances spéciales, je ne puis pas donner ces notions sur Dieu. Je vous comprends d'autant mieux que je suis dans votre cas — et nous sommes légion, hélas!

Même dans cette situation, nous pouvons toujours montrer à l'enfant que ce n'est pas lui qui contrôle ses actes, mais sa conscience. Sa conscience, faculté qui est en lui, mais plus grande que lui, parce qu'elle lui indique le bien qu'il doit faire. Cette conscience qui le voit, le contrôle, le juge ne vient pas de lui. Nos élèves s'habituent dès lors à une présence intime à laquelle ils doivent des comptes. Soit, mais la source, la vraie source de cette vie intérieure demeure cachée.

Je peux encore me rapprocher du but. L'étude des grandes existences nous fait voir comment les belles œuvres ont eu un but étranger à leurs auteurs. Pasteur s'est donné aux autres, non seulement en regard de leur seule humanité, mais en raison de l'identité d'origine de tous les hommes, par amour de leur créateur commun. Ma vie privée même — ma pauvre petite vie d'enseignante où je voudrais tant faire passer un peu de sainteté — dont je ne souffle mot en classe mais que mes élèves connaissent, doit être par sa perfection un exemple de vie modeste, mais désintéressée, ayant sa source en Dieu. Et Notre Seigneur, si nous l'aimons vraiment, fera par sa grâce germer à notre insu dans les petites âmes le secret désir d'être bonnes en servant Dieu, comme elles nous l'auront vu servir.

Ajoutons que nous pouvons — et devons selon nos programmes, — inculquer le respect de toute âme qui croit. Les élèves que nous aurons formés ne riront jamais en classe du petit camarade qui fait sa première communion, et plus tard, dans leur vie, de l'homme qui salue la croix.

2° Comment maintenant élever nos enfants au-dessus de la morale naturelle en demeurant loyales? Il nous appartient dans une certaine mesure de former à notre classe une conscience délicate, vraiment chrétienne. Par la pratique des conseils évangéliques non énoncés, rendre un service pour une moquerie, ne pas raconter hors de propos une bonne action, donner non seulement du superflu, mais encore du nécessaire : ô les dîners et noir les seuls desserts partagés sous le préau! La liste est longue. « Ils ont trop de vertus pour n'être pas chrétiens » : puisse cette parole s'appliquer un jour à nos élèves, un peu par nos soins.

.....

Au moment de clore cette méditation sur la loyauté de ma vie de Davidée enseignante, que ni le doute ni le découragement ne me saisissent. Je sais que des lèvres murmurent que je ne suis pas loyale. Je sais qu'elles me reprochent soit le désaccord de mon enseignement et de ma vie, soit plutôt de mettre mon enseignement à l'école de ma vie catholique. Je viens de m'examiner, ma conviction intime d'être loyale s'est raffermie. Le doute n'aurait même pas dû effleurer ma conscience chrétienne. Mes intentions sont droites, ma bonne foi entière, ma volonté de servir Dieu totale. Alors Dieu ne peut me refuser sa lumière. Si j'avais trahi ma parole, Dieu me l'aurait fait connaître. J'aurais contristé l'esprit aux sept dons sans le savoir? *Rege quod est devium*, ai-je imploré avec l'Eglise; l'Esprit de ténèbres ne m'a pas couverte de son ombre. Loyale envers Dieu j'ai la certitude morale de l'être envers les hommes.

La laïcité en péril

Les programmes de morale des écoles sont en effet, si élastiques qu'ils paraissent autoriser l'interprétation davidée. Ne contiennent-ils pas un chapitre : « Devoirs envers Dieu! » Les Davidées lui font rendre dans leur direction bien plus qu'il ne donne : si on lit bien leur pensée, elles veulent imprégner tout leur enseignement d'esprit religieux et plus particulièrement d'esprit catholique.

Les programmes de morale, dans leur chapitre sur les « Devoirs envers Dieu » (tombé en désuétude, mais pas pour tout le monde, on le voit) ont trahi la loi qui proclame la neutralité de l'école laïque. Cette neutralité en matière religieuse, acte d'allure timide, conduit à l'indifférence religieuse; elle amène à juger les choses religieuses, les actes religieux historiques d'un point de vue humain et non plus catholique (ou autre) ; elle pousse à la liberté de pensée, à l'indépendance du jugement.

L'Eglise ne s'y est pas trompée. Pour détruire cette neutralité scolaire, dangereuse, premier pas dans la voie de la pensée libre, elle a mobilisé les siens dans les cadres mêmes de l'école laïque, aidée en cela par la réaction d'après guerre.

Nous devons défendre cette neutralité. Nous devons obtenir la suppression, dans les programmes, de l'enseignement des devoirs envers Dieu, enseignement qui permet aux Davidées leur propagande équivoque; nous ôterons tout prétexte à toute entreprise religieuse à l'école.

On parlera encore des religions, on n'ignorera pas les faits dont les croyances ont peuplé l'histoire; mais on apprendra à les juger du dehors d'après les données d'une morale « humaine ».

L'histoire, il est vrai, se prêtera toujours aux interprétations.

De notre point de vue, quelle attitude devons-nous adopter?

Dans nos pays — ailleurs aussi sans doute — où la religion est le soutien des castes, des classes dominantes, et, par sa structure même, pose le dogme de l'autorité, il n'est pas d'émancipation intellectuelle, d'émancipation sociale réelles sans l'indépendance d'esprit à l'égard des religions — quelle que soit l'opinion que l'on ait des choses de l'au-delà.

Admettre des dogmes religieux amène à admettre les dogmes sociaux et à s'y plier. Les uns et les autres n'endurent pas le libre examen. Comment être vraiment libéré au point de vue social si on est courbé sous le joug des disciplines religieuses, soumis à l'autorité des dogmes religieux, à l'interprétation que les prêtres leur donnent?

Supposons qu'adeptes d'une religion, nous arrivions à organiser un ordre économique plus équitable, quel y sera le rôle de la caste des prêtres, nécessairement privilégiée, ne serait-ce qu'au point de vue idéologique? Nous aurions là les cadres tout prêts d'une domination sociale, l'une des plus rudes, le passé l'a prouvé.

Etre révolutionnaire, c'est être laïque aussi : c'est développer dans tous les domaines l'esprit de libre examen, dans le domaine religieux comme dans les autres.

Notre propagande ne doit pas se désintéresser des questions de laïcité; elle doit dénoncer les entreprises cléricales actuelles et les signaler à l'opinion : c'est un des meilleurs moyens de les combattre.

LE FEMINISME DES DAVIDEES

L'étude des Davidées sur le féminisme date de novembre 1927, 2e année du bulletin, n° 9.

Elle est intitulée : « La femme dans la société, d'après la Semaine sociale de Nancy ».

Voyons-en les parties essentielles :

« *Adjuto rium simile sibi!* Une aide semblable à l'homme — ou plutôt proportionnée à lui, disent les exégètes — telle serait la Femme dans le plan divin.

Ce vieux mot qu'on trouve à la première page des Livres Saints a été maintes fois répété au cours de la Semaine sociale.

Il pourrait en résumer les leçons.

Elles ont montré, ces leçons, d'abord en quoi la compagne de l'homme lui est semblable, mais par quelles qualités propres elle s'en distingue — et voilà pour les principes.

Elles ont cherché ensuite, en se rapportant à l'état actuel des sociétés, quelle aide la femme pourrait apporter au travail de rénovation sociale — et voilà pour les applications pratiques.

Dans le genre humain les deux sexes, masculin et féminin, sont à la fois égaux et différents.

Observons que ce sont les théologiens et les moralistes qui insistent sur l'égalité : unité de nature, unité de morale, disent-ils.

Et c'est un biologiste, au contraire, dans une leçon essentielle, qui marque les différences. Pour lui, l'organisme féminin diffère profondément de l'organisme masculin; tout est femme dans la femme; la maternité est sa vocation biologique; et le célibat volontairement embrassé ou simplement accepté ne va pas sans sacrifices.

C'est un fait, il y a inégalité physique des deux sexes.

Mais il y a égalité spirituelle : il n'y a qu'une nature humaine, la femme possède cette nature tout comme l'homme; elle a une âme douée de raison et de liberté; elle a une fin personnelle à réaliser; elle a des devoirs à accomplir, donc le droit d'accomplir ces devoirs, tout comme l'homme.

C'est un autre fait spirituel celui-là, la femme est une *personne humaine*, indépendante, complète.

Ajoutons, et cette nouvelle considération confirmera la précédente, que la femme a été appelée, comme l'homme, aux plus hauts degrés de la sainteté.

...Après avoir reconnu que la femme peut atteindre aux plus hautes régions de la vie intellectuelle et morale, et lui avoir accordé des qualités autres que celles de l'homme et qui constituent la féminité (à savoir : sensibilité exquise, goût délicat, prudence, intuition clairvoyante, amour des humbles tâches, confiance naturelle, bonté, dévouement facile), l'étude la situe dans la famille où l'homme est chef naturel, ministre des affaires extérieures, la femme ministre de l'intérieur, où la femme peut parfaitement remplir sa mission de pourvoyeuse des sociétés. Elle souligne que le catholicisme a mis en valeur la personnalité de la femme et qu'il a enfanté des types d'épouses, de mères, de sœurs comme on n'en avait pas vus avant lui : il a su, cependant, insister sur la responsabilité de l'homme chef de famille, *vir caput mulieris*, à qui la femme doit être soumise; mais en spécifiant bien que, dans la famille, la femme est compagne de l'homme, qu'elle doit tenir son rang, suivant l'expression de Léon XIII, *non servae sed sociae*.

Ainsi donc, c'est dans la famille que la femme, tout en développant sa personnalité, peut rendre à la Société les services que celle-ci est en droit d'en attendre. C'est donc en fonction de la famille que la société devra s'organiser, pour utiliser au mieux les dons providentiellement octroyés au sexe féminin.

La société sera prospère si la famille est unie, si la femme y est à son rang.

La société sera en décadence si les vertus familiales y sont oubliées; et de cette décadence la femme sera la victime.

C'est dans ces termes que se pose le problème de la femme dans la société, et la Famille en est la donnée essentielle.

Le féminisme, selon cette étude

De nos jours cette question s'appelle le féminisme.

Le féminisme est la conséquence d'un état de fait; il est un des symptômes de la crise sociale actuelle.

Mœurs et lois ont désorganisé la famille qui a perdu sa stabilité, souvent son unité; la femme n'y est plus à sa vraie place. La vie industrielle, les difficultés de l'existence, d'ailleurs, éloignent souvent la femme du foyer; et en même temps un individualisme outrancier qu'on lui a prêché lui a inspiré certaines idées d'indépendance absolue, certains désirs d'égalité complète.

De tout cela est né le féminisme, c'est-à-dire cet effort que fait la femme pour assurer son développement de personne humaine.

Mais il y a féminisme... et féminisme.

Nous ne suivrons pas ici l'histoire déjà ancienne de ce mouvement, et nous n'essaierons pas de classer en camps divers les féministes actuels.

Mais nous déclarerons mauvais tout féminisme qui méconnaît les fonctions familiales de la femme, qui ne tient aucun compte de ses qualités propres; — qui proclame l'égalité utopique des sexes; — qui prêche l'amour libre; la maternité volontaire, la socialisation des enfants.

D'un pareil féminisme, la femme tout à la fois et la société seraient les victimes.

Il y aura au contraire bon féminisme, féminisme à soutenir, toutes les fois que, en opposition avec les mœurs et la législation contemporaine, on songera à développer les organisations sociales en vue de la famille, à la fois pour mieux assurer l'essor des qualités de la femme, et pour mieux la mettre à sa place, pour qu'elle puisse rendre plus de services à la société.

Et sans doute il serait plus conforme à la nature de la femme, à la bonne méthode de l'action sociale, que ce féminisme aille sans bruit vers le bien, qu'il procède par étapes, qu'il soit un féminisme d'*adaptation*; mais en fait il sera bien obligé d'être parfois un féminisme de combat, puisqu'il devra lutter contre le mauvais féminisme souvent tapageur, et agressif, et puisqu'il devra aussi convertir tant de braves gens, dont pas mal de catholiques, adversaires de tout progrès social. »

Suit un développement intitulé : « Les applications » qui étudie au paragraphe *a*) le *catholicisme* : comment le catholicisme a relevé la condition de la femme.

Le paragraphe *b*) développe ce point : le foyer croulerait si la femme cessait d'en être la reine, disait le Souverain Pontife.

Le paragraphe *c*) traite de la profession et on en admirera l'esprit.

Et alors où est la solution?

I. Dans une *orientation professionnelle* bien comprise, qui écartera la jeune fille des métiers dangereux physiquement ou moralement, qui la conduira de préférence aux métiers adaptés à ses aptitudes féminines, à ceux qui sont comme un prolongement de la famille.

Ce qui marque, en passant, la supériorité de la vie à la campagne, où la femme travaille dans son milieu familial.

II. Dans une législation protectrice du travail féminin, assurant la dignité morale de la travailleuse, défendant sa santé, lui procurant les loisirs de vaquer à sa tâche domestique, soutenant celle qui travaille à domicile, relevant la condition de l'ouvrière d'usine et de l'employée de bureau.

III. Dans une meilleure *organisation de l'industrie*. Si elle arrivait à réaliser le vœu de la *Rerum Novarum*, si elle pouvait donner un salaire suffisant à l'entretien de l'ouvrier « sobre et honnête », suffisant par conséquent pour qu'il puisse satisfaire à tous les besoins de sa famille, la femme du travailleur resterait à son foyer, et l'hypothèse n'est pas tout à fait chimérique depuis que de généreux industriels ont imaginé la belle institution des allocations familiales suivant une formule infiniment souple et perfectible.

IV. Dans l'organisation de *syndicats féminins* actifs, puissants et bien dirigés, qui veilleront au respect des lois protectrices qui suppléeront par leur action aux lois absentes.

Cette action concertée des intéressées groupées, du législateur et de la profession organisée a été depuis longtemps préconisée par les catholiques sociaux pour la protection de la femme qui travaille.

Le paragraphe *d*) est intitulé : « La politique ».

Pour terminer se pose la question du vote des femmes.

Suffragistes et antisuffragistes brandissent des arguments impressionnants.

Les professeurs de la Semaine ont préconisé un électorat très étendu pour la femme; mais ils ne demandent, en général, qu'une éligibilité assez restreinte...

En définitive, ce n'est pas tant pour lui assurer l'exercice d'un droit, si légitime qu'il puisse être, que le catholicisme social défend le vote de la femme, mais c'est avant tout pour lui procurer une nouvelle occasion de pratiquer le devoir social qui lui incombe par ses qualités et sa fonction.

La conclusion résume en quelques phrases les pensées directrices de l'étude. Les voici :

« L'éveil de la femme au sens de sa fonction civilisatrice est un signe des temps nouveaux.

« Il faut être féministe, c'est-à-dire espérer et au besoin exiger beaucoup du génie féminin.

« Ce que beaucoup de femmes appellent liberté, c'est la permission de créer du désordre.

« Ce que nous appelons liberté, c'est le droit de contribuer de toutes nos forces à l'ordre nouveau. »

NOTRE FEMINISME

Le féminisme des Davidées n'est pas semblable au nôtre. Il est un progrès sur la thèse réactionnaire : il déclare qu'il veut assurer à la femme son dévelop-

pement de personne humaine, mais il ne considère la femme qu'en fonction de la famille et comme pourvoyeuse des sociétés, thèse osée lorsqu'on s'adresse à des femmes qui sont des travailleuses hors du foyer, par nécessité de gagner leur vie.

Ce féminisme ne considère la famille que sous sa forme actuelle. A peine tempère-t-il par un rehaussement de la dignité morale accordée à la femme sa situation de serve dans la famille où l'homme est chef; il ne considère pas la possibilité d'établir cette société en miniature sur la coopération et l'égalité des droits. Pour lui, la famille ne doit plus être une « royauté absolue » de l'homme — thèse antique et démodée, qui peut éloigner de l'église des femmes intelligentes ayant du caractère —; mais une « royauté constitutionnelle » — (jetons du lest !) — avec droit de veto pour l'homme.

Anathème sur nos thèses, — dénaturées pour la circonstance.

⁂

La femme au foyer! quelle chimère dans notre société industrialisée.

Il faut, courageusement, considérer un autre type de société, basé sur un autre type de famille.

La femme y emploiera au dehors, pendant un nombre d'heures inférieur à ce qu'il est aujourd'hui, ses forces productrices libres, manuelles et intellectuelles. Sa tâche ménagère et maternelle sera soulagée par l'organisation collective de services essentiels : cuisine, couture et confection, lavage, raccommodage, soins aux enfants. Dans la mesure où une partie de ce travail lui restera, on l'appréciera en heures, selon sa situation familiale et on la lui paiera comme travail professionnel.

Voilà la thèse conforme à notre devenir social.

La femme ne sera plus l'esclave des besognes ménagères, ni l'obligée de l'homme.

Attendre de l'homme des subsides fournis de plus ou moins bonne grâce, et dont, souvent, on lui fait sentir le prix; dans des cas trop nombreux, mendier ou presque l'argent que le travail devrait lui assurer : voilà la condition de la ménagère d'aujourd'hui.

Etre privée d'un gagne-pain, être à la merci de l'homme qui apporte l'argent, être empoisonnée toute sa vie par cette humiliation; endurer parfois une vie infernale faute de pouvoir « gagner sa vie », c'est le lot des « sans-métier ». C'est la grande plaie de la vie féminine.

Voilà l'endroit où il faut porter remède.

Cela nécessite toute une réorganisation sociale : le droit de vote, même avec ses conséquences sociales possibles actuellement (elles sont réelles mais assez faibles) ne nous rapprochera guère du but.

La libération de la femme, la vraie, — car gagner sa vie au dehors et, en plus, assurer au dedans son travail de ménagère et de mère (dans quelles conditions!) ce n'est qu'une caricature de libération — la libération de la femme nécessitera une réorganisation sociale et économique, c'est-à-dire une révolution.

La conquête des droits politiques, celle des droits civils, sont des faits importants; elles sont en raison directe de la conscience que les femmes ont de leur valeur sociale. Elles peuvent aider à la libération totale de la femme, elles ne la lui donneront pas, pas plus que les droits civiques et civils de l'homme, — du travailleur en général, — soumis à la loi du capital, ne lui ont donné l'indépendance réelle et la sécurité.

Voilà notre thèse, et c'est pourquoi la Fédération féministe de l'enseignement donne le pas aux études et actions d'ordre social sur les autres, — sans les négliger pourtant.

Ces préoccupations, cette action ne sont pas du ressort des croyants catholiques; elles dépassent leur mentalité : nous savons que, si l'on veut chercher les fossiles de la société actuelle, c'est dans ces milieux qu'on les trouvera en plus grand nombre. Ils ont beau jeter du lest, ils ne peuvent pas se mettre d'accord avec les nécessités que nous a créées et que continue de nous créer notre société à base industrielle.

La civilisation de la machine — qui n'est encore qu'à sa période de barbarie — sera différente de la civilisation du rouet; elle ne sera pas pire, ce serait impossible; elle pourra être meilleure. Pour la forger, il faut avoir le courage de regarder le problème en face : n'est-ce pas ce que les révolutionnaires russes ont commencé, si loin du but qu'ils soient encore?

⁂

Un point mérite une particulière attention dans l'exposé des Davidées. C'est le paragraphe *c)* qui traite de la profession. Là est exposée leur doctrine sociale.

Remarquons, malgré l'idée utopique que la législation est capable de réaliser ces tâches, la compréhension de ce qui rend pénible la situation de la travailleuse; mais on n'y parle pas en termes nets du salaire suffisant qui lui permettra de travailler moins longtemps au dehors pour remplir sa tâche ménagère.

Remarquons un souci de la vie morale de la femme, souci louable s'il n'est pas basé sur des considérations religieuses ou étroitement puritaines.

Par ailleurs, nous sentirons la mentalité patronale : le salaire qui suffira à l'entretien de l'ouvrier « sobre et honnête », les généreux industriels et leurs allocations familiales. Nous y trouverons aussi l'antienne antédiluvienne de la femme au foyer.

Nous aurons à nous méfier de ces syndicats « actifs, puissants et *bien dirigés* » qui veilleront au respect des lois protectrices et qui suppléeront aux lois absentes; tout en sachant que les résultats obtenus seront faibles, qu'en cas de crise les cadres de ces syndicats seront débordés par l'esprit de revendication, — nous avons vu cela en Allemagne, — nous devrions veiller à la mentalité qu'on insuffle aux travailleuses dans ces groupements très développés dans certaines régions.

Dans une C. G. T. régénérée et unie, il y aurait du travail possible, en ce sens. Déjà rendu difficile par l'esprit masculiniste, *en général*, des militants ouvriers, il devient presque impossible avec les divisions actuelles. Nous laissons ainsi sous l'influence cléricale et réactionnaire une fraction importante — en nombre et en force sociale — du mouvement ouvrier.

MARIE GUILLOT.

LA PRIÈRE DE CLAVERI

I

Bénis soient ceux qui approuvent toujours.

II

Bénis soient ceux qui votent une résolution à l'unanimité, car la bienveillance de ceux d'en haut leur est assurée.

III

Bénis soient ceux qui détournent la caisse, car leurs comptes ne seront jamais vérifiés.

IV

Bénis soient ceux d'entre vous qui ne seront pas critiqués, mais qui seront choisis selon une liste fixée d'avance qui vient d'en haut et se trouve en accord avec la volonté de la bureaucratie, maintenant et à jamais. Amen!

(Du *Crocodile*, journal satirique de Moscou.)

...Mais la voilà, l'enquête sur l'Unité Syndicale

I

La Déclaration des 22
Pour reconstruire l'Unité Syndicale

Spontanément, des militants syndicalistes appartenant aux organisations confédérées, unitaires et autonomes, ont décidé de se réunir, d'avoir entre eux un échange de vues sur la situation de la classe ouvrière dans l'état actuel du monde économique et social.

Ils ont considéré que la concentration de plus en plus accentuée du capitalisme, que la force de plus en plus grande de l'organisation patronale et le développement de ses moyens de résistance et de répression, rendent chaque jour plus difficile l'action en vue d'améliorer les conditions d'existence des travailleurs.

Ils ont considéré, d'autre part, que le développement de la politique militariste des gouvernements, la course aux armements, l'extension du fascisme dans de nombreux pays européens, placent le prolétariat devant le double péril de la guerre et de la dictature.

Ils ont reconnu que l'état de dispersion et d'émiettement des organisations de la classe ouvrière permet au capitalisme, au militarisme et au fascisme toutes les audaces, tous les coups d'Etat, toutes les atteintes à la vie du prolétariat.

Ils ont convenu qu'après dix années de duel fratricide, il fallait faire effort pour mettre fin à la division des forces syndicales.

Ils se sont mis d'accord pour lancer l'idée de la reconstitution de l'unité syndicale dans une Centrale syndicale unique, sur les bases de la Charte d'Amiens. La réalisation de cette idée ne se conçoit, à leur avis, que dans la pratique de la lutte de classes et dans l'indépendance du mouvement syndical, en dehors de toute ingérence des partis politiques, des fractions et des sectes, ainsi que des gouvernements.

Ils précisent que chacun devra rester fermement attaché à son organisation syndicale propre, sans arrière-pensée comme sans manœuvre, tout en y poursuivant sa propagande en faveur de l'unité.

Les camarades présents, convaincus que l'idée qu'ils viennent d'émettre rejoindra la pensée intime et les désirs profonds des ouvriers de ce pays, décident de se retrouver prochainement dans une réunion plus large, à l'issue de laquelle un appel sera adressé à l'ensemble des travailleurs français.

Paris, le 9 novembre 1930.

Au nom des camarades présents :

Pour les confédérés : Marthe Pichorel, L. Digat, P. Monatte, G. Dumoulin, C. Delsol, Roger Hagnauer.

Pour les autonomes : Roger Francq, M. Piquemal, R. Laplagne, J. Métayer, P. Martzloff, R. Mathonnet, G. Guilbot.

Pour les unitaires : A. Rambaud, V. Engler, Lucie Colliard, H. Boville, R. Deveaux, P. Cadeau, B. Bour, M. Chambelland.

P.-S. — *Les militants syndicalistes de toutes tendances approuvant cette déclaration sont priés de faire connaître leur accord au camarade R. Laplagne, 31, rue Dauton, Le Pré-Saint-Gervais (Seine).*

II

La réunion du 9 novembre

La déclaration dite des 22 sortit d'une réunion de militants qui se tint le dimanche 9 novembre. Dans le Cri du Peuple *du 12 novembre, un article de Chambelland, « Une grande flamme », a donné quelques renseignements sur cette réunion et présenté la déclaration.*

Alors que de tous côtés ne viennent que des lamentations, alors que sévit le pessimisme le plus noir, dans une période où les raisons d'espérer semblent avoir disparu ,nous avons, dimanche, vécu une heure réconfortante.

Comment raconter cela, à peine vingt-quatre heures après ? La plume des journalistes d'occasion que nous sommes est bien malhabile. Vingt fois, elle essaie en vain de fixer sur le papier les sentiments que cet après-midi de dimanche a fait naître. Comme il faut tout de même expliquer aux lecteurs du *Cri* dans quelles circonstances le document qui voisine cet article a vu le jour, allons-y ! Tant pis si le français n'est pas correct, tant pis si la plume vagabonde!

Cela se passait dimanche. Pour l'histoire, disons que cela se passait dans un petit restaurant de la rue de Maubeuge. Des militants syndicalistes étaient réunis. Il y avait là des unitaires, des autonomes, des confédérés. Quels unitaires, quels confédérés, quels autonomes ? Vous en aurez une idée, mes camarades, en jetant un coup d'œil sur les signatures, dans les colonnes d'à-côté.

Oui, il y avait là Dumoulin, Georges Dumoulin, l'ancien secrétaire de la C. G. T., notre adversaire d'hier. Oui, il y avait là Monatte. Oui, il y avait là Roger Francq, de l'Ustica, Piquemal et Laplagne, les militants de la Fédération Autonome des Fonctionnaires. Oui, il y avait là Rambaud, Boville, Deveaux, nos camarades de la minorité de la C. G. T. U.

Pourquoi étions-nous réunis ?

Pour examiner si la situation actuelle de la classe ouvrière nécessitait — oui ou non — que des hommes fassent le premier geste pour mettre fin à l'émiettement des forces ouvrières.

Pour se demander s'il ne fallait pas, après s'être déchiré, après s'être meurtri hier, se tendre la main aujourd'hui.

Pour se demander s'il ne fallait pas, par-dessus le passé, se rejoindre et agir !

Tous, nous avons répondu : oui.

Nous avons fait là un geste humain : nous ferons

sans doute hurler tous ceux qui apportent, dans la division ouvrière, une frénésie sadique; les prébendés nous aboieront après les chausses.

Qu'importe !

Les ouvriers nous comprendront.

Dans le mouvement ouvrier d'aujourd'hui, nous assistons à une sorte de concert macabre. Les organisations syndicales, dans toutes les corporations et dans tous les centres, se heurtent avec violence. Mais ce sont des squelettes d'organisations qui s'entrechoquent. Il ne reste guère de viande autour des os. N'est-il pas temps de penser à un grand corps vigoureux et sain ?

N'est-il pas temps de donner une expression au besoin, au désir d'unité qui dort dans le cœur de chaque ouvrier conscient ?

Nous avons pensé que c'était urgent.

Et nous avons fait le geste avec une joie qui, depuis, emplit nos poitrines.

Il faut que les travailleurs de ce pays sachent que, dimanche, rue de Maubeuge, des militants qui hier encore se regardaient comme des ennemis ont, entre eux, jeté les bases d'un accord, comme un jour les ouvriers jetteront, entre eux, les bases d'une centrale syndicale unique.

Quand ?

Pas demain, bien sûr. Il y a de gros obstacles sur la route.

Quand tous les partisans de l'unité sincère, de l'unité vraie, se seront réunis, quand ils feront entendre leur voix aux travailleurs, alors les obstacles n'apparaîtront plus insurmontables.

Ce n'est pas un lumignon qui s'est allumé dimanche, mais une grande flamme.

III

" Unité dans la trahison du mouvement révolutionnaire " dit Pierre Semard

*Dès le 12 novembre, Pierre Semard attaque dans l'*Humanité, *au cours de l'article suivant sur le Congrès de la Fédération unitaire des Cheminots, la Déclaration des 22 :*

Aujourd'hui s'ouvre le Congrès national de la Fédération Unitaire des Cheminots.

Les questions revendicatives et les moyens de lutte à employer pour les faire aboutir y tiendront une place importante. Aussi, la discussion sur l'orientation révolutionnaire du mouvement syndical promet d'être particulièrement vive.

La minorité dite « syndicaliste », impulsée par Rambaud, va s'efforcer de remettre en discussion les méthodes d'action révolutionnaire de la C. G. T. U. Elle va chercher à leur substituer les méthodes réformistes de collaboration, notamment par les diverses délégations du personnel.

Cette orientation vise à opérer le rapprochement idéologique et *organique* avec les syndicats réformistes.

Le pavillon de « l'*indépendance du syndicalisme* » permet à Rambaud et à ses amis minoritaires de couvrir leur marchandise réformiste. « L'*unité syndicale* » leur sert de tremplin démagogique pour orienter ceux qui les suivent vers la collaboration des classes, vers l'unité dans la C. G. T. réformiste, au prix même de la scission du mouvement syndical révolutionnaire.

Leur opération scissionniste ne peut nous surprendre. Elle renouvelle celles des diverses dissidences qui, sous l'impulsion des Bert, Besnard, Chaverot usèrent des mêmes procédés pour morceler et affaiblir notre fédération et la C. G. T. U.

Ces « syndicalistes purs » ont, depuis longtemps, rejoint la C. G. T. réformiste, et Rambaud rencontre bon nombre d'entre eux dans les Loges Maçonniques, qui sont d'excellentes « fractions réformistes ».

Le Congrès va donc entendre les spéculations sentimentales des minoritaires sur « l'unité ouvrière », « spéculations » proférées sur un ton qui ne se différencie que dans la forme de celui des socialdémocrates de toutes provenances.

En effet, socialistes, réformistes, popistes, trotskystes et minoritaires du « Comité pour l'indépendance du syndicalisme », se livrent à la même démagogie, aux mêmes spéculations sur l' « unité syndicale », qu'ils opposent plus ou moins au front unique, dans le seul but de détruire l'unité organique et l'unité d'action du mouvement syndical révolutionnaire.

Leurs propositions « d'unité au-dessus des tendances », « d'unité à tout prix », conduisent tout droit à la capitulation devant la C. G. T. et devant le socialfascisme.

C'est-à-dire à la capitulation devant la bourgeoisie et son Etat, si l'on considère le rôle antiouvrier et l'intégration de ces deux organisations dans le système capitaliste.

⁂

Ce n'est pas l'unité syndicale de la masse des travailleurs sur une base révolutionnaire de classe et pour la lutte contre la bourgeoisie et son Etat fasciste, que les minoritaires de la C. G. T. U. proposent de réaliser.

C'est l'unité pour la collaboration avec la bourgeoisie et son Etat; l'unité par des « concessions réciproques » avec les chefs réformistes qui n'ont cessé de trahir la classe ouvrière dans la guerre et l'après-guerre. (Cheminots, souvenez-vous donc de 1920!)

C'est pour cette unité dans la trahison du mouvement révolutionnaire, par la destruction de la C. G. T. U. et la rentrée dans la C. G. T. que, tout dernièrement ,les leaders minoritaires du « Comité pour l'indépendance » (Chambelland, Engler), se sont rencontrés avec des militants de la C. G. T. (Dumoulin, Monatte) et des Syndicats autonomes (Piquemal, des Indirectes).

Et Rambaud est d'accord avec cette « plate-forme d'unité », dont la base est la Charte d'Amiens, et pour laquelle le « socialiste » dernière cuvée, Amédée Dunois, se proposait de faire une enquête dans le *Populaire*.

C'est dans cet esprit contre-révolutionnaire et sous le couvert de « l'indépendance du mouvement syndical » que Rambaud et ses amis attaquent le Parti Communiste et se prononcent contre son rôle dirigeant du mouvement ouvrier.

⁂

Le Congrès verra le franc-maçon Rambaud, « frère de loge » des réformistes Le Guen, Bidegaray et consorts, défendre, avec les mêmes arguments mensongers, provenant des mêmes sources bourgeoises, le syndicalisme « de l'emprise du Parti Communiste ». Rambaud dénoncera notre « violation » de la « Charte de Bourges », comme les « syndicalistes purs », première manière, défendirent la Charte d'Amiens, pour se placer et placer la classe ouvrière sous l'emprise de la bourgeoisie.

Il faut dire que la condamnation du seul parti révolutionnaire du prolétariat, *est la première condition posée par la bourgeoisie pour rendre possible la collaboration du travail et du capital.*

Ceux qui se prêtent à cette besogne ou s'y associent, tournent le dos à la lutte des classes et deviennent un « corps étranger » dans le mouvement révolutionnaire.

⁂

La question fondamentale que les minoritaires ne cessent de mettre en discussion, c'est l'organisation et la direction des luttes et le rôle dirigeant exercé par notre Parti.

C'est une question décisive pour l'avenir du mouvement ouvrier et qui revêt une importance d'autant plus grande que nous sommes à la veille de luttes plus larges de la classe ouvrière.

Nous ne nous laisserons pas détourner par des critiques d'ordre secondaire ou par les calomnies et les ragots. La question sera posée à fond. Nous rappellerons aux minoritaires de la C. G. T. U. et de la Fédération que le premier congrès de l'Internationale Syndicale Rouge — qui s'est tenu avant Bourges — avait décidé « l'établissement de relations aussi étroites que possible avec l'Internationale Communiste, avant-garde du mouvement ouvrier révolutionnaire dans le monde entier ».

Nous leur rappellerons que, pratiquement, dans chaque pays, cela demande la liaison non moins étroite du Parti Communiste et des syndicats unitaires, « dans la préparation commune et dans la conduite d'actions révolutionnaires sur le plan national et international ».

Et, nous sommes certains que la grosse majorité des cheminots unitaires approuveront cette méthode de préparation des luttes et de direction du mouvement ouvrier.

IV

La réponse de Cambronne-Claveri

Dans la Vie Ouvrière *du* 14 *novembre, cet article de Claveri, le trésorier de la C. G. T. U. :*

Ils se sont réunis à quelques-uns.

Dumoulin, un des principaux artisans de la scission de 1921.

Digat, qui liquida les grèves des P. T. T.

Monatte, transfuge du Parti communiste et de la lutte des classes.

Piquemal, qui banquette en compagnie de l'ami de Tardieu, le socialiste Bouisson.

Rambaud, dont l'insigne de frère .:. qui est aussi celui de Dautry, se cache derrière les trois croix de Monatte.

Colliard, pisse-copie pour le journal fasciste *La Liberté*.

Quelques autres qui jouent les utilités.

Ils se sont réunis, affirment-ils, « spontanément ».

C'est vrai !

Après que celui-ci ait reçu les ordres de sa « loge ».

Que cet autre ait pris ses directives à la « Ligue ».

C'est encore vrai pour ceux qui avaient reçu préalablement les instructions de sections socialistes ou popistes.

C'est non moins exact pour ceux qui sont les « obligés de parlementaires ou de ministres ».

Ils parlent de spontanéité.

On comprend pourquoi.

Pour cacher les tractations personnelles qui ont précédé cette réunion.

Pour masquer le rôle dirigeant joué dans cette nouvelle manœuvre par toutes les organisations de la bourgeoisie.

Pour faire croire qu'ils n'ont aucun fil à la patte.

Cette concentration n'a rien de monstrueux.

Elle est normale.

Elle est faite des débris de l'armée prolétarienne.

Elle lie en un seul faisceau les déserteurs de la lutte des classes.

Dumoulin, Digat sont dans ce nouveau groupement.

C'est, en fait, l'estampille officielle de la C. G. T. aux formations minoritaires.

C'est l'approbation non moins officielle de leur œuvre de désagrégation.

Et cela sous l'enseigne de l' « Unité Syndicale ».

Briseurs de grèves, saboteurs de la C. G. T. U., scissionnistes, vont, disent-ils, s'adresser aux masses ouvrières.

Qu'ils le fassent !

Le prolétariat leur répondra.

Franchement, rapidement.

Comme *Cambronne*.

V

" Unité de renégats ! Unité de trahison ! "

Sous le titre « Sous le drapeau de l'Indépendance syndicale, unité de renégats! Unité de trahison! », un article de Gaston Monmousseau, secrétaire général de la C.G.T.U., dans l'Humanité *du* 22 *novembre :*

A l'assemblée générale du Syndicat de Paris Etat-Rive-Droite, qui a déterminé l'adhésion à la politique de la majorité confédérale, s'est produit un fait des plus caractéristiques.

Au cours de mon intervention, après avoir rappelé le rôle et l'attitude de Le Guen en 1920, puis dans la scission de 1921, enfin au Conseil Economique National et au Comité consultatif des Chemins de fer, j'ai dit, m'adressant à Rambaud : « C'est avec ces gens-là que la minorité réalise le front unique et veut réaliser l'unité syndicale. »

Oui, oui, a riposté un groupe minoritaire dans la salle. A ce moment, Rambaud, gêné, a protesté de la tête.

Depuis, Rambaud s'est démasqué; il s'est spontanément rencontré avec le triste Dumoulin, en compagnie de Monatte, renégat du communisme, et de quelques autres.

Ces messieurs ont mis debout un plan d'unité syndicale.

⁂

Au Congrès des cheminots, Rambaud, porte-parole officiel du pacte Dumoulin-Monatte, a concentré ses coups contre la majorité fédérale et le Parti communiste; sur la question de l'unité syndicale, il a tenté de défendre la personnalité politique du renégat Dumoulin et de l'opposer à Léon Jouhaux.

Cette manière n'est pas nouvelle pour Rambaud. Déjà quelques mois avant le Congrès confédéré réformiste de 1927 il avait dans un C.C.N. unitaire juré que Le Guen était un honnête homme, qu'il ne trahirait pas sa signature qu'il avait mise au bas de la résolution d'unité du Syndicat Paris-Etat-Rive-Droite.

L' « honnête » homme Le Guen, qui n'a jamais cessé d'être solidaire de Jouhaux, ressuscite sous la personne de Dumoulin.

C'est Dumoulin qui, à la suite d'un premier vote renversant la majorité réformiste au Congrès de Lille, organisa, à l'ouverture de la deuxième séance, le matraquage des militants minoritaires.

C'est lui qui, devenu par la suite le bras droit d'Albert Thomas au Bureau International du Travail, mena le plus violemment la lutte contre l'I.S.R.,

les syndicats russes, le pouvoir des Soviets et le communisme.

C'est avec ce Dumoulin que Monatte, Chambelland, Rambaud, Piquemal et Cie ont célébré leur mariage dans la soirée historique du 10 novembre 1930 à l'heure où la guerre à mort contre la Russie Soviétique et le communisme est devenue le mot d'ordre principal du pouvoir impérialiste.

⁂

« Dumoulin est en désaccord avec Jouhaux, Dumoulin est un honnête homme », a déclaré Rambaud au Congrès des cheminots.

Dumoulin qui est un honnête homme à la manière accentuée du franc-maçon Le Guen, est de la même façon en « désaccord » avec Jouhaux.

Sans doute peut-il exister — entre ces deux figures historiques de la trahison réformiste — des rivalités d'ordre personnel.

Dumoulin est la figure la plus intelligente et la plus perfide de la trahison, de la collaboration de classe et de l'antibolchevisme.

Dumoulin a trahi la minorité révolutionnaire en plein Congrès confédéral de 1918 sous la menace directe de Clemenceau.

Cessant brusquement toute opposition à la direction réformiste symbolisée par le commissaire de la nation Jouhaux, il a pris place dans le secrétariat confédéral sur la plate-forme de Jouhaux.

Cet ex-pourfendeur de la collaboration des classes est devenu le plus farouche défenseur du Bureau International du Travail, du Conseil Economique National, de la Société des Nations au fur et à mesure que furent créées ces institutions d'essence impérialiste et contre-révolutionnaire.

C'est lui qui, au moment du Congrès confédéral d'Orléans 1920, posa la question : Le moment est-il venu de créer un parti travailliste en France? En même temps, il jetait les bases d'exclusion des minoritaires du sein de la C.G.T.

C'est lui qui en 1921 fut à la tête des opérations scissionnistes à l'échelle nationale.

C'est encore lui qui tira la ficelle de la scission dans la Fédération des chemins de fer en 1921.

Voilà qui donne au manifeste Dumoulin, Monatte-Rambaud-Digat son contenu scissionniste et contre-révolutionnaire.

⁂

Une profonde unité politique unit, au-delà des rivalités personnelles ou des désaccords superficiels, tous les pensionnaires du chenil capitaliste, tous les Dumoulin, Jouhaux, Digat, Le Guen et Cie. Une solidarité forgée au cours de toute l'époque de trahison les soude indéfectiblement. Une haine commune du communisme les agglomère à la politique de la bourgeoisie.

Il ne peut s'agir entre les différentes personnalités du réformisme et du socialisme que d'une division du travail contre le mouvement révolutionnaire et pour le compte du pouvoir capitaliste.

Nous attendons avec curiosité la déclaration de guerre de Dumoulin et de Digat au pouvoir bourgeois, à sa politique de rationalisation et de guerre; à la Commission administrative de la C.G.T.; à sa politique de collaboration avec le pouvoir; au parti socialiste, à sa collaboration à l'œuvre de « défense nationale », à ses campagnes antisoviétiques et anticommunistes.

Nous attendons avec curiosité la confession publique d'un Dumoulin et d'un Digat sur l'organisation de la scission de 1921, sur leur collaboration au B.I.T. et au Conseil Economique National, etc.

⁂

Il était normal que l'ex-révolutionnaire Monatte se retrouvât un jour dans un bistro, la main dans la main du traître Dumoulin.

L'unité qu'ils viennent de réaliser, c'est l'unité des renégats éparpillés au cours de ces dix années à chaque étape de la lutte révolutionnaire, unité qu'ils offrent à la classe ouvrière, au moment d'un nouvel assaut de leurs patrons capitalistes contre les conditions de vie des travailleurs, au moment où les Etats capitalistes concentrent les moyens en vue de la guerre contre l'U.R.S.S.

Cette unité-là, c'est l'unité dans l'union sacrée aux pieds du capital, c'est l'unité de trahison.

C'est en réalité une tentative de scission au sein du mouvement ouvrier en marche contre la rationalisation et la guerre imminente.

C'est une tentative de scission contre la politique d'unité syndicale de classe de la C.G.T.U., la seule unité capable de mener les masses à la lutte.

VI

" Attention ! " dit A. Savoie

Le Peuple, *organe officiel de la C.G.T., n'a pas reproduit la déclaration « Pour reconstruire l'Unité syndicale ». Il n'est sorti de son silence que le* 19 *novembre, en publiant l'article suivant de Savoie, secrétaire de la Fédération Confédérée de l'Alimentation :*

> « Ceux qui ont connu la porte pour sortir doivent connaître le chemin pour rentrer dans l'unique Confédération Générale du Travail. A cet égard, les portes des syndicats doivent être loyalement et largement ouvertes, de manière à mettre fin à toutes les combinaisons secondaires, aux manœuvres dissidentes des classes et des groupes. »

Cette citation est un extrait d'un article intitulé « Impressions de Congrès », écrit par un ancien secrétaire de la C.G.T. au lendemain du Congrès Confédéral de 1923. Cette définition des possibilités d'une reconstitution de l'unité est restée celle qui s'est affirmée dans tous les Congrès de la C.G.T. qui ont suivi, notamment dans celui tenu à la salle Bullier, où la question de l'unité fut discutée à fond.

Cette formule loyale, ce moyen pratique de rétablir l'unité avec le maximum de chances de la rendre matérielle et morale dans toute la mesure du possible, n'a pas donné de résultat, et pour cause. Car, en vérité, les militants de la C.G.T.U. n'ont agité, dans le passé, la question de l'unité qu'à titre de chantage contre la C.G.T., voulant la mettre en mauvaise posture en regard des travailleurs. La C.G.T.U. jouait ce jeu assez risqué, supputant qu'au cas où elle se serait trouvée prise dans son jeu même, les conceptions d'action syndicale auraient la prédominance dans une C.G.T. unique et nouvelle. Aujourd'hui, elle n'a plus cet espoir, aussi ne parle-t-elle plus.

Cependant, l'idée d'unité n'est pas morte. L'unité se réalise progressivement au sein de la C.G.T. Très nombreux sont les syndicats qui, ces dernières années, sont rentrés chez elle. La progression de ses effectifs est constante. Cette année, le nombre des cartes confédérales écoulées atteint près de 850.000, et tout permet de supposer que, si rien ne vient contrarier cette ascension, ce regroupement des forces ouvrières, les mauvais effets de la scission auront disparu dans un laps de temps assez court. Les seules

traces qui en resteront seront l'existence de quelques groupements sans force, sans valeur.

Cette forme de reconstitution de l'unité, qui pourrait pourtant se réaliser à peu près complètement assez rapidement grâce aux décisions prises par les Congrès confédéraux rappelées ci-dessus, ne fait pas l'affaire de certains. La force toujours de plus en plus grandissante de la C.G.T. porte ombrage à d'autres.

Ceci vient d'apparaître nettement, ouvertement et publiquement ces derniers jours.

Ainsi, au moment où il apparaît que la C.G.T. sort victorieuse de la lutte qui lui a été imposée, au moment où l'organisation dissidente, la C.G.T.U. se désagrège, où les travailleurs se détournent d'elle, répudient ses conceptions syndicales et politiques, ses méthodes d'action désordonnées, de nouvelles manœuvres sont tentées au nom de l'unité pour contrarier l'évolution naturelle des choses, devant aboutir par les faits à la condamnation morale des auteurs de la scission.

Ce qui est étrange et digne d'attirer l'attention de tous, c'est que, parmi les hommes qui tentent cette manœuvre, nous retrouvons des hommes qui eurent une lourde responsabilité dans la scission. L'un des anciens secrétaires de la C.G.T., il présida au premier acte de la scission en présidant le Congrès de la minorité, le Congrès des C.S.R. tenu à Saint-Etienne en 1918; un autre, qui, à l'aide de son journal *La Vie Ouvrière*, financé par l'Internationale Rouge, répandit le mensonge, la calomnie, inaugura l'ère des insultes, empoisonnant les milieux ouvriers par ce journal répandu à profusion, créant l'état d'esprit devant permettre une scission profonde.

L'on serait en droit de se demander où ils veulent en venir? Leurs agissements ne sont-ils que la conséquence d'un besoin, chez l'un, de se produire, de se distinguer, chez d'autres, du même besoin aggravé du désir de polémiques haineuses sous le couvert des principes, des théories?

Malheureusement, il n'y a pas que cela. La cause est plus grave. Et c'est là qu'il faut aussi attirer l'attention.

La cause est au sein du parti socialiste. C'est au sein de ce parti politique qu'est la source de cette attaque contre la C.G.T., contre son développement, contre ses méthodes d'action et contre ses conceptions en face des problèmes qui se posent et à la solution desquels les travailleurs sont intéressés au premier chef.

J'ai été de tout temps, et je reste un adversaire absolu de toute immixtion, de toute ingérence des partis politiques au sein des organisations syndicales ouvrières. J'ai lutté contre cela avant la guerre, ce qui veut dire que des tentatives furent faites à cette époque par le parti socialiste; j'ai lutté encore avec plus de vigueur contre les tentatives plus accentuées du parti communiste. Je suis bien décidé à avoir la même attitude à nouveau en face du parti socialiste. C'est, du reste, la raison de cet article.

Je n'ai jamais été opposé à ce que le mouvement syndical prenne contact, agisse même de concert avec le parti socialiste en certaines circonstances. Ceci dit pour prévenir toute attribution de parti pris de ma part à l'égard du parti socialiste.

Donc, chacun sait que la rédaction du *Populaire* avait chargé l'un de ses rédacteurs de faire une enquête auprès de divers militants syndicalistes sur leurs opinions concernant « l'unité syndicale ».

Ce fut là une tentative incontestable d'ingérence du parti socialiste dans la vie intérieure et organique des organisations syndicales.

La C.G.T., qui, concernant le prétexte de cette intervention, a une ligne de conduite tracée par les décisions de ses Congrès, protesta. L'enquête fut abandonnée. Cependant, le *Populaire* du 15 courant publia un appel d'un Comité composé d'hommes appartenant à différentes organisations syndicales, unitaires, autonomes, confédérées. Cette publication est précédée d'un article de Léon Blum, dans lequel il revendique le droit pour le journal du Parti socialiste de soutenir l'action de ce Comité, en ajoutant, d'autre part, que ce journal manquerait à son rôle d'informateur s'il ne donnait connaissance à ses lecteurs des intentions « des camarades auxquels, dit-il, nous lie une ancienne amitié, et qui, aux heures difficiles, ont donné, tout à la fois, à la C.G.T. et au parti, des témoignages irrécusables de leur dévouement et de leur fidélité ». Nous aurions été heureux de connaître les noms de ces fidèles faisant partie de ce Comité, qui, dans leur grande majorité, ont été des ennemis violents depuis dix ans de la C.G.T. et du parti. Mais cela est secondaire, admettant parfaitement qu'à peu d'exceptions près ils pourront tous devenir des amis fervents et dévoués des deux organisations, C.G.T. et parti.

Nous n'avons aucun moyen d'empêcher le Parti socialiste d'aider ses amis à faire des bêtises pouvant avoir de mauvaises conséquences pour le mouvement syndical.

Si ce n'était que cela encore! Mais le plus grave, c'est que la vérité est tout autre, que sous le couvert de hâter l'unité il est poursuivi un autre but. Il s'agit tout simplement, pour certains membres du Parti socialiste, de constituer une *gauche* au sein de la C.G.T. Alors, il s'agit de faire entrer en bloc et rapidement des autonomes, des unitaires minoritaires de la C.G.T.U., d'empêcher qu'ils ne soient obligés d'y entrer en ordre dispersé et par la force des choses.

Joli travail pour un parti politique. A part cela, le Parti socialiste prétend ne vouloir en rien s'ingérer dans la vie des organisations syndicales.

La preuve !

La voici. C'est le rédacteur qui fut chargé par le *Populaire* de faire l'enquête avortée, soi-disant sur l' « unité », qui la donne.

Dans le journal *Le Cri du Peuple* du 5 novembre, journal de la minorité de la C.G.T.U., il écrit sous le titre « Histoire d'une enquête avortée » :

« Le Parti socialiste n'a pas plus de « fraction » à lui au sein de la C.G.T. qu'il n'a de politique syndicale. Mais s'il n'a pas de fraction dans la vieille C.G.T., la vieille C.G.T. en a une chez lui, c'est la *droite*, cette bonne droite socialiste pour qui la lutte de classes est de l'histoire ancienne...

« Et comme, dans ce bon monde, rien ne se fait pour rien, Jouhaux se trouve garanti, grâce à la droite, de *toute ingérence intolérable*, c'est-à-dire contre toute ingérence émanant de la gauche du Parti. Ainsi cette dernière est ostensiblement manœuvrée et cela durera tant qu'elle ne se décidera pas à définir — *contre la C.G.T. collaborationniste* — une politique syndicale fondée sur la lutte des classes. J'ajoute qu'elle ne peut être une vraie gauche qu'à ce prix. »

Et plus loin :

« Si l'incident très instructif qui vient de se produire pouvait hâter le jour où le Parti socialiste aura, selon son droit, une politique syndicale, où la gauche socialiste suscitera dans la C.G.T. un syndicalisme de gauche comme la C.G.T. a suscité dans le P.F.I.O. un socialisme d'extrême-droite où ce syndicalisme de gauche lèvera le pavillon de l'unité avant tout, il n'y aurait, ma foi, qu'à se féliciter de l'incident. »

Nous savons que cette opinion et les intentions qui la suivent sont partagées par un certain nombre de

membres du Parti socialiste, particulièrement dans la Fédération de la Seine.

Nous voilà prévenus. Et un homme prévenu en vaut deux.

VII

Une déclaration de la C. A. de la C. G. T.

Le Peuple *du 23 novembre a publié la résolution suivante de la C.A. de la C.G.T. :*

Réunie le 21 novembre, la Commission administrative de la C.G.T. a pris connaissance de la situation qui existe en Pologne et des mesures de violence et de persécution qui sont prises à l'égard des organisations syndicales et politiques.

Un large examen eut lieu ensuite au sujet de la crise économique qui sévit dans la plupart des nations industrielles et dont les effets se font sensiblement sentir en France.

Après discussion, une Commission fut désignée, qui aura à examiner et à préciser les mesures susceptibles d'en éviter les conséquences.

La C. A. fut ensuite appelée à discuter sur la publication d'un manifeste signé par quelques confédérés, des membres de la C.G.T.U. et des autonomes. Comme conclusion à ce débat, la déclaration suivante fut votée :

La Commission administrative, ayant eu connaissance des nouvelles tentatives faites — sous le prétexte de l'unité — qui ne peuvent que faire renaître les organismes de confusion et de superfétation dont l'action dissolvante dans le passé a abouti à la scission, tient à rappeler la dernière résolution sur l'unité ouvrière votée par le Congrès confédéral de Paris 1927.

Cette motion résume, en les précisant, les résolutions votées par les Congrès confédéraux antérieurs depuis 1923, attestant ainsi la continuité de pensée et d'action de la Confédération Générale du Travail sur la reconstitution de l'unité ouvrière.

Le Congrès confédéral, relativement à l'unité, confirme la décision du Comité confédéral d'avril 1927, et en rappelle les termes essentiels :

1° L'unité ne peut être réalisée qu'à la base, c'est-à-dire dans chaque syndicat confédéré;

2° Les travailleurs désireux de réaliser l'unité doivent entrer dans leurs syndicats confédérés et les groupements professionnels dans leurs fédérations d'industrie et leurs unions départementales confédérées;

3° La rentrée dans l'unité doit être conditionnée par les règles fixées par les décisions des Congrès, les statuts de la C.G.T., les fédérations et les syndicats;

4° Le Congrès condamne à son tour toute ingérence des partis politiques et groupements extérieurs dans les manifestations de l'activité syndicale.

En ce qui concerne la liberté d'opinion, qui ne peut être en cause dans notre organisation économique, le Congrès se borne à rappeler la déclaration du Congrès d'Amiens (1906), laquelle précise :

« En ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à telle forme de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander en réciprocité de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors.

« Ces indications données, le Congrès invite les syndicats et les fédérations à faciliter la réalisation de l'unité, en écartant toute pensée de sanctions du fait exclusif de la scission. »

La Commission administrative, interprète fidèle des décisions des Congrès confédéraux, déclare à nouveau que l'unité sincère et durable de la classe ouvrière ne peut être réalisée que dans le sein de la Confédération Générale du Travail et dans les cadres des organisations qui la composent.

VIII

Dumoulin conseille de se procurer un parapluie

Dans la Bataille Socialiste *du 17 novembre, Georges Dumoulin, dans un article « A propos d'une Enquête », a donné son point de vue sur la nouvelle campagne d'unité ;*

Voyons! La Commission administrative de la C. G. T. s'est déjà émue du fait que dans un but d'information et dans l'unique dessein de servir la cause des travailleurs, la question de savoir s'il est permis de penser à la reconstitution de l'unité syndicale a été posée sous les auspices de l'organe quotidien de notre Parti.

Cette émotion est, pour le moins, prématurée et les commentaires qui l'accompagnent, ainsi que la protestation adressée au directeur de notre journal, marquent un trop grand empressement à chercher querelle sans motif.

Il s'agit d'une enquête en vue de connaître l'opinion des militants ouvriers sur le problème posé. Notre parti a le droit de faire cette enquête sans courir le risque d'être inculpé d'ingérence et sans que l'on puisse lui prêter une volonté de subordination à l'égard du mouvement syndical.

Un questionnaire a été adressé à diverses personnalités. Celles-ci répondront ou ne répondront pas. Celles qui répondront par une bordée d'injures ou celles qui traduiront leur réponse par un haussement d'épaules dédaigneux, indiqueront qu'elles font peu de cas des destinées du monde du travail.

J'ai reçu ce questionnaire; j'y ai spontanément répondu, avec l'assurance que notre Parti qui l'a placé sous ses auspices est débarrassé de toute idée d'ingérence et de tout sentiment de subordination. J'ai répondu parce que je ne connais pas de problème plus urgent et plus nécessaire à résoudre. J'ai répondu parce que j'ai le sentiment que le duel fratricide entre travailleurs a assez duré. Je ne nourris pas l'espoir de réaliser à bref délai une unité organique entre les C. G. T. rivales; cet aspect du problème n'étant, à mes yeux, que le couronnement du succès remporté par l'idée. Or, présentement, c'est à l'idée que je m'attache, c'est à elle que je réponds, c'est elle que nous voulons propager. A ce sujet, je crois que des hommes, certains hommes, qui ont vécu éloignés les uns des autres par d'effroyables malentendus, peuvent se rapprocher et s'entendre pour une tâche commune d'union. Je crois également que les masses ouvrières aspirent à ce rapprochement. Je crois aussi que le resserrement des forces patronales, les nouveaux moyens de résistance et de répression mis en œuvre par les puissances du capitalisme, l'accentuation des antagonismes entre classes, obligent à un resserrement des forces ouvrières.

Aussi, je m'étonne que la C. A. de la C. G. T. ait déjà pris position contre une idée qui va devenir naturelle. Est-ce à cause de l'origine du questionnaire? Il faudrait le regretter. Est-ce à cause de la personnalité qui a été chargée de présenter les questions posées? Il aurait fallu le dire et montrer qu'on s'attarde à la rancune personnelle et au refus de comprendre. Ceux qui se sont trompés ou ont été trompés. Je connais des domaines à l'égard desquels

on est plus tolérant, plus conciliant et où l'excessive pudeur ne trouve pas matière à s'effaroucher. Je connais des rapprochements et des contacts qui ne s'expliquent que par un goût très prononcé en faveur de la miséricorde et parce que l'on a estimé, sans doute, que tout péché en mérite.

Aussi j'aurais préféré une déclaration catégorique contre l'idée elle-même. La C. G. T. n'a-t-elle pas le droit de penser que tous les groupements rivaux et fragmentaires qui l'environnent finiront par disparaître et qu'ainsi elle est seule qualifiée pour concentrer en elle l'unité syndicale? C'est son droit de penser ainsi et elle aurait pu le dire.

Mais c'est notre droit de penser autrement et d'indiquer le chemin de l'unité aux travailleurs qui s'acharnent dans l'autonomie ou qui y vont pour se libérer de la subordination communiste ou encore parce que la vieille C. G. T. ne satisfait plus leur sentiment de classe. Pour moi, l'unité syndicale est une noble et grande tâche à entreprendre. Mais elle ne sera pas facile. Ceux qui l'entreprendront peuvent déjà préparer leur couronne d'épines et se procurer un solide parapluie pour s'abriter contre les averses. Il est dans ma destinée de courir ces sortes de risques.

IX

Une mise au point de Marthe Pichorel

*L'*Ecole Libératrice *du 22 novembre a publié la lettre suivante de Marthe Pichorel :*

12 novembre 1930.

Un ami m'a informé, hier, au Congrès des Fonctionnaires, que le bruit courait que je m'étais rencontrée deux jours auparavant avec des membres des Syndicats autonomes et de la C. G. T. U., *pour discuter du redressement de la C. G. T.* C'est complètement faux. J'ai simplement pris part, sur convocation, en compagnie d'autres membres de la C. G. T., à une réunion où a été agitée la question de *la nécessité de reconstituer l'unité syndicale, sur la base de la charte d'Amiens.*

Or, m'entretenir avec des gens qui sont directement intéressés à la question, de la *nécessité de reconstituer l'unité syndicale*, qui doit être souhaitée par tous les syndiqués sincères, je considère que c'est mon droit strict; mais m'entretenir avec des personnalités *n'appartenant pas à la C. G. T. du redressement de la C. G. T.*, cela, j'estime que ce n'est plus du tout mon droit, et c'est une inconvenance que je ne me permettrais pas.

Cette déformation de la vérité est trop grossière et trop habile à la fois pour être le fait d'une erreur; elle semble bien plutôt provenir d'une personne désireuse de me discréditer par ce procédé cher à Basile. Je ne suis pas disposée à le supporter; et je prie instamment tous les camarades qui ont pu avoir, au Congrès des Fonctionnaires, quelque écho de cette manœuvre, de m'aider à démasquer l'auteur de cette calomnie.

X

Un commentaire de Léon Blum

Après attente de quelques jours, le Populaire *a publié le samedi* 15, *la déclaration des* 22, *en la faisant précéder du commentaire suivant de Léon Blum :*

Le document que nous publions ci-dessous a été communiqué au *Populaire* par des camarades auxquels nous lie une ancienne amitié, et qui, aux heures difficiles, ont donné, tout à la fois à la Confédération Générale du Travail et au Parti, des témoignages irrécusables de leur dévouement et de leur fidélité. Il ne pouvait être question pour nous d'en refuser l'insertion. Nous aurions manqué d'ailleurs à notre rôle d'*informateurs* de tout ce qui peut intéresser la vie et l'action de la classe ouvrière et un document comme celui-ci l'intéresse au premier chef.

Mais nous n'estimons pas qu'en cette matière notre rôle se borne à l'information pure et simple. Nous conservons le droit de réfléchir et de juger, de formuler une opinion, et même, quand le souci de la cause ouvrière nous paraît l'exiger, de faire entendre un avertissement ou un conseil. Or, l'appel signé par un certain nombre de militants syndicalistes, et qui est par lui-même un événement important, nous paraît précisément comporter ces commentaires critiques.

Il faut y distingueur deux choses : l'objet que se proposent les rédacteurs de l'appel, les moyens qu'ils suggèrent en vue d'atteindre cet objet. Pas de difficulté, pas de dissidence possible sur leur but; ils souhaitent, ils appellent la reconstitution de l'unité syndicale. L'unité corporative est plus nécessaire encore à la classe ouvrière que l'unité politique, parce que la division corporative est encore plus meurtrière parce qu'elle paralyse le prolétariat dans son action de classe immédiate et continue, dans sa bataille de tous les instants contre le patronat.

Là-dessus, nulle difficulté, et je n'éprouve aucun embarras à déclarer une fois de plus, au nom de notre journal, que les vœux et les espoirs des rédacteurs de cet appel sont les nôtres. Mais dans quelle direction doit s'exercer l'effort pour être efficace? Voilà où je ne me sens plus d'accord avec eux. Ils semblent concevoir — car l'expression de leur pensée sur ce point n'est pas d'une précision absolue — la création d'une « centrale » unique, extérieure ou supérieure aux organisations actuelles à laquelle adhéreraient soit ces organisations elles-mêmes, soit une fraction croissante de leurs membres. Je continuue à penser au contraire, et mon sentiment sur ce point est partagé, je crois, par la généralité du Parti, que l'unité syndicale ne peut être recherchée et réalisée *qu'à l'intérieur du cadre confédéral.*

Je le pense, non pas seulement par affinité et sympathie avec les décisions des Congrès confédéraux, mais parce que nous avons fait à cet égard une expérience propre dont il est de notre devoir de faire profiter nos camarades syndicalistes. Nous aussi nous avons essayé, voici déjà bien des années, de reconstituer l'unité *politique* de la classe ouvrière, sur le terrain national et *international*, par des procédés de même nature que ceux qu'ils envisagent. Nous avons échoué. Nous nous sommes rendu compte, après Berlin en 1922, d'abord que l'échec était inévitable, ensuite qu'il laissait après lui toute une séquelle de récriminations et de rancunes qui reculaient encore le jour de l'unité possible.

Je devais marquer cette divergence de vues sur les méthodes aussi nettement que notre accord sur le but. Je laisse maintenant la parole aux rédacteurs de l'appel, en souhaitant que leur initiative ait produit du moins ce résultat : entretenir dans les masses ouvrières le sentiment nécessaire de l'unité.

XI

L'Unité Syndicale selon Renaudel

Renaudeel, qui s'était opposé à la publication de la Déclaration, a exposé ses raisons dans la Vie Socialiste *du* 22 *novembre :*

La Vie Socialiste a reçu, comme *Le Populaire*, une « prière d'insérer » pour une déclaration prise dans une réunion de militants syndicalistes en vue, nous dit-on, de « reconstruire l'unité syndicale ».

Le Populaire a inséré.

Nous ne croyons pas devoir prendre ici la même décision.

Les raisons que j'en donnerai sont d'ailleurs les mêmes qui m'ont poussé à m'opposer à cette publication dans le quotidien de notre Parti.

N'approuvant pas la tentative sous les formes où elle se présente, nous ne croyons pas devoir lui accorder l'hospitalité.

S'il ne s'agissait que d'information? Nul inconvénient. Mais il s'agit d'une action qui sera poursuivie. En dépit du sentiment qui l'inspire, elle apportera du trouble au sein même des organisations syndicales. Lui donner publicité, c'est, dans une certaine mesure, la servir.

Notre ami Léon Blum, après avoir consulté le Conseil de Direction du *Populaire*, l'a désavouée en même temps que publiée.

C'est une cote mal taillée à laquelle nous ne nous résolvons pas.

Si *Le Peuple*, journal de la C. G. T., publiait un appel de certaines fractions du Parti pour traiter du problème de l'unité politique, nous verrions certains de nos camarades crier à l'indiscrétion et peut-être au mauvais procédé!

Je remarque, au surplus, que la déclaration ainsi publiée apparaît assez fâcheusement commee la suite presque naturelle de cette enquête « avortée », dont nous nous félicitons, plus encore aujourd'hui qu'hier, d'avoir demandé qu'elle fût écartée.

Nous savons qu'à l'heure actuelle, dans notre Parti lui-même, ceux qui rêvent de « mots d'ordre », comme en fournit le Parti bolchevo-communiste à ses adhérents de cellule ou de syndicat, engagent une campagne sur « l'unité prolétarienne ».

Nous persistons à la prétendre équivoque.

Elle rompt avec ce sur quoi nous pensions être d'accord : L'unité prolétarienne *politique*, c'est *dans et par le Parti socialiste* que nous la voulons. L'unité prolétarienne *syndicale*, c'est *dans et par la C. G. T.* que nous la voulons, comme la C. G. T. elle-même.

Imaginer que Moscou, qui commande, puisse accéder à l'idée de l'unité et permettre à ses adeptes de poursuivre des pourparlers de réalisation, c'est jouer avec l'erreur.

Que reste-t-il? Des militants du côté bolcheviste qui n'ont point autorité pour parler au nom de l'organisation dans laquelle ils figurent encore, *mais d'où ils seront exclus* un jour ou l'autre, et par ailleurs des individualistes, socialistes ou non, dont le sentiment peut être respectable, mais qui n'ont pas davantage de mandat.

Dans ces conditions, le mieux est de dire nettement ce que l'on pense de l'entreprise, et le disant, d'agir en conséquence. Nous ne voudrions pas attiser des divisions chez les autres, quand nous ne voudrions pas en voir attiser chez nous.

Le jour où la C. G. T. nous fera savoir, par *Le Peuple*, qu'elle ne voit pas d'inconvénient à la publication de la déclaration en question et la publiera, par conséquent, elle-même, nous ferons de semblable façon. Pas avant.

Nous avons toujours proclamé que l'unité politique de la classe ouvrière était souhaitable, que l'unité syndicale, professionnelle, la précéderait nécessairement, mais qu'il fallait pour cela que disparût l'Internationale fondée à Moscou pour faire place à la Fédération Syndicale Internationale. Nous nous en tenons là, certains au surplus que le Moscou syndical de Staline n'est pas prêt à se sacrifier sur l'autel de l'Unité syndicale telle que la proposeraient les auteurs de la Déclaration « pour reconstruire ».

Et n'oublions pas que, lorsqu'on a vu apparaître dans le Parti « les reconstructeurs », c'est alors que l'unité a été brisée et que les scissions sont venues. Non, ne faisons pas aux autres ce que nous n'aurions pas voulu qu'on nous fît.

XV

Au Conseil de direction du " Populaire "

Le « Cri du Peuple » du 20 novembre a publié les deux échos suivants :

JOUHAUX AU BOUT DU FIL

Ce jeudi soir, à son domicile particulier, Blum, grippé, avait convoqué le Conseil d'administration du *Populaire*.

Quel événement important appelait ainsi les augures du Parti socialiste au chevet de l'auguste malade?

Il s'agissait de l'appel en faveur de l'Unité syndicale.

Dès le début de la réunion, Marquet, fonçant, s'opposa à la publication :

— D'ailleurs — insinua le fin Bordelais — ce ne serait pas convenable de discuter sans connaître auparavant l'avis de Jouhaux...

Et faisant un geste vers le récepteur, il fit mine d'appeler le secrétaire de la C.G.T.

Au même instant, à l'autre bout du fil, le compère Jouhaux, avec une noble patience, attendait que retentît la sonnerie.

Mais hélas! les augures, s'enhardissant pour une fois, interdirent à Marquet sa petite manœuvre.

Et quand minuit sonna, Jouhaux, immobile devant son téléphone, attendait encore...

LE RETARDATAIRE

A l'unanimité, moins la voix de Marquet, au scrutin secret et après pointage, la question de confiance ayant été posée par Blum, le Conseil d'administration vota donc l'insertion dans le *Populaire* du manifeste pour l'unité syndicale.

Au risque de percer le cœur de leurs bons amis de la C.G.T., Gaston Lévy et Marcel Mauss n'avaient fait aucune opposition!

La séance allait être levée et Blum se félicitait déjà de cette quasi-unanimité, dont il a le secret, lorsque la porte s'ouvrit violemment.

Essoufflé, rouge, fulminant, le citoyen Renaudel faisait son apparition.

Sans même prendre la peine de demander des nouvelles du grippé, le vétérinaire exhala son courroux : on avait voté sans l'attendre!

Mais il était trop tard; le vote était acquis, et déjà les typos du *Populaire* s'emparaient du maudit manifeste...

XIII

Un commentaire de " Monde "

« Monde », du 15 novembre, a reproduit la déclaration des 22 en la faisant suivre de ce commentaire :

Il serait intéressant de voir quelle attitude prendront, vis-à-vis de cette initiative, les deux Confédérations syndicales nationales et les Partis — communiste et socialiste — qui sont à côté d'elles. *Monde* suit avec sympathie tout effort sérieux vers l'unité, surtout sur le terrain syndical, où elle est peut-être moins utopique. La résolution que nous publions contient de très bonnes choses, et une tout à fait mauvaise : la barrière qu'elle voudrait poser entre le Parti politique et le mouvement syndical.

Nous souhaitons qu'au cours de l'action pour l'unité cette position purement syndicaliste soit dépassée.

LE CAPITALISME DANS UN SEUL PAYS

Dix mois aux États-Unis

Un voyage de dix mois est insuffisant pour autoriser un jugement général et définitif sur une contrée. S'opposant au désir de connaître et de comprendre, à la sympathie pour tous les compartiments nationaux de l'activité humaine, les difficultés matérielles de l'étude ne permettent que d'exposer à grands traits les points saillants et les questions brûlantes. Encore reste-t-il à demander indulgence pour toute erreur matérielle ou appréciation hâtive.

Le milieu

On ne saurait parler du peuple américain sans rappeler les conditions géographiques et historiques de son développement. Une double impression : espace et jeunesse.

De Los Angelès à New-York, il y a la même distance que de Madrid à Moscou, 5.000 km., avec les différences correspondantes de climat.

120 millions d'hommes vivent sur 8 millions et demi de kilomètres carrés : densité kilométrique : 14 (France, 72; Belgique, 250).

Le niveau de vie, élevé par rapport aux contrées surpeuplées de l'Ouest de l'Europe, s'explique en partie par ce très faible chiffre de population sur un sol riche de possibilités agricoles et minières.

D'autre part, dans une telle étendue, bien qu'il n'y ait qu'un seul gouvernement fédéral, une seule langue, une seule unité économique (pas de douanes intérieures et encore moins d'octrois), la diversité des mœurs et des conditions de travail reste grande.

Le Sud comporte la région entre la côte et le Mississipi, au sud de Washington; ce sont les Etats confédérés esclavagistes de la guerre de Sécession. Il compte approximativement 25 millions d'habitants. Il n'a participé que de loin et tardivement à l'essor industriel, et les caractéristiques « américaines » s'y appliquent très mal : c'est une très grosse exception.

L'Est, qu'on devrait appeler Nord-Est, est la vieille région industrielle avec les plus grandes villes : New-York, Philadelphie, Boston, Chicago.

L'Ouest comprend l'autre côté de la plaine du Mississipi, les Montagnes Rocheuses et la côte du Pacifique.

Les genres de climat sont nombreux, généralement excitants à cause de la sécheresse et des grandes et brusques variations de température. Le Sud est énervant en été par sa chaleur humide.

Si l'on fait exception des Etats situés le long de l'Atlantique, le pays a moins de cent ans : tout y est neuf. La population a doublé dans les quarante-cinq dernières années. L'histoire nationale n'existe presque pas et, s'il y a une tradition nationale, elle est d'entreprise et de progrès technique constant.

Conditions de vie

Le salaire moyen national, hommes et femmes compris, est de 30.000 francs par an, avec des variations considérables.

Le salaire syndical des peintres en bâtiment, à Chicago, est 1 dollar 75 de l'heure (1), soit 350 fr. par jour de 8 heures (semaine de 5 jours). Mais un journalier agricole nègre en Alabama reçoit par mois 12 dollars en argent, et quelques livres de lard et de farine de maïs, évaluées 4 dollars; son salaire journalier net ressort à 15 francs.

Tout le bâtiment de New-York gagne de 250 à 350 francs par jour, quand il travaille. Mais une grande usine de Marion (Ohio) embauchait en septembre à 12 cents 1/2 de l'heure, soit 1 dollar par jour, ou 25 francs, et les embaucheurs refusaient du monde. Voilà pour les extrêmes.

Un ouvrier agricole de l'Ouest gagne de 50 à 75 francs par jour en été, et nourri.

Ford paie les ouvriers du convoyeur — la chaîne — 150 francs par journée de 8 heures pendant les 90 premiers jours, puis les met à 175. Ford travaillait cinq jours par semaine en février 1930, quatre en août, probablement trois cet hiver.

Les mineurs syndiqués de l'Illinois gagnent 202 francs par jour, pour 150 à 200 jours de travail par an. Ceux du Sud, non syndiqués, reçoivent à peu près 100 francs par jour.

Les ouvriers du textile du Sud touchent de 45 à 50 francs par jour.

Voilà pour les conditions courantes.

Le prix des aliments au marché est à peu près celui de France; le prix des restaurants est légèrement plus élevé. A l'exception du Sud, la dépense d'alimentation dans un ménage ouvrier est de 25 à 35 % d'un salaire normal, contre 60 à 75 % en France. Le logement prend une part beaucoup plus importante; il est confortable, mais cher. Il est courant de voir salle de bains, tapis sur parquets vernis, téléphone, T.S.F., chauffage central, glacière ou frigidaire, machines à laver électriques ou à moteur, aspirateurs, quelquefois fourneaux électriques pour la cuisine. A l'exception des très grandes villes où les transports en commun restent plus pratiques et moins chers, chaque famille ouvrière et paysanne a son automobile et la fait rouler généreusement.

La femme mariée, mère de famille ou non, travaille peu en usine. L'organisation de la vie dans les villes (60 % de la population vit dans les villes) et l'aménagement intérieur de la maison rendent la tenue du ménage extrêmement facile et rapide. Quant aux enfants, 8 % seulement de ceux entre 10 et 15 ans travaillent pour un salaire, et encore, plus de la moitié sont-ils occupés dans les fermes.

La question ouvrière

Indépendamment de l'abondance des ressources naturelles, ce niveau de vie est dû à une plus grande productivité du travail, à l' « efficiency ». Beaucoup plus de force motrice, plus de spécialisation, une plus grande vitesse manuelle.

La journée de travail reste pratiquement de 9 heures, avec un arrêt d'une demi-heure à midi pour un lunch léger. Quand il est rentré, l'ouvrier américain prend un bain, se rase, se change; on mange vite et de bonne heure pour avoir la soirée à soi; le plus souvent la famille se disperse. Les distractions sont peu nombreuses en dehors du cinéma; l'équivalent du café

(1) 1 dollar = 25 francs.
1 cent = 0 fr. 25.

n'existe pas, mais on organise de nombreuses « parties » entre amis.

Au travail, la cordialité semble générale entre employeurs et employés; on ne tutoie pas en anglais, mais les chefs appellent l'ouvrier par son prénom et on peut voir un apprenti de 16 ans appeler Hubert ou Guy un patron de 50 ans, peut-être millionnaire.

Le goût du travail rapide, la recherche de l'économie de temps, par de bons montages, par la simplification des gestes, par la dépense musculaire même, est absolument dans les mœurs ouvrières. Les flâneurs doivent être rares. Le nombre des outils ordinaires est beaucoup plus grand qu'ici : les camions des monteurs du téléphone Bell sont de petits arsenaux qui laissent loin derrière la charrette à bras des P.T.T.

Le sentiment de classe est peu développé. Une raison en est que, il n'y a pas très longtemps, dans certains coins, l'existence, la survivance pure et simple, la lutte directe contre la nature était le principal problème. Ceux qui s'en sont tirés et se sont établis là ont encore le sentiment de la solidarité passée. Les 200.000 Indiens n'ont jamais accepté de travailler pour l'homme blanc; il n'y a pas eu exploitation d'une race vaincue, comme dans les colonies, mais mise en valeur par les pionniers. Et, pour des défricheurs, capitalisme et prolétariat n'ont guère de sens.

De l'esprit du pionnier, de ses espérances, il reste encore beaucoup. A Springfield (Illinois), dans les houillères bitumineuses, un camarade me disait, en parlant de ses compagnons de travail : « Il n'y en a pas un qui soit mineur ». Et, comme je m'étonnais : « Oui, ils travaillent seulement à la mine, en attendant l' « opportunity » qui les fera riches. » Et cette « opportunity » de l'Ouest, le réconfort et l'excitation de ce mirage sont l'opposé de la morne désespérance qui est la partie négative du sentiment de classe, dans les vieux pays capitalistes.

Dans l'Est, la société semble commencer à se fermer, et le Sud a toujours été féodal. Il y a un prolétariat qui ne peut s'élever qu'exceptionnellement, qui croit de moins en moins à la solidarité dans la prospérité, et qui nait à la conscience de classe.

La crise actuelle

Ces dehors de prospérité ne correspondent pas à un état de quiétude, d'équilibre, et le pays traverse une crise profonde, durable, dont le krach d'octobre 1929 n'a été que la révélation, mais non la cause. Attaque générale contre les salaires, constamment démentie, ce qui suffirait à prouver sa réalité; 6 à 8 millions de chômeurs (1); Frigidaire travaille deux jours par semaine, National Cash Register, en deux mois a baissé une fois de 5 % et une fois de 10 % certaines catégories. D'un bout à l'autre du pays, le long des routes en ciment, des milliers de chômeurs se déplacent, sans argent, pour chercher du travail.

A Detroit, « avec les premières morsures de l'hiver, 21 millionnaires se réunissent avec le Maire pour décider comment ils pourront aider les 75.000 sans-travail de la ville.

« Participaient à la conférence : Edsel Ford (le fils de Ford), Chrysler (automobiles), les frères Fisher (carrosseries).

« G. Roosevelt, banquier, président du Comité municipal de chômage, annonça que la proposition de la municipalité aux industriels, de procurer des emplois à 25.000 chômeurs *en réduisant les heures des ouvriers encore au travail* (1), avait reçu l'approbation générale.

« L'entrée de l'industrie dans le plan de secours culminait une semaine d'efforts remarquablement efficaces en vue d'atténuer le chômage avant le début de l'hiver. Le Maire, Murphy, qui n'est en fonctions que depuis peu, est à la tête du mouvement. Il a établi des bureaux de registration aux points stratégiques de la ville et invité chaque chômeur à demander de l'aide.

« Par la T.S.F. et les journaux, on a propagé les appels à l'aide pour les 12.000 personnes actuellement dans le dénuement.

« Les enfants des écoles apportent dans leur classe les effets et les chaussures usagés. Les dons en argent affluent. Les forces de police se sont engagées *spontanément* (2) à verser des sommes allant de 25 francs par mois pour les simples agents, à 875 francs pour les directeurs des services. » (*United Press*, 1er octobre).

On remarquera l'ardeur d'un maire fraîchement installé et cette utilisation originale de la police dans les crises industrielles. Il reste probable qu'à Detroit, ville de 1.400.000 habitants, le chômage est encore plus étendu que la dépêche ne le dit.

Le fordisme est caractérisé par une production intensive donnant de hauts salaires dont le réemploi, savamment excité et dirigé par la réclame, assure l'écoulement des produits et ferme le cercle de la prospérité. Le fermier (3) a absorbé, sous forme de machines, d'outillage, d'habitations, de voitures, une masse de produits industriels de cinq à dix fois plus forte qu'en France. Mais actuellement, la crise agricole a réduit sa faculté d'achat. L'industrie doit se tourner vers l'exportation; formidablement protégée chez elle, elle doit, dès qu'elle veut aborder le marché mondial, lutter à égalité avec les vieux pays européens, où un capitalisme plus timoré, mais plus âpre au gain, a su maintenir un très bas niveau de salaire pour son prolétariat. Quelques industries peuvent exporter en grand, à cause de leur remarquable avance technique : automobile, mécanique, cinéma. Les autres doivent, ou pratiquer le dumping, ou comprimer les prix de revient. Le dumping ne serait possible que pour des monopoles ou des konzern; réduire le prix de revient, c'est, sûrement, réduire les salaires. On cherche à développer parmi la classe ouvrière un ressentiment contre le copain d'Europe, qui brise les salaires dans le monde. L'argument est impérialiste; on n'aurait pas à le produire, si le marché intérieur se suffisait à lui-même.

Parallèlement, on lutte contre le gaspillage, qui est grand (commission Hoover), et on cherche à réduire le coût de distribution, qui est très élevé, à la fois par mauvaise organisation (déformation gigantique (4) et par profits exagérés de l'intermédiaire, le middleman.

Il y a une baisse marquée des prix de gros. Les valeurs industrielles ont baissé des deux tiers en un an. Les petits spéculateurs — et la spéculation est

---

(1) Le gouvernement dit 2 millions 1/2 mais sans détails, et personne ne prend au sérieux le bluff rendu nécessaire par la proximité des élections.

(1) C'est le traducteur qui souligne.

(2) C'est le traducteur qui souligne.

(3) En Amérique, « farmer » — le fermier — désigne le cultivateur.

(4) En Montana, le blé se vendait, en août, 50 francs le quintal, mais le pain s'achetait 4 fr. 80 le kilo. Ici, l'année dernière, le blé valait 150 francs et le pain 2 francs le kilo. La raison? Le blé est remis à l'élévateur local, qui, par un courtier, le vend à un grossiste de Minneapolis (1.400 km.); il passe au moulin, puis à l'usine de panification; le pain revient en Montana à travers des courtiers, mais avec une marque, et dans du papier sulfurisé. C'est le « service ». Ajoutons qu'il est généralement moins coûteux.

presque universelle — qui croient qu'il est moral et méritoire de jouer à la hausse, ont été râclés jusqu'à l'os, tant dans le grand krach d'octobre 1929 que dans les diverses baisses de cet été. Une estimation fixait à 8 % du montant de la fortune nationale les sommes qui, en octobre 1929 seulement, sont passées des mains des petits et moyens porteurs dans celles des « géants » de la finance et de l'industrie. Eux savaient l'insécurité économique et l'importance de l'enflure des cours; Chrysler n'a pas de scrupules à jouer à la baisse sur les actions de ses propres établissements.

En face de cette concentration financière et industrielle, avec plus qu'une menace d'appauvrissement pour la classe ouvrière, que font les syndicats?

L'action syndicale

L'American Federation of Labor ne groupe guère plus de 3 millions d'ouvriers sur 30 millions. Son objectif est la défense ou l'augmentation des salaires, et l'amélioration des conditions de travail, mais dans le cadre capitaliste et avec des moyens quelquefois très capitalistes. La corruption y est grande, les salaires des fonctionnaires très élevés : 200, 300, et même 400.000 francs par an; une belle carrière! Green, le président, est un ancien sénateur. Le Congrès National annuel vient de se réunir à Boston : le président Hoover y est venu faire un discours. Imaginez Doumergue à un congrès confédéral!

Dans les écoles d'immigrants, les manuels enseignent officiellement aux nouveaux débarqués qu'il est bon d'appartenir à un syndicat, mais détestable d'être anarchiste. De temps en temps, on apprend qu'à New-York ou Chicago, un secrétaire de syndicat a fait chanter un patron en le menaçant d'une grève, ou bien que le patron a pris l'initiative du pot-de-vin pour faire calmer une effervescence dans ses chantiers.

Mais il n'en reste pas moins que c'est la classe ouvrière qui est dans les syndicats. Si elle pense beaucoup au salaire, on ne saurait le lui reprocher : il n'y a rien de malsain là-dedans. Le terme d'aristocratie ouvrière employé souvent ici pour désigner ceux qui ont de hauts salaires, est assez mal choisi, car ces camarades ont toujours, du prolétaire, la dépendance et l'insécurité : la crise actuelle le montre assez. Il y a eu, dans l'histoire du pays, des grèves terribles, extrêmement dures et longues, avec une solidarité remarquable. L'éducation révolutionnaire n'est assurément pas celle de l'Allemagne, mais le sentiment de révolte existe.

Le Parti communiste n'a pas su pénétrer l'organisation existante, ni en créer une autre, massive. Il y a quatre ans, à un Congrès fédéral des mineurs de l'Illinois, un tiers des délégués étaient communistes : ils avaient l'oreille de l'assemblée et dominaient les débats. Cette année, plus un seul délégué communiste, personne pour tenter un redressement. On se fabrique avec l'expulsion une couronne de martyr, mais le contact est quand même rompu. Le Parti a organisé des syndicats rouges reliés à l'I.S.R., puis il a cru faire une grande manœuvre d'enveloppement en réunissant dans la T.U.U.L. (la Trade-Union Unity League) tous les groupements syndicaux mécontents du bourgeoisisme de l'A.F. of L. Un espoir d'élargissement. Mais, aussitôt après la constitution, il a fait expulser tous les éléments qui n'étaient pas orthodoxes.

Le Parti socialiste est très peu ouvrier; le Parti communiste, avec une base prolétarienne, est attaqué durement et sans répit, non en proportion de ce qu'il est, mais en proportion de ce qu'il pourrait être. Tout à la rhétorique de la « 3e période », il s'étonne de bonne foi que la double crise industrielle et agricole n'ait amené jusqu'ici aucune réaction anticapitaliste profonde.

La crise agricole

Quoique l'agriculture, à cause de son caractère délicat et changeant, soit encore, pour peut-être les quatre cinquièmes, sur une base familiale, la crise y est ancienne et profonde. Les mêmes idées de production massive y ont été développées. La surface moyenne des fermes y est trois ou quatre fois plus considérable qu'ici, et on ne travaille que le meilleur et le plus facile. La machinerie et l'outillage y sont accumulés à profusion : j'ai vu une machine à traire mécaniquement pour une écurie de 4 vaches, et encore y en avait-il une qui ne pouvait pas supporter les suçoirs en caoutchouc. Je suis sûr qu'on trouverait des cultivateurs qui ne se sont jamais servis d'une pioche, ni d'une faux. Le gouvernement a une armée de professeurs d'agriculture, d'experts, d'agents pour l'extension, capables et pratiques, en contact cordial et constant avec le fermier. La production par tête est énorme.

La guerre a été une source de profits inespérés pour le fermier américain, en assurant l'écoulement instantané, à des prix fabuleux, de toute espèce de récoltes. La paix, avec la reprise de la production européenne normale, a été le commencement de la ruine.

Le blé, qui valait 210 francs le quintal en 1919, vaut maintenant 90, rendu à Chicago, et 50 en Montana; le reste à l'avenant. En même temps, les prix des produits industriels continuaient à monter lentement, dessinant les « ciseaux ». La valeur de la terre, calculée sur les bénéfices exceptionnels et enflée par la spéculation, avait atteint des hauteurs insensées. Avec la chute des cours, la valeur des fonds a baissé de moitié au moins, et couramment des deux tiers. Pour la seule année 1926, les économistes officiels estimaient la dépréciation à 54 milliards de francs, 1/6e du produit brut des récoltes.

Le régime de l'exploitation directe est le plus fréquent : un jeune homme achète une ferme et un cheptel, emprunte à la banque sur hypothèque, — taux 10 % — travaille dur, et rembourse l'hypothèque sur ses profits. Pas de profits, et l'hypothèque reste entière. Mais la valeur du fonds baisse chaque année, durant dix ans; alors on arrive à ce paradoxe d'une hypothèque plus élevée que le gage : 32.000 dollars d'hypothèque pour 25.000 dollars de fonds, dans un exemple.

Quelquefois le fermier est un philosophe aimable à qui cette situation semble lourde, et la faillite légère; il expose ses ennuis au tribunal, et disparaît en tant qu'économie privée. La banque vend, mais ne retrouve pas toujours tout son argent. D'où 5 à 600 faillites de banques locales chaque année. D'où encore, un arrosage financier des régions agricoles par les banques de New-York, et une concentration bancaire qui détruit le localisme antérieur. La traduction démagogique de ce fait — fasciste, dirait-on ici — se trouve dans l'expression courante que tout le mal vient d'un Est diabolique, ou même des Juifs. C'est pittoresque, et commode.

Un collègue me disait, en me montrant ces fermes, que leurs propriétaires nominaux ne possédaient plus : « Cette contrée est surcapitalisée » (overcapitalised) voulant dire qu'à ce degré, la terminologie, la morale et la philosophie propriétistes commencent à paraître communément absurdes. J'ai entendu souvent dire en riant : « This is the best country to be broke. — ce pays est le meilleur au monde pour être fauché ». Et c'est vrai, parce qu'il y a des milieux, des courants, qui ont rejeté les valeurs bourgeoises,

et qui cherchent à se construire une philosophie réaliste et humaine.

La difficulté de la situation agricole se traduit par les pitoyables variations de l'attitude du gouvernement. Après avoir endossé le fordisme et poussé à la production durant des dizaines d'années, il est arrivé à faire déclarer cet hiver par ses organismes : « Vous produisez trop de blé, trop de maïs, trop de coton. Ayez un grand jardin, cuisez votre pain, salez votre lard, mais réduisez vos ensemencements. » Le cercle fordiste ne se referme plus, quand on ne peut pas vendre à cause de la surproduction : L'homme n'a pas deux estomacs, et, quand la culture américaine produit plus de céréales et de viande que le public américain n'en peut physiquement consommer, elle est obligée d'exporter. Le marché mondial est encombré, il faut payer frets et droits de douane. Le prix net d'exportation ressort très bas, le prix intérieur le suit, glissant bien au-dessous du prix de revient calculé d'après le niveau de vie américain dont on était si fier.

Et quand on voit les hurlements de la presse européenne contre les exportations — le dumping qu'ils disent — américaines et soviétiques, on est bien amené à penser que, pour des raisons parallèles, le capitalisme dans un seul pays n'a pas plus de chances de succès que le socialisme dans un seul pays, et que rien ne saurait être, dès maintenant, que mondial.

Intérieurement, le capitalisme américain cherche à remédier à la surproduction et au chômage dans les branches anciennes par la création de nouvelles industries : il y a vingt ans, l'automobile pour tous; il y a quinze ans, le cinéma; puis la T.S.F., la mécanisation de la tenue du ménage, le tourisme, et on pourrait même ajouter l'instruction plus largement répandue. Et malgré cela, malgré les restrictions sévères à l'immigration, le chômage subsiste. Il faut regarder le marché mondial.

Le pays de Monroe, de « l'Amérique aux Américains », possède les Philippines, Hawaï, Porto-Rico, Cuba, s'intéresse à Saint-Domingue et Haïti, s'infiltre en Amérique du Sud, finance les industries allemandes et italiennes, engage des guerres de tarif avec le Canada, l'Allemagne, l'Italie, la France et la Suisse. Et quel intérêt, quelle sympathie pour la Chine! quel intérêt aussi pour les réalisations soviétiques!

La question nègre

Il y a aux Etats-Unis dix millions et demi de nègres qui sont les descendants des esclaves libérés après la guerre de Sécession; la plupart vivent encore dans les Etats du Sud, où ils travaillent surtout à la culture du coton. En droit, ils sont politiquement les égaux du blanc; mais je suis passé dans un comté d'Alabama où ils étaient onze fois plus nombreux que les blancs, et pourtant n'occupaient aucun poste électif : on ne les laisse pas voter. Pour les élections fédérales, les deux partis briguent leurs voix; elles vont en général au parti républicain, dont le fondateur, Lincoln, fut leur libérateur. Les blancs du Sud, au contraire, votent démocrate : c'est le « solid South ».

Leur condition est bien au-dessous de la moyenne nationale : 16 à 25 francs par jour dans la culture, 40 à 45 dans les usines. Certains ne font qu'un repas par jour, parce que, m'expliquait-on, « ils sont résistants comme les bêtes. » Ecoles séparées, de pauvres petites baraques mal entretenues, places spéciales dans les tramways, dans les autobus (au fond, là où on est secoué), wagons et salles d'attente spéciaux; quartiers spéciaux dans les villes, même à Los Angelès, dans l'Ouest. Il est interdit à un nègre de louer ou de bâtir dans un quartier blanc, parce que cela ferait baisser le prix des loyers!

Pourquoi cette oppression? Parce que, dit-on, ils sont d'une race nettement inférieure, et qu'il serait dangereux pour les blancs de se les assimiler, socialement ou sexuellement. Les mariages inter-raciaux sont légalement interdits. Les femmes blanches affichent pour les nègres une horreur totale. Quant aux hommes blancs... Vous n'imaginez pas le nombre de métis et quarterons qu'on peut rencontrer, au point qu'on en arrive à remarquer un noir pur.

Une intellectuelle nègre, militant pour sa race, et prenant la parole à la fin d'un dîner, débutait ainsi, montrant ses mains, presque blanches : « Vous voyez mes mains? Qui les a blanchies? » signifiant ainsi, avec amertume, que son père et son grand-père, au moins, étaient des blancs.

Si un nègre est accusé d'avoir violé une blanche, ou seulement essayé, — et la valeur de l'accusation est souvent douteuse — il a de fortes chances d'être arraché de sa prison avant jugement, et pendu ou brûlé selon la coutume de Lynch. 29 cas cette année déjà, dont un à Marion (Indiana) dans un des Etats qui ont lutté pour supprimer l'esclavage! Par contre, on a condamné à mort cet hiver à la Nouvelle-Orléans, un blanc convaincu d'avoir tué une jeune fille nègre qui se refusait : mais c'était la première fois, dans l'histoire du Sud, qu'on condamnait à mort pour un tel fait.

Les blancs dans le Sud, en partie à cause de l'exploitation subie par les nègres, sont loin d'avoir, quand ils ne sont pas des bourgeois, le niveau de vie qu'ils auraient dans le reste de la contrée. Certains sont des dégénérés, les « pauvres blancs du Sud ». C'est une satisfaction psychologique pour eux que de se considérer fort au-dessus du nègre, et c'est une nécessité économique que de supprimer la compétition à égalité avec le nègre, souvent plus adroit et plus fort. Aussi sont-ils les zélés partisans de l'oppression de race et exécuteurs des lynchages.

Une des tâches entreprises par l'I.S.R. est de grouper blancs et noirs dans les mêmes syndicats. Mais le préjugé est si fort, on craint tellement de le heurter de front, que des propagandistes communistes, parlant en faveur de l'organisation unique, coupaient la salle en deux par une corde, blancs d'un côté, noirs de l'autre. Semonce indignée de l'I.S.R., mais il faut reconnaître que la lutte est extrêmement dure. A Gastonia, on demandait aux syndiqués blancs entrant dans le syndicat communiste s'ils étaient déjà affiliés à quelque autre organisation; beaucoup répondaient : « Oui, au Ku-Klux-Klan », l'organisation terroriste anti-nègre. La nécessité ressentie de la lutte syndicale commune ne pouvait tuer instantanément le préjugé de race.

Le bas niveau de vie des noirs et des blancs a été mis a profit par l'industrie houillère, métallurgique et textile, qui s'est transportée ou développée récemment dans le Sud pour y trouver une main-d'œuvre meilleur marché de 30 à 40 %, échapper aux Unions, puissantes dans le Nord, et établir l'open shop. Elle s'allie naturellement au féodalisme rural pour entretenir la division des races.

C'est là la raison économique du lynchage : on veut maintenir les nègres dans la pauvreté (Keep them down). Le travail est dur et le climat anémiant dans les plantations du Sud, et un salaire assez élevé pour y attirer la main-d'œuvre, celle qui peut encore discuter un tarif, rendrait la production trop onéreuse et la vente impossible.

Le capital industriel du Nord se livre à la colonisation du Sud; mais, en même temps qu'il profite de l'oppression pour augmenter la plus-value, il développe un prolétariat industriel plus aisément porté

à lutter pour l'égalité des conditions, et à s'intégrer au mouvement ouvrier. Sans le vouloir, et indirectement, il travaille à libérer le Sud.

Les partis politiques

Il ne faut pas attendre des partis politiques qu'ils prennent sur ces questions, ouvrière, agricole et nègre, une position nette. On pense assez communément ici que les démocrates seraient plus libéraux que les républicains; dans l'ensemble, ce serait plutôt le contraire. Naturellement, dans un pays si grand, avec les complications locales, les changements économiques rapides, les partis sont d'admirables caméléons. Il est pourtant possible de dire très en gros que les républicains sont plutôt partisans de la grosse industrie, protectionnistes, anti-esclavagistes, en bons termes avec les syndicats, « secs » (prohibitionnistes) puissants dans le Nord et dans l'Ouest, et protestants; tandis que les démocrates seraient plutôt agricoles, partisans de droits de douane modérés, anti-noirs, anti-syndicaux « humides » (retour à l'alcool) puissants dans le Sud, et catholiques.

Le père de Hoover était un forgeron de village, et son concurrent Al Smith était né dans les plus pauvres quartiers de New-York; et leurs noms sont employés sans discrétion pour personnifier les possibilités démocratiques individuelles qu'offre le pays, ou plutôt qu'il offrait.

Dans la politique, les enfants terribles sont nombreux; les mots d'ordre concrets, les révélations à effet sont fournis en vrac. Le sénateur Borah, cet hiver, posait la question : « Que choisissez-vous? de plus gros canons, ou des maisons plus confortables? » Hoover lui-même, dans un message au Congrès, déclarait que les dépenses militaires et navales pour 1929 (18 milliards) « dépassaient celles des nations les plus hautement militarisées dans ce monde » (1). Essayez de tirer le même aveu du jésuitisme geignard de « nos » hommes d'Etat. Je n'ai pas rencontré un Français là-bas qui ne m'ait dit que l'Amérique était le pays de l'hypocrisie. Cela doit tenir à ces contrastes violemment exposés; car j'ai trouvé les Américains très directs, et surtout dépourvus de fausse amabilité.

Il est un fait qu'on peut trouver dans les journaux américains — je ne parle pas des tout petits « canards » locaux — des renseignements objectifs sur la situation économique du pays, et surtout sur le monde entier, infiniment plus que dans la presse française. Le *Times* de New-York est un journal remarquable, complet, et pourtant aisé à lire. Les bibliothèques publiques existent absolument partout, sont richement fournies, très accueillantes, et largement utilisées.

La grosse majorité des Américains ont été très impressionnés par la dernière guerre, et, d'une manière un peu naïve, ignorant les impérialismes, s'efforcent d'espérer en une paix durable. Mais il y a un mouvement nationaliste.

L'American Legion, sous prétexte de grouper les anciens soldats, a couvert le pays de son puissant organisme de défense bourgeoise. Quand j'étais à Alhambra (Californie), la section locale fit un jour un essai de mobilisation : sur un coup de téléphone général, elle groupait 300 hommes en 15 minutes, tous avec auto ou camion — on ne parle pas des armes; c'est pour le cas de catastrophes naturelles, quelque chose comme les tremblements de terre et les incendies de forêts, qu'ils disent. C'est le pays qui retient en prison Mooney et Billing innocents, et il faut du courage physique pour y militer. L'activité de l'American Legion est très variée. Dans un petit coin de Wyoming, elle était arrivée à empêcher les libraires de vendre « *A l'Ouest, rien de nouveau* », parce que cela aurait affaibli le sentiment patriotique. C'est presque une organisation gouvernementale, avec quartier général à Indianapolis, dans une sorte de palais.

Les Filles de la Révolution Américaine (Daughters of American Revolution D.A.R.) parsèment le pays d'inscriptions historiques pour tâcher de créer une légende nationale. Les recherches généalogiques, surtout dans l'Est, sont très en honneur; mainte famille bourgeoise tend à établir ses quartiers d'ancienneté américaine, j'allais dire de noblesse.

Jusqu'à maintenant, la supériorité culturelle d'une bonne part des classes dirigeantes est assez faible. D'ailleurs, on apprécie généralement la beauté physique, l'élégance, la sociabilité facile plus que la culture, la finesse, ou la réserve aristocratique. L'élévation rapide des actrices de cinéma dans l'échelle sociale est assez caractéristique. Un film susceptible de faire de l'argent ne doit pas dépasser le niveau intellectuel d'un enfant de douze ans; mais l'excitation sexuelle y tient, en contraste avec le puritanisme officiel, une fort grande place; elle est presque exclusive dans le « burlesque », une sorte de music-hall « pour hommes seulement ».

Les relations des hommes avec les femmes sont au moins aussi loin d'un équilibre qu'elles peuvent l'être ici; on commence à attribuer à leur caractère défectueux l'accroissement des maladies nerveuses. La morale puritaine, aggravée de dures considérations capitalistes, a donné de pauvres résultats. Point de « coureurs de dot », mais inversement, nombre de jeunes femmes recherchent, non le mari, mais les dollars qu'il fait par mois, quittes à divorcer ensuite, et à se faire donner une confortable pension, jusqu'au tiers du salaire quand il n'y a pas d'enfants. Les femmes sont fort actives dans la vie publique : députés, sénateurs, membres des commissions scolaires, largement responsables de la prohibition, de l'activité religieuse, de la propagande belliciste pendant la guerre, écrasante majorité dans le corps enseignant, groupées dans d'innombrables clubs de femmes jusque dans les plus petites bourgades.

Les enfants, encore nombreux chez les immigrants, le sont beaucoup moins chez les vieux occupants. L'excitation à produire et à consommer conduit pratiquement à l'idée de « contrôle des naissances. » Mais les enfants, du bébé à l'adolescent, sont entourés de soins rationnels et sont remarquablement beaux. L'attention étroite que les organismes sociaux donnent à l'individu, par-dessus la famille, si elle est étouffante dans le domaine intellectuel, fournit d'excellents résultats dans les questions d'hygiène. Les sports tiennent une grande place dans la vie scolaire.

Plus de la moitié des enfants vont à l'école supérieure jusqu'à 17 ans. On dépense généreusement pour le matériel et les bâtiments — exception, naturellement, pour les nègres. — Le temps a manqué un peu pour former un corps enseignant d'une grande valeur culturelle : 300.000, sur 600.000 membres, n'ont aucune préparation professionnelle au-delà de l'école supérieure, quelque chose comme un

---

(1) Il était injuste pour son pays : 18 milliards pour 120 millions d'Américains. Ici : 12 milliards pour 40 millions de Français, donc charge apparente par tête deux fois plus forte; si l'on tient compte du prix de la vie, quatre et cinq fois plus forte. Le militarisme américain immobilise environ 200.000 hommes, contre plus de 500.000 ici, donc proportionnellement 10 fois moins. S'il coûte globalement plus cher, cela tient à l'équipement très industrialisé, à l'importance de la flotte, aux salaires des soldats, tous engagés (25 fr. par jour contre 5 sous ici). La France est certainement gratifiée d'un militarisme beaucoup plus onéreux. Il faut noter qu'Hoover est un quaker, et que les quakers sont admis comme conscientious objectors en cas de guerre.

brevet simple qui comporterait du ménage, du sport, de la musique de fanfare, du théâtre de société, l'aptitude à gagner de l'argent pendant les vacances, et à se faire considérer comme une cellule responsable dans le corps social. La jeunesse constitue un monde à part, jalousement autonome, bouillonnant, et quelquefois iconoclaste. Les mariages se décident sans intervention de la famille.

Dans les Universités d'Etat de l'intérieur, 50 % des étudiants sont des fils de cultivateurs; je voudrais pouvoir mettre en regard le chiffre correspondant pour les Universités françaises; peut-être 2 %? A peu près la moitié des étudiants ne reçoivent aucune mensualité de leurs parents et travaillent pour payer leurs inscriptions et s'entretenir; ils en sont fiers, et l'opinion publique, scolaire et extérieure, leur est absolument favorable. Ici, la bourgeoisie soutient son monopole de fait en organisant le mépris envers l'étudiant pauvre : qui oserait être plongeur, ou balayer les rues, ou laver des voitures, pour payer des inscriptions de droit? On peut dire que le capitalisme américain agirait différemment si ces jeunes gens devaient, en masse, devenir dangereux pour lui, et qu'il a besoin de leur éducation technique.

Le sentiment communautaire

Une des caractéristiques des petites villes est la force du sentiment communautaire. C'est à la fois très efficace dans le domaine courant, en suscitant les initiatives, en améliorant la vie quotidienne, en agrandissant et embellissant les cités, et très étouffant pour le malheureux « ennemi du peuple » qui pense autrement que la communauté. Les petits hebdomadaires vivent en partie sur ce sentiment, et le cultivent; les entrepreneurs, banquiers et commerçants locaux en font autant. Mais tout se centralise, et ce localisme est miné par les concentrations économiques à l'échelle nationale. La question des « chain-stores », — magasins à succursales multiples, — et des « chain-banks ») est un sujet de controverses continuelles. Elles sont un progrès indiscutable dans la distribution, on les voit partout, et elles se développent même dans la crise actuelle, qui gêne tant le petit commerçant. Mais leurs gérants, mal payés et instables, ne subventionnent ni les églises, ni les partis, ni les sociétés locales.

Les Chambres de commerce

Toutes ces villes ont leur Chambre de Commerce, organisme très vivant et efficace. D'abord, elles organisent et surveillent le développement de la cité; puis, agents d'affaires et capitalistes, de passage ou désireux de s'installer, peuvent y trouver tous les renseignements désirables et une aide cordiale. Leur réseau couvre absolument le pays. Ajoutez à cela les « Rotary Clubs » et « Kiwanis Clubs » destinés à mettre en contact tous les hommes d'affaires, concurrents compris. Et vous penserez que les Bourses de Travail, que Pelloutier voyait couvrir le pays, établir des connections harmonieuses dans le monde ouvrier, et contribuer à renverser le patronat, le capitalisme américain a su les réaliser, pour le but inverse, dans ses Chambres de Commerce.

La prohibition

La question de la prohibition est devenue très grave. Le 18e amendement à la Constitution a interdit la vente du vin, de la bière et des alcools. Il semble avoir couronné trop tôt une longue campagne anti-alcoolique. Il a eu pour heureux effet de supprimer le « saloon », l'assommoir où l'ouvrier buvait toute sa paye dans la nuit du samedi; incontestablement, la classe ouvrière en a bénéficié, surtout dans ses couches les plus pauvres. Mais par ailleurs, tous ceux qui ont beaucoup d'argent ont offert des prix exorbitants pour l'alcool de contrebande. La demande a créé une industrie clandestine très importante et extrêmement rémunératrice, qui a attiré tous les repris de justice, maîtres-chanteurs, assassins, souteneurs; il y a des « zones d'influence » avec monopole accordé à telle bande pour l'alcool et la prostitution, avec naturellement ruptures de traités et batailles. Avec leurs bénéfices fabuleux, et pour les conserver, ils corrompent police, magistrature, personnel politique. Si, physiologiquement, les effets de l'alcool sont très atténués, socialement, ils se sont aggravés et compliqués; les scandales dépassent tout ce qu'on peut concevoir. La précarité de la loi et de la morale bourgeoises apparaît éclatante. Si bien que l'idée d'un adoucissement semble avoir conquis la majorité du pays.

⁂

On a beaucoup écrit sur l'Amérique ces temps derniers : Luc Durtain, Duhamel, Siegfried, maints reporters, tous gens clairvoyants, équilibrés, libéraux, esthètes. Mais comme par hasard, du total de leur œuvre, la bourgeoisie française sort immaculée, que dis-je, rayonnante. Jaloux du niveau de vie américain, et excité par la question des dettes, fier de son effort militaire mortel, et ennuyé de voir l'impérialisme américain intact, jeune et alerte, le Français moyen trouve dans ces études des aliments à ses sentiments de délicieuse supériorité intellectuelle. Philip cherche et expose avec une grande honnêteté. Dubreuil a été fortement impressionné par le niveau de vie élevé de la classe ouvrière, qu'il confond avec le socialisme; mais des nègres, de Sacco et Vanzetti, il ne parle absolument pas.

L'erreur de Dubreuil est compréhensible, car il y a dans la vie américaine, des traits d'une vie sociale plus évoluée et supérieure à la nôtre. Le loyalisme envers toute collectivité, choisie ou occasionnelle, l'absence d'esprit brouillon et de petits calculs personnels rendent la vie sociale plus aisée. L'idée de petite accumulation individuelle est très rare; l'économie n'est pas une vertu; c'est faire compliment que de dire « beautiful spender » — admirable dépenseur; — alors, on n'a pas honte d'être riche, ni d'être pauvre; l'argent vient et s'en va, aisément; on l'apprécie, mais c'est loin de la ferveur muette que nous connaissons tous. Il y a aussi l'admirable hospitalité de l'Ouest, bien disparue dans les vieux pays, l'absence d'obséquiosité. ces commerçants qui ne disent ni bonjour ni au revoir, l'absence de jalousie, la faculté de reconnaître sincèrement les mérites d'autrui, le fait de ne se plaindre jamais, imité des Indiens. Que tout ceci soit dû à l'histoire, et seulement conservé par le capitalisme actuel, c'est possible; mais une organisation socialiste aurait à prendre beaucoup plus là-dedans que dans la vie étriquée, méfiante, du pays de l'individualisme. Et on pourrait faire un parallèle, prolongé très loin, entre les conditions physiques de la vie aux Etats-Unis et en Russie, et certains aspects sociaux qui en ont découlé.

La vie organisée par le capitalisme américain donne-t-elle à la classe ouvrière plus de bien-être qu'ici? Oui, certainement. Lui laisse-t-elle autre chose qu'une illusion de liberté? Non, pas plus qu'ici.

La bourgeoisie américaine est-elle plus brutale, plus odieuse, plus ridicule que la bourgeoisie française? Cela n'a pas une grande importance pour nous. Partager la vanité des vieilles cultures, c'est se séparer de la classe ouvrière américaine, au lieu de conduire la critique et la lutte là-même où nous vivons. Pour la lutte en Amérique, elle revient à la classe ouvrière américaine.

Jean CHANEAUX.

A travers les Livres

Magdeleine Paz (Magdeleine Marx). — **FRERE NOIR** (Flammarion, éditeur).

Un livre sur la condition des nègres en Amérique. Un très beau livre. Des chiffres, des faits, du cœur et du discernement.

Certes, nous savions tous que les noirs d'Amérique étaient méprisés des blancs et parfois mis à mort par eux. Mais nous avons ça dans un coin de notre conscience, un peu comme les anneaux de Saturne. Comme le livre de Magdeleine Paz nous fait *réaliser* ce drame actuel et séculaire!

Dans la démocratie américaine, le nègre n'a en fait *aucun droit politique, aucune défense judiciaire, presque aucun droit syndical, presque aucun droit au travail.* Il est exclu des métiers « qualifiés ». Il est, dit Magdeleine Paz, le « *prolétaire des prolétaires* »... Mais je n'aime pas cette expression. On peut être domestique de domestiques, mais non prolétaire de prolétaires. Le mot prolétaire désigne quelque chose d'absolu. Est prolétaire l'exproprié ou le descendant d'exproprié qui se loue à autrui. L'exproprié blanc, s'il se loue plus cher que le noir, ne cesse pas pour cela d'être un prolétaire. Tout ce qu'on peut dire c'est que les noirs forment *la partie la plus déshéritée du prolétariat américain.*

Et cette assertion, exacte « en gros », l'est encore quand on regarde les choses de plus près. Car s'il est vrai qu'il commence à exister une bourgeoisie nègre, elle est peu nombreuse, nous apprend Magdeleine Paz. Trop peu nombreuse pour avoir son idéologie propre. Et peu riche. Trop peu riche pour être solidaire de la grande bourgeoisie blanche; trop peu riche donc pour pouvoir adopter, comme l'a fait la petite bourgeoisie blanche, l'idéologie de cette grande bourgeoisie impérialiste. Ainsi c'est le prolétariat qui est la classe *déterminante,* la classe motrice chez les millions de nègres de l'immense Amérique.

C'est pourquoi Magdeleine Paz n'a pas besoin de nous nommer les auteurs des si émouvantes et toutes prolétariennes poésies qu'elle a eu la bonne idée de nous traduire :

Si nous devons mourir,
Que ce ne soit pas comme des porcs,
Pourchassés et parqués dans quelque obscur endroit,
...Si nous n'avons plus que la tombe,
Mourons comme des hommes, face à la meute,
Pressés contre le mur,
Agonisants,
Mais rendant coup pour coup.

Et :

Moi aussi, je chante l'Amérique,
Je suis le frère noir,
Et ils m'envoient manger à la cuisine
Quand il y a du monde,
Mais moi, je ris,
Je mange,
Et deviens fort.

Demain
Je m'assoierai à la table
Lorsqu'il y aura des invités,
Et personne n'osera me dire alors :
Va-t-en manger à la cuisine,
Alors ils seront bien forcés de voir que je suis beau,
Ils auront honte.
Moi aussi, je suis l'Amérique.

Ces cris-là, ces cris de prolétaires battus et révoltés ne sont d'un homme. Ils sont de *toute l'Amérique noire!*

Mais alors, si la question de classe est si claire, comment se fait-il que le prolétariat américain blanc et ses organisations soient si peu solidaires des camarades noirs?

Ceci, c'est une autre question! Et il est certain qu'on ne l'épuise pas en déclarant que l'*American Federation of Labor* est composée de gens corrompus et d'aristocrates ouvriers. Très prudemment Magdeleine Paz évite le fond de cette question. Mais elle signale qu'il a toujours existé dans le mouvement ouvrier américain un courant sain favorable à la fraternité des prolétaires sans distinction de couleur de peau. C'est l'*Association Internationale des Travailleurs* organisant en 1871 des cortèges ouvriers où blancs et nègres étaient mêlés. C'est le mouvement des I.W.W. C'est aujourd'hui le mouvement de l'*Association pour l'avancement des Peuples de couleur.* Mais comment Magdeleine Paz ne nous parle-t-elle pas des efforts de fraternité sur la base syndicale poursuivis par la *Trade-Union Educational Leaguc,* par *Labor Age,* par *New Masses?*

Que sont les conclusions du livre? Prudentes.

Très résumées, les voici :

« Dépouillé de son aspect strictement racial, le problème noir devient une pure et simple question ouvrière.

« En l'état actuel des choses... le prolétariat noir ne s'est pas encore dissous dans le prolétariat américain. Il mène sa lutte séparément, l'accès au sein de la classe ouvrière ne lui est guère ouvert qu'en qualité de briseur de grèves. Mais le temps travaille pour lui. Aveugles aujourd'hui les ouvriers américains ne manqueront pas de s'apercevoir qu'ils sont en partie responsables de la facilité avec laquelle les patrons trouvent des nègres pour les remplacer en temps de grève Quand la communauté de leurs intérêts sera clairement perçue par les deux prolétariats, lorsque les portes de tous les syndicats seront largement ouvertes aux noirs... on découvrira que si le préjugé de caste existe quelquefois chez l'ouvrier, le préjugé de race ne compte que pour peu de chose dans ses préoccupations et ses motifs d'action... Le jour où les deux mouvements seront assez solidement réunis pour n'en former qu'un seul, le colosse blanc pourra trembler...

« Mais n'oublions pas que la race est opprimée en tant que race. Et qu'il est légitime qu'elle combatte en tant que race. Or, la lutte strictement raciale n'aura de force et de portée que... dans la mesure où des contacts solides et décisifs entre les noirs du monde entier se seront établis...

« Ainsi le problème devient à la fois horizontal et vertical. Lutte de classes : problème vertical. Extension mondiale de la conscience de la race : problème horizontal. Pour être vraiment effectif, l'affranchissement des noirs doit poursuivre une démarche double. Solidarité avec les frères blancs des usines. Solidarité avec les frères noirs du monde... »

On ne peut pas ne pas souscrire à ces conclusions excellentes.

Mais je crois que Magdeleine Paz surestime la question de *race.* Il faut pourtant se demander, dit-elle quelque part, « où conduit le racialisme »! Eh bien, la notion de *race* ne conduit qu'à des phantasmes. Il n'y a pas de race noire, camarade Paz, ou bien il y a mille races noires. De même qu'on peut également dire qu'il n'y a pas de race blanche ou qu'il y a cent races blanches (Germains, Latins, etc...). Il y a tous les intermédiaires entre l'homme le plus noir, le moins noir qu'on appelle — on se demande vraiment pourquoi — « jaune » et le « blanc ». (Un de mes amis, joli brun d'origine niçoise se vit bel et bien interdire en Amérique l'accès des wagons pour blancs!) Et si, faisant foin du caractère *couleur* réellement trop fluent, vous vous rabattez sur les caractères « anthropologiques » jugés plus sérieux, car plus abscons (volume du crâne, angles faciaux, cheveux lisses ou crêpus, bride palpé-

brale, dimensions des petites lèvres, stéatopygie), un examen un peu sérieux a vite fait de montrer que ces caractères sont aussi vains que le premier. Quel que soit le caractère considéré on le retrouve à tous les degrés, dans toutes les races! Quoique souvent un peu sot, le livre de M. Jean Finot, « *Le Préjugé des Races* » est très démonstratif à ce sujet.

Il n'y a pas de *races humaines*.

Il n'y a que le genre humain et des individus.

Par conséquent, camarade Paz, le deuxième élément du problème noir américain tel que vous le posez, l'élément « horizontal » de ce problème, (« l'extension mondiale de la conscience de la race ») se ramène à l'extension de la solidarité *prolétarienne*. Les noirs d'Amérique ne peuvent pas s'unir à ceux d'Abyssinie ou de Ceylan sur le terrain de *race*, mais ils le peuvent en tant que victimes diverses du même impérialisme. La solution du problème est que les prolétaires noirs d'Amérique soient solidaires non seulement des prolétaires blancs américains (et par eux des blancs de partout) mais encore des exploités noirs du monde entier. C'est-à-dire qu'il faut que « les prolétaires de tous les pays s'unissent »! Karl Marx voyait juste et ne s'occupait pas de couleurs de peau!

...Maintenant, on peut se demander ce que sera longtemps après la révolution cette humanité *unie*. Vous parlez quelque part d'un « métissage général ». C'est l'éventualité la plus probable. Je ne vois pas comment des hommes pourraient s'unir économiquement sans *se fondre* biologiquement.

Est-ce triste? Allons donc! Il n'y aura rien de changé. Nous Européens, nous sommes tous des *métis* de toutes les « races » d'Europe; les hommes d'après-demain seront des métis de toutes les races de la terre. L'homme est un. Des différences de conditions de vie et de résidence sévissant pendant des siècles ont fait croire qu'il était multiple. L'unification du monde et l'uniformisation des conditions de vie que la révolution porte en ses flancs ramèneront à l'unité du type humain.

Si ceux qui ont la phobie de la couleur s'attristent, qu'ils se consolent en se disant que la « race blanche » étant actuellement la plus nombreuse, il y a peut-être des chances pour que l'humanité future se rapproche plus du « blanc » que du « coloré ». Mais, moi, je m'en fiche. — J. PÉRA.

Marceau Pivert. — SUR LES DAVIDEES. **Le noyautage de l'Enseignement public** (Brochure en vente chez M. Prudhomme, 250 bis, rue Saint-Jacques, Paris.)

L'Eglise ne se contente plus aujourd'hui de dresser ses institutions en face des écoles laïques.

Avec la souplesse qui lui a permis de subsister par delà toutes les révolutions politiques et les bouleversements sociaux, elle a compris que sa tactique d'opposition irréductible — appliquée encore avec succès dans les régions de l'Ouest — n'était plus la seule efficace. Un mouvement de pénétration dans le personnel enseignant, une tentative de captation des jeunes esprits universitaires a pris, depuis quelques années, une importance alarmante.

C'est naturellement chez les femmes qu'il atteint le développement le plus inquiétant. Sous le nom innocent de « *Davidées* », des zélatrices inlassables accomplissent une besogne souterraine et profonde, tendant beaucoup plus à conquérir des âmes qu'à propager une doctrine. Véritable noyautage de l'Enseignement public que Marceau Pivert étudie dans sa brochure, dont la lecture devient indispensable à qui veut connaître, au moyen d'une documentation sûre, les origines de ce groupement, ses formes d'expression et d'action. Les extraits des bulletins des Davidées, les indications précises sur leur recrutement qui ne touche qu'une élite, sont singulièrement impressionnants.

Sans diminuer la valeur et la portée de la brochure, formulons cependant deux réserves sur l'action menée par Marceau Pivert.

Nous comprenons mal qu'elle s'exerce au sein de cette Ligue de l'Enseignement — la brochure contient le texte des discours prononcés au dernier Congrès de cette association — vieille formation bourgeoise et conservatrice. Marceau Pivert ignore-t-il qu'elle fut pendant la guerre, un des remparts du « *jusqu'auboutisme* », et qu'elle lia son action à celle de cette fameuse Ligue Civique, où le gâtisme éperdu de quelques sorbonnards s'exprimait sans pudeur?

Ne craint-il pas, d'autre part, que sa propagande soit exploitée, malgré lui et contre lui, par les négociateurs d'un futur Cartel des Gauches? Sans doute ne manque-t-il pas de terminer son exposé par une affirmation prolétarienne. Mais nous ne cesserons pas de répéter que si la défense laïque n'est pas *exclusivement* syndicaliste et ouvrière, elle risque d'aboutir à une dangereuse duperie.

Dans le même ordre d'idées, nous n'admettons pas l'appel à l'administration républicaine et laïque. Si une Davidée se livre à du prosélytisme dans son école, à nous de réagir par tous les moyens possibles. Mais nous n'avons pas à demander que ses sentiments religieux la frappent d'une sorte de déchéance professionnelle. Ne fournissons pas à nos adversaires de classe, un argument dont ils useront demain, contre nous. Ne créons pas de précédents dans ce domaine.

La brochure de Marceau Pivert décrit le mal. Et l'étude des moyens de propagande de l'Eglise est une leçon de choses. Mais le remède? Devons-nous revenir simplement aux formules abstraites et négatives de l'anticléricalisme radical? Suffira-t-il d'interrompre par des sarcasmes la vieille chanson qui n'a pas seulement bercé la misère humaine, qui émeut encore profondément certaines âmes sensibles et inquiètes? Peut-être pourrait-on méditer quelque peu sur cette importance de facteurs moraux que nous négligeons trop dans notre propagande quotidienne? — Roger HAGNAUER.

Un aveu de l'I. S. R.

Comment l'I.S.R. a-t-elle roulé les syndicalistes français? C'est ce que raconte S. Perevoznikov dans la revue *L'I.S.R.* de juillet-août 1930 (page 384) :

Il est vrai qu'au cours de l'une des étapes... les communistes eurent à faire un grand mouvement tournant, à accorder certaines concessions qui trouvèrent leur expression dans les décisions du IIe Congrès de l'I.S.R. donnant une rédaction nouvelle au paragraphe sur la dictature prolétarienne des statuts de l'I.S.R. (chapitre des « conditions d'affiliation à l'I. S. R. »), et la représentation réciproque de l'I. C. et de l'I. S. R.

Mais quelle était la signification de ces concessions?

Tout en cédant sur certaines expressions du programme de l'I. S. R., il s'agissait de faire participer les masses les plus nombreuses à la lutte pour sa mise en pratique, quant au fond.

Par ces concessions, on obtenait d'arracher aux opportunistes une arme qui leur servait à détacher de l'I.S.R. une partie des travailleurs qui avaient déjà trouvé le chemin du camp révolutionnaire, mais qui ne s'étaient pas encore complètement débarrassés de leurs erreurs d'autrefois.

Cela permettait de garder pour l'I. S. R. ces ouvriers, d'en faire l'éducation conformément à l'esprit d'une lutte de classes conséquente, c'est-à-dire à l'esprit de la lutte pour la dictature prolétarienne et les buts de l'Internationale communiste.

Et c'est ce qui est arrivé.

En France, en Allemagne, aux Etats-Unis, les principaux groupes d'ouvriers qui hésitaient encore dans cette question se trouvèrent attirés par l'I. S. R. à une lutte concrète pour la dictature prolétarienne, à une lutte dirigée par les partis communistes.

FAITS & DOCUMENTS

LES FAITS

DIMANCHE 2. — Cent vingt arrestations de réfugiés politiques italiens autour de l'affaire de Sartrouville.

Autriche. — La manifestation des Heimwehren se déroule à Vienne sans incidents.

Russie. — Découverte de deux nouveaux « complots ».

LUNDI 3. — La banque Adam ferme ses guichets.

Angleterre. — Elections municipales; 69 sièges gagnés par les conservateurs, 65 perdus par les travaillistes.

MARDI 4. — *Autriche.* — Le gouvernement autrichien fait saisir les armes du Schutzbund, désarmant ainsi les ouvriers.

MERCREDI 5. — Le Crédit du Rhône, à Lyon, ferme ses guichets.

Etats-Unis. — Victoire électorale des démocrates.

JEUDI 6. — La banque Oustric dépose son bilan.

SAMEDI 8. — Meetings dans plusieurs villes pour la réintégration des postiers révoqués.

Allemagne. — La sentence arbitrale, dans le conflit des métallurgistes de Berlin, conclut à une diminution des salaires de 3 %.

DIMANCHE 9. — Rencontre de militants unitaires, confédérés et autonomes pour lancer l'idée de la reconstitution de l'unité syndicale.

Autriche. — Aux élections, les social-démocrates maintiennent leurs positions.

MERCREDI 12. — Le gouvernement fait renflouer la banque Adam.

— Congrès de la Fédération unitaire des Cheminots; incident Julienne.

JEUDI 13. — Catastrophe de Fourvière, à Lyon.

VENDREDI 14. — La Chambre sauve le garde des sceaux Péret, avocat-conseil d'Oustric, interpellé par Monnet et Georges Bonnet.

— Le rapport du Bureau fédéral unitaire des Cheminots est adopté par 77.425 voix contre 12.764.

Espagne. — La police charge le cortège funèbre de quatre ouvriers maçons victimes d'un éboulement; cinq morts, soixante blessés.

SAMEDI 15. — *Espagne.* — A Madrid, grève générale du bâtiment.

DIMANCHE 16. — *Pologne.* — Les élections à la Diète donnent une grosse majorité à Pilsudski.

LUNDI 17. — Raoul Péret est démissionné de la garde des sceaux.

Espagne. — La grève générale de protestation se termine à Madrid mais commence à Barcelone et Bilbao. Nombreuses arrestations.

MARDI 18. — *Espagne.* — Incidents de grève à Barcelone; quatre morts.

MERCREDI 19. — Fête à la Grange-aux-Belles en l'honneur des 40 ans de parti de Marcel Cachin.

—Six nouvelles condamnations à mort au Tonkin.

Russie. — Bruits d'arrestation de Blucher, commandant l'armée rouge.

JEUDI 20. — *Russie.* — L'agence Tass dément l'arrestation de Blucher, Syrtzov et Lominadzé. — Déclaration de Boukharine désavouant ses déviations de droite.

VENDREDI 21. — La Chambre décide la nomination d'une commission d'enquête sur l'affaire Oustric.

— Le rapide Paris-Nantes déraille près d'Oudon et tombe dans la Loire.

DIMANCHE 23. — Le *Peuple* publie une déclaration de la C.A. de la C.G.T. contre la nouvelle campagne d'unité.

LUNDI 24. — Crue de la Seine; graves dégâts à Viry-Châtillon.

MARDI 25. — *Russie.* — Le procès dit du « parti industriel » s'ouvre à Moscou.

Italie. — Entrevue à Milan entre Grandi et Litvinov.

JEUDI 27. — La Chambre désigne sa commission d'enquête sur l'affaire Oustric.

Angleterre. — Réunion de la Commission nationale du Charbon pour discuter le conflit provoqué par l'annonce d'une diminution des salaires pour le 1er décembre.

VENDREDI 28. — Démission des sous-secrétaires d'Etat Lautier et Falcoz, clients d'Oustric.

SAMEDI 29. — *Pologne.* — Pilsudski donne sa démission, confiant à son ami Slavek la tâche de former le nouveau gouvernement.

DIMANCHE 30. — Le Congrès de la Fédération autonome des Fonctionnaires discute de l'unité syndicale.

Angleterre. — Les mineurs d'Ecosse décident la grève.

L'entrevue Grandi-Litvinov à Milan.

L'entrevue de Milan entre les ministres des Affaires étrangères de Russie et d'Italie a fait beaucoup discourir. Gabriel Péri a assuré qu'elle est « un réconfort pour tous ceux qui gémissent dans les prisons fascistes ». On nous permettra d'en douter.

Recueillons ici deux documents. D'abord les déclarations faites par Litvinov au représentant de l'*Agence Tass* à Berlin, le 27 novembre :

> Depuis sept ans que durent les relations diplomatiques entre l'Italie et la Russie des Soviets, les rapports entre les deux pays sont devenus de plus en plus étroits.
>
> Les hommes d'Etat des autres pays d'Europe ont l'habitude de se rencontrer presque tous les ans ou même plus souvent. Il n'y a donc absolument rien d'anormal à ce que je tienne à causer avec le ministre des Affaires étrangères d'un pays avec lequel nous entretenons les rapports les plus amicaux.
>
> Une telle entrevue ne peut inquiéter que ceux qui, sous le masque de l'amour de la paix, cherchent à écarter et à affamer la Russie, et les vrais amis de la paix ne pourront que se réjouir de ma rencontre avec M. Grandi.

Donnons ensuite la correspondance d'Henry de Korab publiée par le *Matin* du 22 novembre sous le titre « l'Idylle de Genève » :

> J'ai assisté, l'autre jour, à une scène touchante. Ayant oublié un dossier sur mon pupitre, je suis revenu après la fin de la séance dans la salle déjà presque vide et j'ai vu M. Litvinov se précipiter au devant du général de Marinis, délégué italien, et après lui avoir empoigné les deux mains, le secouer cordialement aux épaules. C'est tout juste si ces deux messieurs ne se sont pas embrassés.
>
> Je n'étais pas le seul témoin de cette charmante idylle qui eût vraiment mérité un bon instantané photographique et ceux qui y ont assisté se sont montrés quelque peu éberlués.
>
> Etait-ce justement l'effet que les deux hommes cherchaient à atteindre? C'est fort vraisemblable. La salle du Conseil où se poursuivent les travaux préparatoires pour le désarmement n'est pas précisément l'endroit rêvé pour des effusions clandestines, c'est, dans le sens exact du mot, une maison de verre et il est assez difficile que les gestes que l'on y accomplit ne soient pas connus, sur l'heure, du monde entier.
>
> Je crois, en effet, que le général de Marinis tient beaucoup à ce que l'on sache qu'il n'éprouve pour les bolcheviks aucune aversion. Cela peut créer une certaine inquiétude et favoriser l'esprit de concession, notamment dans le domaine précis du statut naval. L'argument du rapprochement avec les soviets a souvent servi l'Allemagne devant l'opinion mondiale. C'est une carte, estiment aujourd'hui les Italiens, qui peut fort bien se jouer, et au surplus, ils croient fermement pouvoir s'en servir sans aucun risque personnel.
>
> Comme les Allemands, ils sont convaincus que le désordre économique et social que cherchent à provoquer les soviets ne saurait les atteindre et, qu'au contraire, il pourrait leur être grandement profitable. Tandis que les Allemands vivent avec la pensée secrète, qu'ils « ont la main » sur la Russie et qu'un chambardement général se solderait justement par leur mainmise sur ce pays, les Italiens ne doutent point que la solidité de leur régime les immunise contre un bouleversement révolutionnaire qui aurait l'avantage d'abolir certains droits de propriété, acquis par les puissances, et qui, sans un événement grandiose, pourraient fort bien s'éterniser.

Mais, en defors de cette mystique de la catastrophe qui rapproche les trois peuples, le révolutionnaire, le revisionniste et l'expansionniste, mystique qui explique déjà la solidarité des votes, il existe encore, entre les soviets et l'Italie, des intérêts plus matériels et immédiats.

Il y a d'abord les commandes d'avions, de sous-marins, etc., passées par la Russie à l'Italie.

Cela fait fort bien l'affaire de l'une et de l'autre. L'Italie y trouve l'avantage de faire marcher son industrie et de s'assurer éventuellement sur son propre territoire un supplément de matériel, et la Russie peut de la sorte s'armer sans bourse délier.

Les commandes, en effet, ne se payent pas en espèces, mais, grâce à la socialisation du commerce soviétique, se règlent par un transfert de marchandises que l'Italie est bien obligée d'absorber pour rentrer, si l'on peut dire, dans son argent. C'est toute l'explication des échanges commerciaux si actifs, selon les données statistiques, entre les deux pays.

De plus, une grande raison commune aux trois pays, à l'Allemagne, aux soviets et à l'Italie, motive pleinement une unité de front à la conférence du désarmement. Tous les trois ont le même intérêt à soutenir les solutions les plus extrémistes en matière de désarmement, de limitation du matériel et des effectifs, par voie directe ou budgétaire. Tous les trois peuvent se faire, en cette circonstance, les champions les plus zélés des prérogatives de la Société des Nations — si souvent bafouée en d'autres occasions — voire même de certaines clauses du traité de Versailles dont on réclame par ailleurs la revision. Car l'Italie, comme les deux autres, n'a rien à redouter d'une convention générale de désarmement. Sauf en ce qui concerne le statut naval — les bateaux ne peuvent se dissimuler dans un tiroir — la convention ne peut jouer qu'à l'égard des pays dont la comptabilité militaire : dépenses, effectifs, matériel, est, pour ainsi dire, du domaine public.

Ce n'est pas le cas pour un pays qui possède une milice, laquelle, fait très peu connu encore, a été il y a deux mois, *pratiquement incorporée dans les cadres de l'armée régulière*. 200.000 hommes faisant dix ans de service ont été mis ainsi à la disposition de l'armée, ce qui met fin à un long antagonisme. La milice a été versée selon la spécialité de chacun, dans les formations de fantassins, de mitrailleurs de l'aéronautique, etc. Elle ne figure pas pour cela sur les registres du ministère de la Guerre.

De même, le spécialiste le plus éprouvé des analyses budgétaires ne saurait découvrir sur quels fonds ces deux cent mille hommes sont nourris, habillés, armés, instruits. Tout au plus y a-t-il des présomptions, et sans doute les sommes importantes destinées à l'entretien de la milice et qui valent à l'Italie un si gros déficit budgétaire, sont-elles réparties sur l'exercice d'un certain nombre de ministères. L'agriculture doit pourvoir à l'entretien d'un nombre de gardes forestiers qui représente le triple de l'effectif réel, les finances augmentent de même, sur le papier, le nombre des douaniers. Les uniformes de l'armée régulière sont taxés au triple de leur prix de revient, et ainsi de suite.

Comment dès lors, parler de contrôle qui est la condition essentielle d'une convention de désarmement?

Le désarmement apparaît ici un peu comme la prohibition qui est surtout favorisée par ceux qui pensent tirer un profit en tournant la loi.

⁂

La C. G. T. prépare-t-elle un nouveau Cartel politique?

La C. G. T. ne se soucie de l'unité syndicale que pour la combattre. Par contre, elle se soucie beaucoup de rassembler des alliés politiques. Elle vient d'adresser un appel aux organisations et groupements suivants : Parti Socialiste S. F. I. O.; Parti Radical et Radical Socialiste; Parti Républicain Socialiste; Parti Socialiste Français; Ligue des Droits de l'Homme; Ligue de l'Enseignement; Fédération nationale des coopératives de consommation; Chambre consultative des coopératives de production; Fédération nationale des anciens combattants républicains; Fédération ouvrière et paysanne des anciens combattants; Les Associations pacifistes Le Foyer :

Il serait puéril et vain de nier que les force de régression sociale relèvent partout la tête.

Le tour d'horizon que nous pouvons faire sur la vieille Europe n'est guère rassurant. Dictateurs, fascistes et chauvins exploitent la situation misérable dans laquelle se débattent les peuples.

Le chômage, cause de misères et de privations, augmente chaque jour le nombre de ceux qu'il frappe. C'est actuellement en Allemagne, 3.500.000; en Angleterre, 2.200.000; en Russie, 1.200.000 inscrits aux bureaux de placement officiels; en Italie, plus de 500.000; en Pologne, plus de 200.000; en Autriche, plus de 150.000; en Tchécoslovaquie, près de 50.000; en Hollande, près de 30.000; en Suède, près de 30.000; au Danemark, 26.300; en Sarre, en Roumanie, en Hongrie, en Belgique, en Norvège, en Yougoslavie, en Suisse, en Finlande, la crise qui se développe condamne chaque jour un plus grand nombre de travailleurs au chômage. La France même, en plus de ses chômeurs partiels non inscrits aux statistiques, enregistre des chômeurs complets.

C'est une armée de près de 10 millions de sans-travail que compte l'Europe.

Dans le dénuement que les secours de chômage demeurent impuissants à atténuer efficacement, dans l'angoisse du lendemain, ces masses condamnées à l'oisiveté constituent des proies faciles pour les démagogues dictateurs, fascistes et nationalistes, dont les menées ouvertes ou cachées menacent et les libertés populaires, et les régimes démocratiques, et la paix.

Contre cela, il convient de réagir. Réagir nationalement et internationalement.

La défense de la démocratie sociale est inséparable de la défense de la paix.

C'est pour ces fins que la Confédération Générale du Travail croit devoir prendre l'initiative de faire appel à toutes les forces de progès et de justice sociale pour envisager une action concertée contre le péril qui nous menace.

Pour cette œuvre de salut, nous espérons que votre concours nous sera acquis. Nous serions désireux de recevoir votre réponse avant le 26 novembre, afin de nous permettre de convoquer notre première réunion le plus rapidement possible.

Avec nos meilleures salutations.

Pour la Confédération Générale du Travail :

L. JOUHAUX.

⁂

Walter Schevenels le nouveau secrétaire de la F. S. I.

C'est un militant syndical belge qui vient d'être appelé au secrétariat de la F. S. I., c'est-à-dire de l'Internationale syndicale dite d'Amsterdam, en attendant d'être prochainement « dite » de Berlin. Le *Mouvement syndical belge* de novembre, en félicitant Schevenels à cette occasion, donne quelques renseignements sur l'homme et sur les circonstances de son élection :

Lorsque, à la fin de septembre 1929, Walter Schevenels fut élu secrétaire adjoint de la F. S. I. — il entra en fonction le 1er décembre de la même année —, ce fut une belle distinction honorant non seulement l'intéressé, mais également les mouvements syndical et ouvrier belges, où il a gagné ses éperons. A cette époque, peu de camarades, et lui sans doute encore moins, auront pensé que, moins d'une année après, il aurait été appelé à occuper le poste élevé de secrétaire général de la F.S.I.

Pour les initiés, il était déjà certain, depuis juillet dernier, que Walter Schevenels avait beaucoup de chances d'être élu. En effet, au Congrès syndical international de Stockholm, plusieurs pays étaient intervenus en faveur de sa nomination immédiate. Il fut cependant décidé de donner à tous les pays affiliés l'occasion de proposer des candidats; ce qui se fit. Il n'y eut, cependant, qu'un seul candidat, et ce fut Walter Schevenels qui fut alors nommé, à l'unanimité des voix, à la dernière séance du Bureau de la Fédération syndicale internationale. C'était à prévoir, naturellement, car pas moins

de huit pays, à savoir : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, le Canada, l'Espagne, la Grande-Bretagne et la Suède avaient proposé la candidature de notre camarade.

Cette nomination honore, assurément, le mouvement syndical belge. C'est de ses rangs qu'est sorti Walter Schevenels, digne fils de son père, Jules Schevenels, qui lui-même sert fidèlement le mouvement ouvrier de notre pays depuis sa jeunesse, et qui remplit depuis tant d'années un des postes de secrétaire permanent des Métallurgistes de la région d'Anvers.

Walter Schevenels est né en 1894, et, dès son jeune âge, il suivit les traces de ses parents et participa activement au mouvement ouvrier. Il se sentit, toutefois, attiré particulièrement vers le mouvement syndical, et bientôt il se trouva à côté de son père à la tête des Métallurgistes d'Anvers, à qui il réussit à assurer dans leur action maints bons résultats.

Sur le terrain national, il ne tarda pas, non plus, à se faire remarquer et apprécier, non seulement à la Centrale des Métallurgistes, mais aussi aux congrès de la Commission syndicale.

A présent, il se voit attelé à la tâche importante et formidable de diriger la Fédération syndicale internationale.

Au nom du mouvement syndical belge, au nom de toutes les organisations affiliées à la C.S., nous lui adressons ici de tout cœur nos sincères félicitations. Nous formulons l'espoir que, avec l'aide du Bureau et du Conseil général de la F. S. I., ainsi que des pays affiliés, il saura remplir avec tact et avec succès la tâche qui lui est dévolue. Et nous savons que Walter Schevenels n'est pas l'homme pour décevoir les espérances que nous plaçons en lui.

⁂

Le Cartel européen de l'Azote

Sur la convention qui vient d'être conclue entre les producteurs européens d'azote, convention complétée par un accord avec l'industrie chilienne des nitrates, l'*Européen* du 24 septembre a donné les renseignements suivants :

Depuis plusieurs mois se poursuivaient à Ostende, puis à Paris, des négociations internationales en vue de la constitution d'un Cartel européen de l'azote. Ces pourparlers, qui se sont souvent heurtés à de sérieuses difficultés, ont abouti, le 9 août dernier, à la signature d'une convention européenne de l'industrie de l'azote, qui constitue dans l'histoire de la collaboration économique des nations une date importante.

Fait non moins notable, ce premier résultat a été immédiatement complété par la réalisation d'un accord entre les producteurs européens et les producteurs de nitrates du Chili.

Ces deux accords qui mettent fin à la menace d'une guerre de prix, visent 98 % de la production européenne et 80 % de la production mondiale d'azote : seuls, en effet, les Etats-Unis d'Amérique restent en dehors de la combinaison, dont nous voulons examiner ici le sens et les modalités.

LA SITUATION DE L'INDUSTRIE DE L'AZOTE

La nécessité d'une entente était depuis longtemps déjà apparue à tous les intéressés, la surproduction de l'azote dans le monde rendant inévitable une guerre de prix ruineuse. L'augmentation rapide de la production devançait, en effet, de loin les progrès, pourtant accusés, de la consommation d'engrais azotés depuis la guerre.

D'après les résultats récemment publiés des travaux de la commission d'enquête allemande sur la situation de l'industrie chimique, la production mondiale d'azote pur, synthétique ou naturel, atteignait, en 1928, environ 1,6 million de tonnes, auxquelles s'ajoutaient 430.000 tonnes d'azote pur, sous forme de produits de récupération, tels que l'ammoniaque des usines à gaz et des cokeries. En face de cette production de plus de 2 millions de tonnes, la consommation ne dépassait pas 1,9 million de tonnes.

En 1927, la production totale n'était que de 997.000 tonnes et en 1913 de 467.000 tonnes.

Pour la dernière année, la production se décomposait en 510.000 tonnes de nitrates du Chili et 1.096.000 tonnes d'azote synthétique, dont 677.000 pour l'Allemagne, 110.000 pour l'Angleterre, 77.000 pour les Etats-Unis, 64.000 pour la France, 61.000 pour la Norvège, 57.000 pour le Japon et 50.000 pour l'Italie.

Le danger de surproduction apparaissait d'autant plus menaçant que de nombreux pays, notamment la Hollande, la France, les Etats-Unis et même l'Allemagne projetaient l'installation de nouvelles fabriques; certaines de celles-ci ont même déjà été mises en marche.

Cette tendance générale de tous les pays à se créer des industries nationales de l'azote, en menaçant l'ancienne suprématie de l'Allemagne et de l'Angleterre, soulevait la principale difficulté pratique d'un accord international. Aussi bien, dès le début des négociations, a-t-on vu s'opposer au point de vue germano-britannique, qui visait à la réduction uniforme de la production, celui du groupe des producteurs français, belges, hollandais et polonais, qui revendiquaient le droit à une extension de leurs fabrications. La France, qui ne produit actuellement que 100.000 tonnes d'azote alors qu'elle en utilise 200.000, prétendait, en particulier, pouvoir à tout le moins couvrir les besoins de son marché extérieur.

Pour que se réalise l'accord sur ce point délicat, il a fallu l'intervention d'un certain nombre de facteurs d'une importance capitale.

LES RAISONS DU SUCCÈS

La première raison qui a permis l'heureux aboutissement des conversations a été la forte concentration de la production dans les pays intéressés. Alors que le nombre considérable des petits producteurs rend un contrôle de la production et des prix impossible pour l'étain et le caoutchouc, par exemple (l'échec du plan Stevenson en a apporté la preuve), la cartellisation de l'industrie de l'azote a été grandement facilitée par le fait que la production y est entre les mains d'un nombre limité de grandes entreprises : en Europe, le groupe allemand de l'*I. G. Farbenindustrie* et la société anglaise *Imperial Chemical Industries Ltd* contrôlent près des trois quarts de la production européenne. En ce qui concerne l'azote naturel, les producteurs de nitrates chiliens, qui disposaient déjà depuis deux ans d'une organisation coopérative de vente sous l'égide de l'Etat, ont constitué récemment un trust unique, la *Cosana*, devenue la *Compania de Salitre de Chile*.

Par ailleurs, trois accords antérieurs avaient préparé les voies à la convention actuelle. Il y a deux ans, les producteurs allemands, norvégiens et anglais s'étaient mis d'accord pour une politique commune de vente. Dès l'été de 1929, un compromis provisoire sur les prix était intervenu entre ce pool et les producteurs du Chili. Enfin, les négociations avaient abouti, dès le mois de mai, à la création d'un Syndicat international de la cyanamide calcique, qui groupait les producteurs allemands, français, belges, italiens, suisses, yougoslaves, tchécoslovaques, norvégiens et suédois, soit 92 % de la production mondiale.

On s'explique que l'entente ait été plus malaisée pour les autres engrais azotés synthétiques, sulfate d'ammoniaque et nitrate synthétiques, la concentration étant moins forte dans ces branches particulières et la concurrence plus intense.

LES MODALITÉS DE LA CONVENTION

Les stipulations de la convention internationale de l'azote n'ont pas encore été publiées. On en connaît cependant les grandes lignes. En ce qui touche la limitation de la production, les producteurs français, belges, hollandais et polonais ont obtenu, au moins en partie, gain de cause. Les réductions sont, en effet, variables selon les pays. Les taux prévus sont de 30 % pour l'Allemagne, la Norvège, la Belgique, la Hollande, la Tchécoslovaquie et l'Italie, de 40 % pour la Pologne, de 50 % pour l'Angleterre, de 10 % seulement pour la France.

En ce qui concerne le commerce de l'azote, la convention comporte des dispositions analogues à celles de l'accord de la cyanamide. Chaque pays reste maître de son marché intérieur dans la mesure où il est en état d'y pourvoir. Les besoins des pays importateurs adhérents ou neutres seront couverts selon des accords spéciaux de contingents. Un organisme central sera chargé de maintenir les prix à un niveau stable et rémunérateur; une caisse de compensation dédommagera les adhérents des pertes résultant pour eux de la limitation

de la production; elle sera alimentée par des cotisations calculees d'apres la production effective.

La signature de la convention a été suivie, le 14 août, de la fondation à Bâle de l'*Internationale Gesellschaft der Stickstoffindustrie A.G.* (Societé Internationale de l'Industrie de l'Azote), au capital de 6 millions de francs suisses, qui gérera les intérets financiers de la convention.

L'accord qui vient d'être signé n'est provisoirement valable que pour un an. C'est donc une expérience d'où doit vraisemblablement sortir une organisation durable de l'industrie des produits azotés.

⁂

Que se passe-t-il au Maroc ?

Sous ce titre, le *Cri du Peuple* a signalé l'agitation qui s'était emparee, ces temps derniers, des Marocains à propos de l'affaire berbere; à ce sujet, voici une lettre publiee par le *Cri Marocain* du 11 octobre:

Casablanca, le 20 septembre 1930.

Monsieur Carette-Bouvet,

Voulez-vous, pour les lecteurs du « Cri Marocain », la vraie verité sur les causes du mouvement qui s'est produit dernierement à Fez *et dans d'autres lieux du Maroc?* La voici :

Certes, le mouvement qui s'est produit dans les milieux indigenes qui pensent a un peu depasse son objectif. Mais cela vient de ce que la soi-disant reforme instituant une juridiction speciale pour les berberes de la montagne a été, en quelque sorte, *la goutte d'eau qui fait deborder le vase deja trop plein.*

C'est qu'en fait de progres que devait nous apporter la civilisation europeenne, nous avons vu qu'elle debutait par le partage de notre pays en trois zones : zone de domination internationale (Tanger), zone de domination espagnole, zone de domination française.

Or, non contents de ce partage en trois parties séparées entre elles par des cloisons etanches, voici les dirigeants français qui se mettent maintenant a subdiviser la zone française, non plus en Maroc utile et Maroc qui ne l'est pas, mais en deux secteurs : l'un arabe et l'autre berbere.

Que voulez-vous que nous pensions de cette manière de diviser au lieu de reunir, sinon que c'est l'application systematique de la maxime : *diviser pour regner!*

Il n'est pas douteux que *la catechisation entreprise publiquement par quelques catholiques fanatiques* n'a pas ete toutefois etrangere au dit mouvement qui n'avait du reste rien de revolutionnaire.

Mais là ne s'arrête pas le nombre des sujets de mécontentement. Depuis longtemps, en effet, le feu couvait sous la cendre si l'on peut dire.

Depuis longtemps nous avons vu qu'au lieu de créer des ecoles communes à tous les enfants sans distinctions, on a instauré, à l'usage de nos petits, *des ecoles speciales,* copiees sur le modele des fameuses écoles franco-arabes de l'Algérie, *d'ou l'on sort aussi ignorant qu'a l'entree.*

Nous avons vu qu'au lieu de réorganiser la justice, *on a plutôt desorganise celle qui existait* avant l'etablissement du protectorat, laquelle avait, au moins, l'avantage d'être gratuite, simple et rapide.

Nous avons constate que, sous pretexte d'encourager le peuplement français et la production agricole, *on prend peu a peu nos terres,* apres les avoir baptisées hypocritement collectives, guelches ou domaniales.

Nous avons vu que, accablés de taxes, impôts et contributions de toutes sortes, on nous impose encore tant et plus pour payer les fournisseurs et les créanciers des colons français.

Nous avons vu *qu'on nous interdit d'aller chercher du travail en France,* que nous avons pourtant contribué à défendre de notre sang, au moment psychologique, alors que ses frontières sont grandement ouvertes aux étrangers : Italiens, Polonais, Slovaques, etc...

Nous avons constaté que, sans raison plausible, on nous interdit de recevoir ce qui se publie en langue arabe en Orient évolué et qu'on nous condamne à nous contenter de la seule lecture de l'officieuse « Essâada », dirigée par un arabisant non moins fanatique que le déjà célebre Marty.

Et pour comble d'injustice, nous venons de voir enfin que, brimés, bousculés, bafoués et *traités en indésirables dans notre propre pays,* nous n'avons même pas le droit de nous plaindre et de protester.

Et ce qu'il y a de plus navrant en tout cela, c'est que toutes ces iniquités nous sont infligées sous le couvert de notre souverain que nous savons parfaitement innocent.

Voilà la vérité qu'il faut avoir le courage de proclamer.

Veuillez agréer, etc...

Un groupe de Marocains.

ENTRE NOUS

Nous avons laissé chômer cette petite rubrique. Nous avons eu grand tort. Nos amis en ont profité, à leur tour, pour ne rien faire pour la R. P.

Il fallait, certes, les encourager à porter leur aide au Cri du Peuple. *Nous devions mettre une sourdine à nos appels. Nous l'avons fait et nous ne regrettons pas de l'avoir fait. Mais il convient de ne pas mettre, pour cela, la* R. P. *en danger. Elle a sa tâche à remplir, et qui est importante. Pour qu'elle la remplisse, et pour que nous ne soyons pas empoisonnés par les difficultés financières, nous demandons à nos amis de reprendre leurs bonnes habitudes de jadis, renouvellement rapide des abonnements terminés, versement des abonnements de soutien, souscription à l'occasion, chasse aux abonnés nouveaux, et, de temps à autre, une longue lettre. Nous aimerions que chacun nous dise notamment l'impression produite dans son milieu par la Déclaration des 22 et qu'on nous envoie les journaux corporatifs ou régionaux qui parlent d'elle.*

SOUSCRIPTIONS REÇUES

Du 10 juin au 31 octobre 1930

Pérussie (Seine), 5 *fr.; Durand* (Seine), 10 *fr.; reliquat réunion du noyau,* 12 *fr.* 50; *Barrué* (Charente), 10 *fr.; le quart de la liste du* 1er *mai des Instituteurs de la Loire,* 87 *fr.; Fourrier* (Paris-20e), 10 *fr.; Millet* (L.-et-Ch.), 5 *fr.; Lagrange* (S.-et-O.), 5 *fr.; Letellier* (Seine-Inf.), 3 *fr.; Germaine Goujon* (Seine-Inf.), 17 *fr.; Mme Baudin* (S.-et-L.), 5 *fr.; Vitalis* (P.-de-C.), 10 *fr.* 50; *Mélanédoff* (Seine), 2 *fr.; Marie Guillot* (S.-et-L.), 25 *fr.; Collecte faite à une causerie de Louzon au cercle d'études sociales d'Alger,* 83 *fr.* 10; *Thomas* (Indre), 5 *fr.; Crespo* (Alger), 6 *fr.; Leblanc* (Aisne), 10 *fr.; G. Nicolas* (Paris), 5 *fr.; Castex* (Paris), 20 *fr.; Craquelin* (Seine-Inf.), 5 *fr.; J. et J. Cornec* (Finistère), 10 *fr.; J. Rosuel* (Finistère), 5 *fr.; Beaurieux* (S.-et-M.), 10 *fr.; A. Sadier* (Nièvre), 10 *fr.; Anonyme* (Paris), 10 *fr.; Savel* (Loire), 10 *fr.; Leblanc* (Aisne), 10 *fr.; Moitié de la somme recueillie à la minorité syndicaliste du Congrès de Marseille,* 65 *fr.; Monteil* (Seine), 6 *fr.; Berthélemy* (I.-et-L.), 10 *fr.; L. Pierrot* (Paris), 5 *fr.; Une congressiste de Marseille,* 50 *fr.; Kroll* (Rhône), 10 *fr.; Me Alice Pelletier,* 10 *fr.; Georges Pelletier,* 10 *fr.; Moitié de la 2e collecte à la minorité syndicaliste du Congrès de Marseille, versé par Lucie Colliard,* 40 *fr.; Marie Guillot* (S.-et-L.), 25 *fr.; Mauguen* (Finistère), 5 *fr.; Mlle Bansard* (Calvados), 4 *fr.* 50; *Camarades de la Loire et du Finistère, réunis à Concarneau,* 41 *fr.; Durand,* 10 *fr.; Un « Sauvage »* (Finistère), 10 *fr.; Leblanc* (Aisne), 60 *fr.; Mlle Lourdin* (Loire), 10 *fr.; Barbet* (Somme), 5 *fr.; Faure* (Loire), 5 *fr.; Despérier* (Loire), 10 *fr.; Fontaine* (Rhône), 5 *fr.; Collet* (C.-du-N.), 5 *fr.; Vidal* (Aude), 40 *fr.; Alice Morel* (Loire), 5 *fr.; L. Rivet* (Loire), 20 *fr.; Matray* (Loire), 10 *fr.; Meyssonnier* (Maroc), 10 *fr.; C. Philippon* (Cher), 20 *fr.; Mme de Chavigny* (Finistère), 20 *fr.; Baron* (M.-et-L.), 2 *fr.; Farsy* (P.-de-C.), 10 *fr.* — *Total :* 944 *fr.* 60.

Du 1er au 30 novembre

Durupt (Suisse), 50 *fr.; A. Pelletier* (15e), 10 *fr.; G. Pelletier* (19e), 10 *fr.; Gauzy* (Gard), 10 *fr.; Debord* (Alger), 3 *fr.; Bourseire* (Loire), 15 *fr.; Thévenon-Matray* (Loire) 15 *fr.; Alexandre* (S.-et-O.), 10 *fr.; Nourmont* (Seine-Inf.), 10 *fr.* — *Total :* 113 *fr.*

Le Gérant : M. CHAMBELLAND.
Impr. LABOR, 8, Bd de Vaugirard, Paris-XVe.

Téléphone
Combat 08-02
R. C. 235.494 B

SOCIETE ANONYME A CAPITAL VARIABLE

LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, R. DE SAMBRE-&-MEUSE, PARIS (10e)

Chèque postal
PARIS
N° 43-08

Nouveautés du Mois

LITTERATURE

Georges DAVID : **Cure-Bissac** (Rieder)	15 fr.
Pierre HUBERMONT : **Treize hommes dans la Mine** (Valois)	13 fr. 50
G. REUILLARD : **Mœurs** (Baudinière)	12 fr.
SIMONE : **Le Désordre** (Plon)	15 fr.
P. VIMEREU : **L'Homme Tatoué** (Querelle)	12 fr.
G. BAUDOIN : **Les Centurions** (Rieder)	15 fr.
M. BEDEL : **Philippine** (N. R. F.)	15 fr.
Jules ROMAINS : **Donogoo-Tonka** (N. R. F.)	15 fr.
Bernard SHAW : **La Charrette de Pommes** (Montaigne)	12 fr.
S. VALOT : **Le Journalisme d'aujourd'hui** (Delagrave)	10 fr.
CHPILEVSKI : **Copains** (Les Revues)	12 fr.
E. LUDWIG : **Trois Titans** (Payot)	25 fr.
A. ZEVAES : **Pierre Vaux, instituteur et forçat** (N. R. C.)	12 fr.

QUESTIONS SOCIALES

Karl MARX : **Œuvres politiques.** Tome VII et dernier **(L'Armée Anglaise. La Chute de Kaars. La Révolution Espagnole)** (Costes)	12 fr.
E.-C. CORTI : **La Maison de Rothschild.** Tome II (Payot)	40 fr.
Mémoires du Prince de Bulow. Tome II (Plon)	36 fr.
J. IZOULET : **La Sainte Cité ou l'Antimarxisme** (A. Michel)	40 fr.
Georgette CISELET : **La Femme, ses droits, ses devoirs, ses revendications** (L'Egiantine)	20 fr.
STALINE : **Discours sur le plan Quinquennal** (Valois)	15 fr.
G. BONVOISIN et G. MAIGNAN : **Allocations familiales et Caisses de compensation** (Sirey)	30 fr.

VIENT DE PARAITRE

CHARLES BOUSSINOT

LES MESKINES

ROMAN

Un volume de 340 pages .. .. 15 fr.

Pour le Centenaire de l'Algérie

Pour être au courant de la Vie

POLITIQUE,
ECONOMIQUE,
SOCIALE,
ET INTERNATIONALE

Il faut lire

MONDE

grand hebdomadaire dirigé par
HENRI BARBUSSE
paraissant tous les samedis.

Ne manquez pas d'acheter

le numéro de cette semaine.

Envoi gratuit d'un numéro specimen sur simple demande à
MONDE, 50, rue Etienne-Marcel -- PARIS

DISCUSSION ET POLEMIQUE N° 8

IL FAUT LIRE :

Les Problèmes de la Révolution Prolétarienne

PAR FERNAND LORIOT

(Cette étude, qui ouvre la discussion sur des questions trop longtemps laissées dans l'ombre, doit être entre les mains de tous les militants)

Une brochure de **72 pages : 3 francs;**

10 exemplaires : 20 francs

Tous les Mercredis

Le Cri du Peuple

Hebdomadaire syndicaliste révolutionnaire

publié sous le contrôle du Comité pour l'Indépendance du Syndicalisme

Rédaction et Administration : 123, rue Montmartre, **Paris (2e)**

Le numéro : 50 centimes

Abonnements : 6 mois, **10 fr.** ; 1 an, **20 fr.** — **Chèque postal : René Deveaux 525-67 PARIS**